PN-ACQ-618

Bulletin Officiel:
Loi No. 10-95 sur L'eau

Maroc

Préparé pour l'Agence Internationale de Développement des Etats-Unis
Contrat No. HNE-C-00-96-90027-00

January 2000

Development Alternatives, Inc.
7250 Woodmont Ave. Suite 200
Bethesda, Maryland 20814

FORWARD

Approches Participatives pour la Résolution des Conflits d'Eau

L'EQUIPE DE FORWARD

Development Alternatives, Inc., Bethesda MD
Arab Scientific Institute for Research and Transfer of Technology, Ramallah West Bank/Gaza
Camp Dresser & McKee International Inc., Cambridge MA
CDR Associates, Boulder CO
Conflict Management Group, Cambridge MA
EnviroConsult Office, Amman Jordan
Environmental Quality International, Cairo Egypt
Geomatrix Consultants, Inc., Costa Mesa CA
Jordan Institute of Public Administration, Amman Jordan
Management, Planning and Research Consultants, Beirut Lebanon
National Center for Middle East Studies, Cairo Egypt
Tennessee Valley Authority, Knoxville TN
Training Resources Group, Alexandria VA
Water and Environment Research and Study Center, Amman Jordan

Quatre-vingt-quatrième année – N° 4325 24 rabii II 1416 (20 septembre 1995)

ISSN 0851 - 121

ROYAUME DU MAROC

BULLETIN OFFICIEL

ÉDITION DE TRADUCTION OFFICIELLE

Le prix du numéro : 6 DH – Numéro des années antérieures : 9 DH – Les tables annuelles sont fournies gratuitement aux abonné

ÉDITIONS	TARIFS D'ABONNEMENT			ABONNEMENT
	AU MAROC		A L'ÉTRANGER	IMPRIMERIE OFFICIELLE RABAT - CHELLAH
	6 mois	1 an		Tél. : 76.50.24 – 76.50.25 – 76.54.1
Édition générale	80 DH	120 DH	Par voie ordinaire ou aérienne, les tarifs prévus ci-contre sont majorés des frais d'envoi, tels qu'ils sont fixés par la réglementation postale en vigueur.	C.C.P. n° 101-16 W à Rabat
Édition de traduction officielle	60 DH	100 DH		
Édition des annonces légales, judiciaires et administratives	80 DH	120 DH		
Édition des débats de la Chambre des Représentants		100 DH		

L'édition de traduction officielle contient la traduction officielle des lois et règlements ainsi que le texte en langue étrangère des accords internationaux lorsqu'aux termes de ces accords, ledit texte fait foi, soit seul, soit concurremment avec le texte arabe.

SOMMAIRE

TEXTES GÉNÉRAUX

Pages

Eau.

Dahir n° 1-95-154 du 18 rabii I 1416 (16 août 1995) portant promulgation de la loi n° 10-95 sur l'eau 626

Conventions de crédits conclues entre le gouvernement du Royaume du Maroc et la Caisse française de développement.

Décret n° 2-95-522 du 25 rabii I 1416 (23 août 1995) approuvant la convention de crédit de 157 millions de francs français, conclue le 14 safar 1416 (13 juillet 1995) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et la Caisse française de développement pour le financement du projet d'aménagement en petite et moyenne hydraulique agricole de la moyenne vallée du Sebou 663

Décret n° 2-95-523 du 25 rabii I 1416 (23 août 1995) approuvant la convention de crédit de 95,6 millions de francs français, conclue le 14 safar 1416 (13 juillet 1995) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et la Caisse française de développement pour le financement du projet d'alimentation en eau potable en milieu rural 663

Accords de prêts conclus entre le gouvernement du Royaume du Maroc et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement.

Décret n° 2-95-568 du 25 rabii I 1416 (23 août 1995) approuvant l'accord de prêt, conclu le 3 rabii I 1416 (1er août 1995) entre le Royaume du Maroc et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement portant sur un montant de 250.000.000 de dollars des Etats-Unis d'Amérique pour le développement des marchés de capitaux 664

Page

Décret n° 2-95-560 du 25 rabii I 1416 (23 août 1995) approuvant l'accord de prêt portant sur un montant équivalent à 57.600.000 $ US, conclu le 8 safar 1416 (7 juillet 1995) entre le Royaume du Maroc et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement pour le financement du projet de routes secondaires, tertiaires et rurales 664

Chambre des représentants. – Session extraordinaire.

Décret n° 2-95-607 du 12 rabii II 1416 (8 septembre 1995) convoquant la Chambre des représentants en session extraordinaire 664

École Mohammadia d'ingénieurs. – Création d'un Centre de recherches et d'études spatiales.

Arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 1822-95 du 30 moharrem 1416 (29 juin 1995) portant création d'un Centre de recherches et d'études spatiales à l'École Mohammadia d'ingénieurs 664

Normes marocaines.

Arrêté du ministre du commerce, de l'industrie et de l'artisanat n° 1946-95 du 18 safar 1416 (17 juillet 1995) rendant d'application obligatoire des normes marocaines 665

Arrêté du ministre du commerce, de l'industrie et de l'artisanat n° 2146-95 du 17 rabii I 1416 (15 août 1995) rendant d'application obligatoire des normes marocaines 665

Facultés des sciences et techniques. – Modules de chaque spécialité (D.E.U.G. ès sciences et D.E.U.T.).

Arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 2092-95 du 3 rabii I 1416 (1er août 1995) fixant les modules de chaque spécialité du diplôme d'études universitaires générales ès sciences (D.E.U.G. ès sciences) des facultés des sciences et techniques 666

Pages

êté du ministre de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 2093-95 du 3 rabii I 1416 (1er août 1995) fixant les modules de chaque spécialité du diplôme d'études universitaires techniques (D.E.U.T.) des facultés des sciences et techniques 667

Service militaire. – Réunions des commissions de sélection des assujettis.

êté conjoint du Premier ministre et du ministre d'Etat à l'intérieur n° 2016-95 du 8 rabii II 1416 (4 septembre 1995) relatif aux réunions des commissions de sélection des assujettis au service militaire pour l'année 1995 668

TEXTES PARTICULIERS

Banque marocaine du commerce extérieur :

Transfert au secteur privé.

cret n° 2-95-430 du 11 rabii I 1416 (9 août 1995) décidant le transfert au secteur privé de 26% du capital de la Banque marocaine du commerce extérieur 669

Agrément.

rêté du ministre des finances et des investissements extérieurs n° 2048-95 du 3 rabii I 1416 (1er août 1995) portant agrément de la Banque marocaine du commerce extérieur après sa privatisation 670

Magazine « Agadir Aktuell ». – Autorisation d'impression.

cret n° 2-95-584 du 25 rabii I 1416 (23 août 1995) portant autorisation de l'impression du magazine « Agadir Aktuell » au Maroc 670

Office chérifien des phosphates. – Autorisation de constituer avec un partenaire belge « La société chimique Prayon-Rupel ».

cret n° 2-95-557 du 26 rabii I 1416 (24 août 1995) autorisant l'Office chérifien des phosphates à prendre une participation de 50% dans le capital d'une société à constituer avec un partenaire belge « La société chimique Prayon-Rupel » 670

Office national d'électricité. – Nomination du représentant du ministre de l'emploi et des affaires sociales au conseil d'administration.

cret n° 2-95-542 du 27 rabii I 1416 (25 août 1995) portant nomination du représentant du ministre de l'emploi et des affaires sociales au conseil d'administration de l'Office national d'électricité 671

Société MAINT AERO. – Autorisation d'exploitation de services aériens non-réguliers de transport public par avions-taxis et de services de travail aérien.

rêté du ministre des transports n° 1827-95 du 22 moharrem 1416 (21 juin 1995) accordant une autorisation d'exploitation de services aériens non-réguliers de transport public par avions-taxis et de services de travail aérien 671

Société « SOGECREDIT ». – Agrément.

rêté du ministre des finances et des investissements extérieurs n° 2162-95 du 17 rabii I 1416 (15 août 1995) portant agrément de la société « SOGECREDIT » en qualité de société de financement 672

Pages

Musées, monuments historiques et sites relevant du ministère des affaires culturelles. – Droits d'entrée.

Arrêté conjoint du ministre des affaires culturelles et du ministre des finances et des investissements extérieurs n° 2170-95 du 20 rabii I 1416 (18 août 1995) complétant l'arrêté conjoint du ministre des affaires culturelles et du ministre des finances n° 719-89 du 23 chaoual 1409 (29 mai 1989) fixant les droits d'entrée aux monuments et sites historiques relevant du ministère des affaires culturelles 672

ORGANISATION ET PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

TEXTES PARTICULERS

Ministère de l'agriculture et de la mise en valeur agricole.

Arrêté du ministre de l'agriculture et de la mise en valeur agricole n° 1720-95 du 29 hija 1415 (29 mai 1995) portant règlement de l'examen d'aptitude professionnelle pour l'accès au grade d'agent technique principal du ministère de l'agriculture et de la mise en valeur agricole 673

TEXTES GÉNÉRAUX

Dahir n° 1-95-154 du 18 rabii I 1416 (16 août 1995) portant promulgation de la loi n° 10-95 sur l'eau

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Hassan II)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Constitution, notamment son article 26,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Est promulguée et sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la loi n° 10-95 sur l'eau, adoptée par la Chambre des représentants le 16 safar 1416 (15 juillet 1995).

Fait à Rabat, le 18 rabii I 1416 (16 août 1995).

Pour contreseing :

Le Premier ministre,

ABDELLATIF FILALI.

* * *

4

LOI N° 10-95 SUR L'EAU

EXPOSE DES MOTIFS

L'eau est une ressource naturelle à la base de la vie et une denrée essentielle à la majeure partie des activités économiques de l'homme.

Elle est également rare et constitue en fait une ressource dont la disponibilité est marquée par une irrégularité prononcée dans le temps et dans l'espace. Elle est enfin fortement vulnérable aux effets négatifs des activités humaines.

Les nécessités du développement social et économique imposent de recourir à l'aménagement de l'eau pour satisfaire les besoins des populations. Ces besoins sont eux-mêmes en continuelle croissance, souvent concurrentiels, voire contradictoires, ce qui rend le processus de gestion de l'eau fort complexe et de mise en oeuvre difficile.

Pour faire face à cette situation, il est indispensable de disposer notamment d'instruments juridiques efficaces, en vue d'organiser la répartition et le contrôle de l'utilisation des ressources en eau et d'en assurer également la protection et la conservation.

LA LEGISLATION ACTUELLE DES EAUX AU MAROC

Les règles qui régissent le domaine public hydraulique sont de diverses origines. Toutefois, au Maroc, le premier texte se rapportant à l'eau date de 1914. Il s'agit du dahir du 7 chaabane 1332 (1er juillet 1914) sur le domaine public qui, complété par les dahirs de 1919 et 1925, intègre toutes les eaux, quelle que soit leur forme, au domaine public hydraulique. Depuis cette date, les ressources en eau ne peuvent faire l'objet d'une appropriation privative, à l'exception des eaux sur lesquelles des droits ont été légalement acquis. D'autres textes ont été élaborés par la suite, afin de faire face aux nouveaux besoins qui se sont fait sentir.

Dans leur ensemble, les textes essentiels relatifs à l'eau remontent donc aux premières décennies de ce siècle. Ils ont été élaborés en fonction des besoins et des circonstances, de telle façon que la législation marocaine actuelle relative à l'eau se présente sous forme d'un ensemble de textes épars, mis à jour par étapes à des dates différentes. Cette législation n'est plus aujourd'hui adaptée à l'organisation moderne du pays et ne répond plus aux besoins de son développement socio-économique.

En effet, les conditions actuelles de l'utilisation de l'eau ne sont plus celles qui prévalaient au début du siècle où les ressources en eau étaient beaucoup moins sollicitées que de nos jours, en raison de la faiblesse de la demande en eau des techniques de mobilisation peu performantes.

5

C'est pour toutes ces raisons que la refonte de la législation actuelle des eaux et son unification en une seule loi, s'avère nécessaire. Dans le cadre de cette refonte, cette loi ne se limite pas à la refonte de la législation en vigueur, mais s'attache également et surtout, d'une part, à la compléter par des dispositions relatives à des domaines qu'elle ne couvrait pas auparavant et, d'autre part, à apurer le régime juridique des ressources en eau.

LES APPORTS DE LA LOI SUR L'EAU

Le développement des ressources en eau doit permettre d'assurer une disponibilité en eau suffisante en quantité et en qualité au profit de l'ensemble des usagers conformément aux aspirations d'un développement économique et social harmonieux, aux orientations des plans d'aménagement du territoire national et aux possibilités offertes par les potentialités en eau pour leur aménagement et ce, au moindre coût.

La loi sur l'eau vise à mettre en place une politique nationale de l'eau basée sur une vision prospective qui tient compte d'une part de l'évolution des ressources et d'autre part des besoins nationaux en eau. Elle prévoit des dispositions légales visant la rationalisation de l'utilisation de l'eau, la généralisation de l'accès à l'eau, la solidarité inter-régionale, la réduction des disparités entre la ville et la campagne dans le cadre de programmes dont l'objectif est d'assurer la sécurité hydraulique sur l'ensemble du territoire Royaume.

Elle contribuera également de manière efficace à créer le cadre adéquat au partenariat entre l'administration et les communes rurales en vue de réduire rapidement les écarts dans l'accès à l'eau potable entre les villes et la campagne.

A cet égard, la loi sur l'eau constitue la base légale de la politique de l'eau du pays et se fixe, en conséquence, les objectifs suivants :

- une planification cohérente et souple de l'utilisation des ressources en eau, tant à l'échelon du bassin hydraulique qu'à l'échelon national ;

- une mobilisation optimale et une gestion rationnelle de toutes les ressources en eau, en tenant compte des ordres de priorité fixés par le plan national de l'eau ;

- une gestion des ressources en eau dans le cadre d'une unité géographique, le bassin hydraulique, qui constitue une innovation importante permettant de concevoir et de mettre en oeuvre une gestion décentralisée de l'eau. En effet, le bassin hydraulique constitue l'espace géographique naturel le mieux adapté pour appréhender et résoudre les problèmes de gestion des ressources en eau, ainsi que pour réaliser une solidarité régionale effective entre les usagers concernés par une ressource en eau commune ;

- une protection et une conservation quantitative et qualitative du domaine public hydraulique dans son ensemble ;

. une administration adéquate de l'eau permettant d'aider à la conception de l'utilisation et au contrôle des opérations citées ci-dessus; en associant les pouvoirs publics et les usagers à toute prise de décision relative à l'eau.

Elle vise en outre la valorisation des ressources en eau et la rentabilisation des investissements y afférents tout en prenant en considération les intérêts économiques et sociaux des populations par la sauvegarde des droits d'eau acquis.

Pour atteindre ces objectifs et renforcer le cadre institutionnel existant en matière de gestion de l'eau, la loi sur l'Eau crée des agences de bassins, établissements publics, dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Elles ont pour mission d'évaluer, de planifier et de gérer les ressources en eau au niveau des bassins hydrauliques. Ces agences peuvent accorder des prêts, aides et subventions à toute personne engageant des investissements d'aménagement ou de préservation des ressources en eau. Leurs ressources sont constituées des redevances recouvrées auprès des usagers et utilisateurs de l'eau, des emprunts, des subventions, des dons... Ainsi, grâce à la souplesse dans la gestion et la prise de décision dont peuvent disposer les agences de bassins, tous les usagers de l'eau d'un même bassin peuvent bénéficier du soutien financier et de l'assistance technique nécessaire à leurs opérations relatives à l'utilisation du domaine public hydraulique.

La loi sur l'eau repose sur un certain nombre de principes de base qui découlent des objectifs cités ci-dessus :

. la domanialité publique des eaux : d'après ce principe, posé par les dahirs de 1914 et 1919, toutes les eaux font partie du domaine public à l'exception des droits acquis et reconnus. Cependant, la nécessité d'une valorisation maximale des ressources en eau imposée par leur rareté a fait que la loi a apporté une limite à ces droits de telle sorte que les propriétaires de droits sur les eaux seulement ou sur des eaux qu'ils n'utilisent qu'en partie seulement pour leurs fonds ne peuvent les céder qu'aux propriétaires de fonds agricoles,

. la mise au point d'une planification de l'aménagement et de la répartition des ressources en eau basée sur une large concertation entre les usagers et les pouvoirs publics,

. la protection de la santé de l'homme par la réglementation de l'exploitation, de la distribution et de la vente des eaux à usage alimentaire,

. la réglementation des activités susceptibles de polluer les ressources en eau,

. la répartition rationnelle des ressources en eau en période de sécheresse pour atténuer les effets de la pénurie,

- une plus grande revalorisation agricole grâce à l'amélioration des conditions d'aménagement et d'utilisation des eaux à usage agricole,

- la prévision de sanctions et la création d'une police des eaux pour réprimer toute exploitation illicite de l'eau ou tout acte susceptible d'altérer sa qualité.

Parmi les apports de cette loi, figure également la contribution à l'amélioration de la situation environnementale des ressources en eau nationales. Cette loi constituera en effet un moyen efficace de lutte contre la pollution des eaux étant entendu que la réalisation de cet objectif nécessite, par ailleurs, un travail législatif supplémentaire en matière de gestion du littoral et de réglementation des produits chimiques utilisés dans les activités économiques productrices.

La loi sur l'eau permettra d'établir de nouvelles règles d'utilisation de l'eau plus appropriée aux conditions économiques et sociales du Maroc moderne et jettera les bases d'une gestion efficace de l'eau dans le futur pour relever les défis attendus pour la sécurité de l'approvisionnement du pays. Cette nouvelle loi permettra par ailleurs de valoriser encore plus les efforts considérables consentis pour la mobilisation et l'utilisation de l'eau et de les rendre compatibles avec les aspirations au développement économique et social du Maroc du XXIe siècle.

CHAPITRE PREMIER : DOMAINE PUBLIC HYDRAULIQUE

ARTICLE PREMIER - L'eau est un bien public et ne peut faire l'objet d'appropriation privée sous réserve des dispositions du chapitre II ci-après.

Le droit à l'usage de l'eau est accordé dans les conditions fixées par la présente loi.

ARTICLE 2 - Font partie du domaine public hydraulique au sens de la présente loi:

a - toutes les nappes d'eau, qu'elles soient superficielles ou souterraines ; les cours d'eau de toutes sortes et les sources de toutes natures ;

b - les lacs, étangs et sebkhas ainsi que les lagunes, marais salants et marais de toute espèce ne communiquant pas directement avec la mer. Sont considérées comme faisant partie de cette catégorie les parcelles qui, sans être recouvertes d'une façon permanente par les eaux, ne sont pas susceptibles en année ordinaire d'utilisation agricole, en raison de leur potentiel en eau ;

c - les puits artésiens, les puits et abreuvoirs à usage public réalisés par l'Etat ou pour son compte ainsi que leurs zones de protection délimitées par voie réglementaire. Ces zones sont constituées d'une zone immédiate, intégrée au domaine public hydraulique et, éventuellement, d'une zone rapprochée et d'une zone éloignée qui ne sont soumises qu'à des servitudes ;

d - les canaux de navigation, d'irrigation ou d'assainissement affectés à un usage public ainsi que les terrains qui sont compris dans leurs francs-bords et dont la largeur ne doit pas excéder 25 mètres pour chaque franc-bord ;

e - les digues, barrages, aqueducs, canalisations, conduites d'eau et séguias affectés à un usage public en vue de la défense des terres contre les eaux, de l'irrigation, de l'alimentation en eau des centres urbains et agglomérations rurales ou de l'utilisation des forces hydrauliques ;

f - le lit des cours d'eau permanents et non permanents ainsi que leurs sources ; celui des torrents dans lesquels l'écoulement des eaux laisse des traces apparentes ;

g - les berges jusqu'au niveau atteint par les eaux de crues dont la fréquence est fixée par voie réglementaire pour chaque cours d'eau ou section de cours d'eau et, en outre, dans les parties des cours d'eau soumises à l'influence des marées, toutes les surfaces couvertes par les marées de coefficient 120 ;

h - les francs-bords à partir des limites des berges :

1) avec une largeur de six mètres, sur les cours d'eau ou sections de cours d'eau définies: la Moulouya de son embouchure jusqu'à ses sources, le Sebou de son embouchure jusqu'à ses sources, le Loukkos de son embouchure jusqu'à ses sources, l'Oum Er Rbia de son embouchure jusqu'à ses sources et le Bou Regreg de son embouchure jusqu'au barrage Sidi Mohamed Ben Abdellah;

2) avec une largeur de deux mètres, sur les autres cours d'eau ou sections de cours d'eau.

ARTICLE 3 - Si, pour des causes naturelles, le lit d'un cours d'eau vient à se modifier, les limites des francs-bords se déplacent suivant la largeur fixée au paragraphe h de l'article 2 ci-dessus, parallèlement au nouveau lit.

La zone comprise entre l'ancienne et la nouvelle limite des francs-bords est, en cas de recul, incorporée au domaine public hydraulique sans indemnité au riverain, qui aura seulement la faculté d'enlever les ouvrages et installations établis par lui ainsi que les récoltes sur pied ; ladite zone est, au contraire, en cas d'avance, remise gratuitement au riverain s'il justifie en avoir été propriétaire avant qu'elle ne fût couverte par les eaux, le tout à charge de respecter les servitudes résultant ou pouvant résulter soit de la coutume, soit des lois et règlements.

ARTICLE 4 - Est incorporé au domaine public hydraulique avec les francs-bords qu'il comporte, le lit nouveau qu'un cours d'eau viendrait à s'ouvrir naturellement ou sans intervention de l'homme.

Si l'ancien lit n'est pas entièrement abandonné par les eaux, les propriétaires des fonds traversés par le nouveau lit n'ont droit à aucune indemnité.

Si l'ancien lit est, au contraire, entièrement délaissé par les eaux, les propriétaires ont droit aux compensations suivantes :

- lorsque le lit abandonné et le lit nouveau s'ouvrent sur toute leur largeur à travers un seul et même fonds, le premier de ces lits et ses francs-bords sont déclassés et gratuitement attribués au propriétaire de ce fonds,

9

- lorsque les deux lits, ancien et nouveau, traversent des fonds appartenant à des propriétaires différents, le lit et ses francs-bords sont déclassés et les propriétaires riverains peuvent en acquérir la propriété par droit de préemption, chacun en droit soit jusqu'à l'axe de l'ancien lit. Le prix de l'ancien lit est fixé par des experts nommés par le président du tribunal compétent, à la requête de l'administration.

A défaut par les propriétaires riverains de déclarer, dans les trois mois de la notification qui leur est faite par l'administration, l'intention de faire l'acquisition aux prix fixés par les experts, il est procédé à l'aliénation de l'ancien lit selon les règles qui président aux aliénations du domaine privé de l'Etat.

Le prix provenant de la vente est distribué aux propriétaires des fonds occupés par le nouveau cours, à titre d'indemnité, dans la proportion de la valeur du terrain enlevé à chacun d'eux.

ARTICLE 5 - Les limites du domaine public hydraulique sont fixées conformément aux dispositions prévues à l'article 7 du dahir du 7 chaabane 1332 (1er juillet 1914) sur le domaine public.

CHAPITRE II : DROITS ACQUIS SUR LE DOMAINE PUBLIC HYDRAULIQUE

ARTICLE 6 - Sont maintenus les droits de propriété, d'usufruit ou d'usage régulièrement acquis sur le domaine public hydraulique antérieurement à la publication du dahir du 7 chaabane 1332 (1er juillet 1914) sur le domaine public, à celle du dahir du 11 moharrem 1344 (1er août 1925) sur le régime des eaux, tels qu'ils ont été modifiés et complétés ou, pour les zones où ces textes ne sont pas applicables, à la date de récupération de ces dernières par le Royaume.

Les propriétaires ou possesseurs qui, à la date de publication de la présente loi, n'ont pas encore déposé devant l'administration des revendications fondées sur l'existence de ces droits disposent d'un délai de cinq (5) ans pour faire valoir ces derniers.

Passé ce délai, nul ne peut se prévaloir d'un droit quelconque sur le domaine public hydraulique.

ARTICLE 7 - La reconnaissance des droits acquis sur le domaine public hydraulique est faite à la diligence et par les soins de l'administration ou à la demande des intéressés après enquête publique dans les conditions qui sont déterminées par voie réglementaire.

ARTICLE 8 - Les droits d'eau reconnus sont soumis aux dispositions relative à l'utilisation de l'eau édictées par le plan national de l'eau et les plans directeurs d'aménagement intégré des ressources en eau tels que prévus au chapitre IV de la présente loi.

Les propriétaires dont les droits ont été régulièrement reconnus ne peuvent en être dépossédés que par voie d'expropriation.

Cette expropriation n'intervient que dans les conditions prévues par la loi n° 7-81 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique et à l'occupation temporaire, promulguée par le dahir n° 1-81-254 du 11 rajeb 1402 (6 mai 1982).

ARTICLE 9 - Les eaux utilisées pour l'irrigation d'un fonds déterminé et appartenant au propriétaire dudit fonds sont cédées soit en même temps que ce dernier, et toujours au profit de celui-ci, soit séparément de ce fonds, à condition que l'acquéreur soit propriétaire d'un fonds agricole auquel seront rattachés ces droits d'eau.

En cas de morcellement du fonds, il est fait application des dispositions de l'article 11 ci - dessous:

ARTICLE 10 - Les titulaires de droits acquis sur les eaux seulement ou sur des eaux qu'ils n'utilisent qu'en partie pour leurs fonds doivent, dans un délai de cinq (5) ans, courant à compter de la date de publication de la présente loi ou de l'acte de reconnaissance pour ce qui est des propriétaires et possesseurs visés à l'article 6 ci-dessus, céder en totalité ou en partie les droits qu'ils n'utilisent pas, à des personnes physiques ou morales propriétaires de fonds agricoles et au profit de ces fonds ou à l'Etat.

Passé ce délai, les droits d'eau dont les propriétaires n'ont engagé aucune procédure de cession conformément aux dispositions de l'alinéa précédent, font l'objet d'expropriation au profit de l'Etat dans les conditions définies par la loi n° 7-81 précitée.

ARTICLE 11 - Toute cession ou location de fonds agricoles disposant pour leur irrigation d'eaux sur lesquelles des droits sont reconnus à des tiers, ne peut s'effectuer que si le propriétaire du fonds soumet à l'acquéreur ou au locataire un contrat de location des eaux, établi au nom de ces derniers et leur garantissant pour une durée et un prix déterminés les eaux dont ils ont besoin pour l'irrigation desdits fonds.

CHAPITRE III : CONSERVATION ET PROTECTION DU DOMAINE PUBLIC HYDRAULIQUE

ARTICLE 12 - a) Il est interdit :

1 - d'anticiper de quelque manière que ce soit, notamment par des constructions, sur les limites des francs-bords des cours d'eau temporaires ou permanents, des séguias, des lacs, des sources ainsi que sur les limites d'emprises des aqueducs, des conduites d'eau, des canaux de navigation, d'irrigation ou d'assainissement faisant partie du domaine public hydraulique ;

2 - de placer à l'intérieur des limites du domaine public hydraulique tous obstacles entravant la navigation, le libre écoulement des eaux et la libre circulation sur les francs-bords ;

3 - de jeter dans le lit des cours d'eau des objets susceptibles d'embarrasser ce lit ou y provoquer des atterrissements ;

4 - de traverser les séguias, conduites, aqueducs ou canalisations à ciel ouvert inclus dans le domaine public hydraulique, avec des véhicules ou animaux, en dehors des passages spécialement réservés à cet effet, et de laisser pénétrer les bestiaux dans les emprises des canaux d'irrigation ou d'assainissement. Les points où les troupeaux pourront exceptionnellement accéder à ces canaux pour s'y abreuver sont fixés par l'agence de bassin.

b) Il est interdit, sauf autorisation préalable délivrée suivant des modalités fixées par voie réglementaire :

1 - d'effectuer ou enlever tout dépôt, toute plantation ou culture dans le domaine public hydraulique,

2 - de curer, approfondir, élargir, redresser ou régulariser les cours d'eau temporaires ou permanents,

3 - de pratiquer sur les ouvrages publics, les cours d'eau et toute autre partie du domaine public hydraulique des saignées ou prises d'eau,

4 - d'effectuer des excavations de quelque nature que ce soit, notamment des extractions de matériaux de construction, dans les lits des cours d'eau, à une distance inférieure à 10 mètres de la limite des francs-bords des cours d'eau, ou de l'emprise des conduites, aqueducs et canaux. L'autorisation n'est pas accordée lorsque ces excavations sont de nature à porter préjudice aux ouvrages publics, à la stabilité des berges des cours d'eau ou à la faune aquatique.

CHAPITRE IV : PLANIFICATION DE L'AMENAGEMENT DES BASSINS HYDRAULIQUES ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES EN EAU

Section I : Le Conseil Supérieur de l'Eau et du Climat

Article 13 - Il est créé un conseil dénommé "Conseil Supérieur de l'Eau et du Climat", chargé de formuler les orientations générales de la politique nationale en matière d'eau et de climat.

Outre les attributions qui pourraient lui être dévolues par l'autorité gouvernementale, le Conseil Supérieur de l'Eau et du Climat examine et formule son avis sur :

* la stratégie nationale d'amélioration de la connaissance du climat et la maîtrise de ses impacts sur le développement des ressources en eau ;

* le plan national de l'eau ;

* les plans de développement intégré des ressources en eau des bassins hydrauliques et en particulier la répartition de l'eau entre les différents secteurs usagers et les différentes régions du pays ou d'un même bassin, ainsi que les dispositions de valorisation, de protection et de conservation des ressources en eau.

Article 14 - Le conseil Supérieur de l'Eau et du Climat est composé :

1 - pour moitié, des représentants :

- de l'Etat,

- des agences de bassins,

- de l'Office National de l'Eau Potable,

- de l'Office National de l'Electricité,

- des Offices Régionaux de Mise en Valeur Agricole.

2 - pour moitié, des représentants :

- des usagers de l'eau élus par leurs pairs,

- des assemblées préfectorales ou provinciales, élus par leurs pairs,

- des établissements d'enseignement supérieur et de la recherche scientifique exerçant dans les domaines de l'ingénierie de l'utilisation des ressources en eau, de sa rationalisation, de la protection des ressources en eau, ...

- des associations professionnelles et scientifiques, experts dans les domaine de l'ingénierie de l'utilisation des ressources en eau, de sa rationalisation, de la protection des ressources en eau, ...

Le Conseil peut inviter à participer à ses réunions toute personne compétente ou spécialisée dans le domaine de l'eau.

Section II : Le plan national de l'eau et le plan directeur d'aménagement intégré des ressources en eau

ARTICLE 15 - L'Etat planifie l'utilisation des ressources nationales en eau dans le cadre des bassins hydrauliques.

On entend par "bassin hydraulique" au sens de la présente loi :

a - la totalité de la surface topographique drainée par un cours d'eau et ses affluents de la source à la mer ou aussi loin qu'un écoulement significatif dans le cours d'eau est décelable à l'intérieur des limites territoriales,

b - ou tout ensemble régional formé de bassins ou sections de bassins hydrauliques tels que définis à l'alinéa précédent et constituant une unité hydraulique en raison de sa dépendance, pour son approvisionnement en eau, d'une unité de ressource.

Les limites de chaque bassin hydraulique sont fixées par voie réglementaire.

ARTICLE 16 - Un plan directeur d'aménagement intégré des ressources en eau est établi par l'administration pour chaque bassin ou ensemble de bassins hydrauliques. Il a pour objectif principal la gestion des ressources en eau du bassin, eaux d'estuaires comprises, en vue d'assurer quantitativement et qualitativement, les besoins en eau, présents et futurs, des divers usagers des eaux du bassin.

Le plan directeur d'aménagement intégré doit notamment définir:

1 - les limites territoriales du ou des bassins auxquels il est applicable ;

2 - l'évaluation et l'évolution quantitatives et qualitatives des ressources hydrauliques et des besoins dans le bassin ;

3 - le plan de partage des eaux entre les différents secteurs du bassin et les principaux usages de l'eau dans le bassin ; ce plan précisera éventuellement les quantités d'eau excédentaires pouvant faire l'objet d'un transfert vers d'autres bassins ;

4 - les opérations nécessaires à la mobilisation, à la répartition, à la protection, à la restauration des ressources en eau et du domaine public hydraulique, notamment des ouvrages hydrauliques ;

5 - les objectifs de qualité ainsi que les délais et les mesures appropriées pour les atteindre ;

6 - l'ordre de priorité à prendre en considération pour le partage des eaux prévu au paragraphe 3 ci-dessus, ainsi que les mesures nécessaires pour faire face aux conditions climatiques exceptionnelles ;

7 - l'établissement du schéma général d'aménagement hydraulique du bassin susceptible d'assurer la conservation des ressources et leur adéquation aux besoins ;

8 - les périmètres de sauvegarde et d'interdiction prévus respectivement par les articles 49 et 50 de la présente loi ;

9 - les conditions particulières d'utilisation de l'eau, notamment celles relatives à sa valorisation, à la préservation de sa qualité et à la lutte contre son gaspillage.

ARTICLE 17 - Le plan directeur d'aménagement intégré du bassin hydraulique est établi par l'administration pour une durée d'au-moins 20 ans. Il peut faire l'objet de révisions tous les cinq ans, sauf circonstances exceptionnelles exigeant une modification de son contenu avant cette période. Les conditions et la procédure de son élaboration et de sa révision sont fixées par voie réglementaire.

Le plan directeur d'aménagement intégré du bassin hydraulique est approuvé par décret après avis du Conseil Supérieur de l'Eau et du Climat.

ARTICLE 18 - Lorsqu'il existe un plan directeur d'aménagement intégré du bassin hydraulique approuvé, toute autorisation ou concession prévue dans la présente loi, ayant pour objet l'utilisation ou l'exploitation du domaine public hydraulique, ne peut être accordée que si elle est compatible avec les objectifs définis dans ledit plan.

ARTICLE 19 - Un plan national de l'eau est établi par l'administration sur la base des résultats et conclusions des plans directeurs d'aménagement des bassins hydrauliques visés à l'article 16 ci-dessus. Il est approuvé par décret, après avis du Conseil Supérieur de l'Eau et du Climat. Il doit notamment définir :

- les priorités nationales en matière de mobilisation et d'utilisation des ressources en eau,

- le programme et l'échéance de réalisation des aménagements hydrauliques à l'échelle nationale,

- les articulations qui doivent exister entre lui et les plans d'aménagement intégré des ressources en eau, les plans d'aménagement du territoire...

- les mesures d'accompagnement d'ordre notamment économique, financier, réglementaire, organisationnel, de sensibilisation et d'éducation des populations, nécessaires à sa mise en oeuvre,

- les conditions de transfert des eaux des bassins hydrauliques excédentaires vers les bassins hydrauliques déficitaires.

Le plan national de l'eau est établi pour une période d'au-moins vingt (20) ans. Il peut faire l'objet de révisions périodiques tous les 5 ans, sauf circonstances exceptionnelles exigeant une modification de son contenu avant cette période.

Section III : Les agences de bassins

ARTICLE 20 - Il est créé, au niveau de chaque bassin hydraulique ou ensemble de bassins hydrauliques, sous la dénomination de "agence de bassin", un établissement public, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

L'agence de bassin est chargée :

1 - d'élaborer le plan directeur d'aménagement intégré des ressources en eau relevant de sa zone d'action ;

2 - de veiller à l'application du plan directeur d'aménagement intégré des ressources en eau à l'intérieur de sa zone d'action ;

15

3 - de délivrer les autorisations et concessions d'utilisation du domaine public hydraulique prévues dans le plan directeur d'aménagement intégré des ressources en eau de sa zone d'action ;

4 - de fournir toute aide financière et toute prestation de service, notamment d'assistance technique, aux personnes publiques ou privées qui en feraient la demande, soit pour prévenir la pollution des ressources en eau, soit en vue d'un aménagement ou d'une utilisation du domaine public hydraulique ;

5 - de réaliser toutes les mesures piézomètriques et de jaugeages ainsi que les études hydrologiques, hydrogéologiques, de planification et de gestion de l'eau tant au plan quantitatif que qualitatif ;

6 - de réaliser toutes les mesures de qualité et d'appliquer les dispositions de la présente loi et des lois en vigueur relatives à la protection des ressources en eau et à la restauration de leur qualité, en collaboration avec l'autorité gouvernementale chargée de l'environnement ;

7 - de proposer et d'exécuter les mesures adéquates, d'ordre réglementaire notamment, pour assurer l'approvisionnement en eau en cas de pénurie d'eau déclarée conformément au chapitre X de la présente loi ou pour prévenir les risques d'inondation ;

8 - de gérer et contrôler l'utilisation des ressources en eau mobilisées ;

9 - de réaliser les infrastructures nécessaires à la prévention et à la lutte contre les inondations ;

10 - de tenir un registre des droits d'eau reconnus et des concessions et autorisations de prélèvement d'eau accordées.

La zone d'action de chaque agence de bassin et la date de l'entrée en vigueur des dispositions du présent article sont fixées par décret.

ARTICLE 21 - L'agence de bassin est administrée par un conseil d'administration présidé par l'autorité gouvernementale chargée des ressources en eau dont le nombre des membres ne peut être inférieur à 24 ou supérieur à 48. Dans tous les cas, il est composé :

1 - pour un tiers, des représentants de l'Etat,

2 - pour un quart, des représentants des établissements publics placés sous la tutelle de l'Etat, et chargés de la production de l'eau potable, de l'énergie hydro-électrique, et de l'irrigation.

3 - pour le reste, des représentants :

- des chambres d'agriculture concernées,

- des chambres de commerce, d'industrie et de service concernées,

- des assemblées préfectorales et provinciales concernées,

- des collectivités ethniques concernées.

- des associations des usagers des eaux agricoles concernées, élus par leurs pairs.

Le conseil d'administration :

- examine le plan directeur d'aménagement intégré du bassin hydraulique avant son approbation,

- étudie les programmes de développement et de gestion des ressources en eau ainsi que les programmes généraux d'activité annuels et pluriannuels de l'agence, avant leur approbation par l'autorité gouvernementale chargée des ressources en eau,

- arrête le budget et les comptes de l'agence,

- affecte les redevances provenant de la pollution aux actions spécifiques de dépollution des eaux,

- propose à l'autorité gouvernementale chargée des ressources en eau l'assiette et les taux de redevances constituant la rémunération par les usagers des prestations de l'agence,

- élabore le statut du personnel de l'agence qui est approuvé dans les conditions prévues par la législation en vigueur pour le personnel des établissements publics,

- approuve les conventions et contrats de concessions passés par l'agence de bassin.

Le conseil d'administration peut créer tout comité auquel il peut juger utile de déléguer certains de ses pouvoirs.

ARTICLE 22 - L'agence de bassin est gérée par un directeur nommé conformément à la législation en vigueur.

Le directeur de l'agence détient tous les pouvoirs et toutes les attributions nécessaires à la gestion de l'agence de bassin. Il exécute les décisions du conseil d'administration et, le cas échéant, des comités. Il délivre les autorisations et concessions d'utilisation du domaine public hydraulique prévues dans la présente loi.

ARTICLE 23 - Le budget de l'agence comprend :

1/ En ressources :

- les produits et bénéfices d'exploitation, ainsi que ceux provenant de ses opérations et de son patrimoine ;

- le produit des redevances constituant la rémunération par les usagers de ses prestations;

- les produits des redevances d'utilisation du domaine public hydraulique;

- les subventions de l'Etat ;

- les dons, legs et produits divers ;

- les avances et prêts remboursables provenant de l'Etat, d'organismes publics ou privés ainsi que les emprunts autorisés conformément à la réglementation en vigueur ;

- les taxes parafiscales instituées à son profit ;

- toutes autres recettes en rapport avec son activité.

2/ En charges :

- les charges d'exploitation et d'investissement de l'agence ;

- le remboursement des avances, prêts et emprunts ;

- toutes autres dépenses en rapport avec son activité.

ARTICLE 24 - Les biens du domaine public hydraulique, nécessaires aux agences de bassins pour exercer les missions qui leur sont imparties par la présente loi, sont mis à leur disposition dans les conditions fixées par voie réglementaire.

Pour la constitution du patrimoine initial de l'agence de bassin, les biens, meubles et immeubles relevant du domaine privé de l'Etat nécessaires à la bonne marche de ladite agence, sont transférées, en pleine jouissance, à cette dernière selon les modalités fixées par voie réglementaire.

CHAPITRE V : CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION DE L'EAU

Section I : Droits et obligations des propriétaires

ARTICLE 25 - Les propriétaires ont le droit d'user des eaux pluviales tombées sur leurs fonds.

Les conditions d'accumulation artificielle des eaux sur les propriétés privées sont fixées par voie réglementaire.

ARTICLE 26 - Sous réserve des dispositions des articles 36 et suivants de la présente loi, tout propriétaire peut, sans autorisation, creuser sur son fonds des puits ou y réaliser des forages d'une profondeur ne dépassant pas le seuil fixé par voie réglementaire. Il a droit à l'usage des eaux, sous réserve des droits des tiers et des conditions de la présente loi.

ARTICLE 27 - Tout prélèvement d'eau existant à la date de publication de la présente loi doit, dans un délai fixé par voie réglementaire, faire l'objet d'une déclaration.

Pour les prélèvements d'eau non encore autorisés, cette déclaration vaut demande d'autorisation et est instruite comme telle, sous réserve des dispositions des articles 6 et 8 de la présente loi.

ARTICLE 28 - Tout propriétaire qui veut utiliser des eaux dont il a le droit de disposer, peut obtenir le passage de ces eaux sur les fonds intermédiaires, à charge d'une juste et préalable indemnité.

Les propriétaires doivent recevoir les eaux qui peuvent s'écouler des terrains ainsi arrosés, sauf indemnité s'il y a lieu.

Sont exemptés de cette servitude les maisons, cours, jardins, parcs et enclos attenant aux habitations.

ARTICLE 29 - Tout propriétaire qui veut procéder à l'évacuation des eaux nuisibles à son fonds peut obtenir le passage de ces eaux sur des fonds intermédiaires dans les mêmes conditions que celles fixées à l'article précédent.

Toutefois, les propriétaires de fonds traversés ont la faculté de se servir des travaux réalisés à cet effet pour l'écoulement des eaux de leurs propres fonds, sous réserve d'une contribution financière aux travaux réalisés ou restant à réaliser ainsi qu'à l'entretien des installations devenues communes.

ARTICLE 30 - Les dispositions des articles 28 et 29 ci-dessus ne font pas obstacle à l'exercice de droits spéciaux de passage nés d'une coutume incontestée, qui peuvent exister dans certaines régions.

ARTICLE 31 - Les propriétés riveraines des cours d'eau, lacs, aqueducs, conduites d'eau, canaux d'irrigation ou d'assainissement affectés à un usage public, sont soumises à une servitude dans la limite d'une largeur de quatre mètres à partir des francs-bords, destinée à permettre le libre passage du personnel et des engins de l'administration ou de l'agence de bassin, ainsi que le dépôt de produits de curage ou l'exécution d'installations et de travaux d'intérêt public.

Cette servitude fait obligation aux riverains de s'abstenir de tout acte de nature à nuire au fonctionnement, à l'entretien et à la conservation des cours d'eau, lacs et ouvrages.

Dans le cas où cette servitude entraînerait en fait l'inutilisation de parcelles effectivement mises en valeur, le propriétaire aura le droit d'exiger l'expropriation.

Lorsque la zone de servitude se révèle insuffisante pour l'établissement d'un chemin, l'administration ou l'agence de bassin peut, à défaut de consentement exprès des riverains, acquérir les terrains nécessaires par voie d'expropriation.

ARTICLE 32 - L'exécution des installations ou travaux visés à l'article précédent sur les terrains grevés de servitude doit être notifiée par écrit aux propriétaires ou exploitants desdits terrains.

Les dommages résultant de cette exécution sont fixés à défaut d'accord amiable, par le tribunal compétent.

ARTICLE 33 - Tout propriétaire d'un terrain grevé d'une servitude de dépôt d'une durée dépassant un an peut, à toute époque pendant toute la durée de la servitude, exiger du bénéficiaire de cette servitude l'acquisition de ce terrain.

S'il n'est pas déféré à cette demande dans le délai d'un an, le propriétaire peut saisir les tribunaux compétents en vue de l'intervention d'un jugement prononçant le transfert de la propriété et déterminant le montant de l'indemnité.

Cette indemnité est fixée comme en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

ARTICLE 34 - A défaut d'une autorisation préalable, l'administration peut procéder d'office, aux frais des contrevenants, à la démolition de toute nouvelle construction ou de toute élévation de clôture fixe, ainsi qu'à l'abattage de toute plantation à l'intérieur des zones soumises à servitude si aucune suite n'est donnée par les intéressés à la mise en demeure qui leur est adressée par l'administration afin de procéder à ces opérations dans un délai qui ne peut être inférieur à 15 jours.

En cas de besoin, l'administration peut demander, moyennant indemnité, l'abattage des arbres et la démolition des constructions existant dans les limites de ces zones et peut y procéder d'office si, dans un délai de trois mois, aucune suite n'a été donnée à sa demande.

ARTICLE 35 - L'Etat, les collectivités locales et les concessionnaires dûment autorisés ont le droit de faire procéder dans les propriétés privées aux travaux de recherches d'eau, en procédant, conformément aux dispositions de la loi sur l'expropriation pour cause d'utilité publique et l'occupation temporaire.

Section II : Autorisations et concessions relatives au domaine public hydraulique

ARTICLE 36 - Les autorisations et les concessions relatives au domaine public hydraulique, visées par la présente section et dont les formes d'approbation sont fixées par voie réglementaire, sont accordées après enquête publique. Elles donnent lieu à perception de frais de dossier.

L'enquête publique est effectuée par une commission spéciale chargée de recueillir les réclamations des tiers intéressés. A cet effet, le projet d'autorisation ou de concession doit être porté à la connaissance du public, par voie de presse ou de tout autre moyen de publicité approprié, quinze jours avant le commencement

20

de l'enquête publique dont la durée ne peut excéder trente jours. L'agence de bassin est tenue de statuer sur la demande ou toute opposition d'un tiers, après avis de la commission d'enquête, dans un délai de quinze jours après la date de clôture de l'enquête.

Les modalités de déroulement de l'enquête publique et la composition de la commission sont fixées par voie réglementaire.

ARTICLE 37 - Toute personne physique ou morale utilisant les eaux du domaine public hydraulique est soumise au paiement d'une redevance pour utilisation de l'eau, dans les conditions fixées dans la présente loi.

Les modalités de fixation et de recouvrement de cette redevance sont fixées par voie réglementaire.

Le recouvrement des redevances peut être poursuivi tant auprès du propriétaire que de l'exploitant des installations de prélèvement d'eau, qui sont conjointement et solidairement responsables du paiement de celles-ci.

ARTICLE 38 - Sont soumis au régime de l'autorisation :

1 - les travaux de recherche, sous réserve des dispositions de l'article 26 ci-dessus, de captage d'eaux souterraines ou jaillissantes ;

2 - le creusement de puits et la réalisation de forages d'une profondeur dépassant le seuil visé à l'article 26 ci-dessus ;

3 - les travaux de captage et l'utilisation des eaux de sources naturelles situées sur les propriétés privées ;

4 - l'établissement, pour une période n'excédant pas une durée de cinq ans renouvelable, d'ouvrages ayant pour but l'utilisation des eaux du domaine public hydraulique, tels que moulins à eau, digues, barrages ou canaux, sous réserve que ces ouvrages n'entravent pas le libre écoulement des eaux et la libre circulation sur les francs-bords et qu'ils n'entraînent pas la pollution des eaux ;

5 - les prélèvements de débits d'eau dans la nappe souterraine, quelle qu'en soit la nature, supérieurs à un seuil fixé par voie réglementaire ;

6 - les prises d'eau établies sur les cours d'eau ou canaux dérivés des oueds ;

7 - le prélèvement d'eau de toute nature en vue de sa vente ou de son usage thérapeutique ;

8 - l'exploitation des bacs ou passages sur les cours d'eau.

ARTICLE 39 - L'autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers. Elle peut conférer au bénéficiaire le droit d'occuper les parties du domaine public hydraulique nécessaires aux installations ou aux opérations autorisées.

L'agence de bassin fixe la durée de l'autorisation qui ne peut dépasser vingt ans renouvelable, les mesures à prendre par l'attributaire de l'autorisation pour éviter la dégradation des eaux qu'il utilise soit pour le prélèvement soit pour le déversement, le montant et les modalités de paiement de la redevance, les conditions d'exploitation, de prolongation ou de renouvellement éventuel de l'autorisation ainsi que les mesures à prendre par le titulaire de l'autorisation en application des dispositions prévues au chapitre VI de la présente loi.

L'autorisation est révoquée par l'agence de bassin à toute époque, sans indemnité, après une mise en demeure adressée à l'intéressé par écrit :

- si les conditions qu'elle comporte ne sont pas observées ;
- si elle n'a pas reçu un commencement d'utilisation dans un délai de deux ans,
- si elle est cédée ou transférée sans l'agrément de l'agence de bassin, sauf l'exception prévue à l'article 40 ci-après,
- si les redevances à verser ne sont pas acquittées aux termes fixés,
- si les eaux reçoivent une utilisation autre que celle autorisée.

L'agence de bassin peut à tout moment modifier, réduire ou révoquer l'autorisation pour cause d'intérêt public, sous réserve d'un préavis dont le délai ne peut être inférieur à trente jours. Cette modification, réduction ou révocation ouvre droit à indemnité au profit du titulaire de l'autorisation, si celui-ci en éprouve un préjudice direct.

ARTICLE 40 - L'autorisation de prise d'eau à usage d'irrigation est accordée au profit d'un fonds déterminé. Le bénéficiaire de l'autorisation ne peut, sans autorisation nouvelle, utiliser les eaux au profit d'autres fonds.

En cas de cession du fonds, l'autorisation est transférée de plein droit au nouveau propriétaire ; celui-ci doit déclarer cette cession à l'agence de bassin dans un délai de trois mois à dater de la mutation.

Tout transfert de l'autorisation, effectué indépendamment du fonds au profit duquel elle est accordée, est nul et entraîne la révocation de l'autorisation.

En cas de morcellement du fonds bénéficiaire, la répartition des eaux entre les parcelles doit faire l'objet d'autorisations nouvelles, qui se substitueront à l'autorisation primitive.

ARTICLE 41 - Sont soumis au régime de la concession :

1 - l'aménagement des sources minérales et thermales, ainsi que l'exploitation des eaux desdites sources ;

2 - l'établissement sur le domaine public hydraulique, pour une durée supérieure à cinq ans, d'ouvrages destinés à la protection contre les inondations ou à l'accumulation et à la dérivation des eaux, ainsi que l'utilisation de ces eaux ;

3 - l'aménagement des lacs, étangs et marais ;

4 - les prélèvements d'eau effectués sur la nappe ou les prises d'eau établies sur les cours d'eau, canaux dérivés des oueds ou sources naturelles, lorsque les débits prélevés dépassent le seuil fixé par l'agence de bassin ou lorsqu'ils sont destinés à un usage public ;

5 - les prises d'eau sur les cours d'eau ou canaux en vue de la production de l'énergie hydro-électrique.

La concession constitue des droits réels de durée limitée qui ne confèrent à son titulaire aucun droit de propriété sur le domaine public hydraulique.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux ressources en eau et ouvrages affectés aux périmètres aménagés en partie ou en totalité par l'Etat, notamment les périmètres délimités au sens de l'article 6 du dahir n° 1-69-25 du 10 joumada I 1389 (25 juillet 1969) formant code des investissements agricoles.

ARTICLE 42 - Le contrat de concession détermine notamment :

- le débit concédé,

- le mode d'utilisation des eaux,

- les charges et obligations particulières du concessionnaire,

- la redevance à verser par le bénéficiaire de la concession,

- la durée de la concession qui ne peut excéder 50 ans,

- la nature des ouvrages et le délai d'exécution des diverses tranches des installations et aménagements prévus,

- les mesures à prendre par le concessionnaire pour éviter la dégradation de la qualité des ressources en eau,

- s'il y a lieu, les conditions dans lesquelles le débit concédé peut être modifié ou réduit ainsi que l'indemnisation à laquelle la modification ou la réduction du débit peut donner lieu,

- s'il y a lieu, les conditions de rachat, de retrait et de déchéance de la concession, ainsi que celles du retour des ouvrages à l'Etat en fin de concession.

ARTICLE 43 - La concession de prise d'eau à usage d'irrigation est accordée à toute personne physique ou morale au profit des terrains situés dans un périmètre déterminé.

La concession peut être mise en déchéance ou révisée d'office, sans indemnité, si les eaux sont utilisées hors du périmètre fixé ou pour des usages autres que l'irrigation.

23

En cas de changement du propriétaire, les bénéfices et les charges de la concession sont transférés de plein droit aux nouveaux propriétaires, qui doivent déclarer le transfert à l'agence de bassin dans un délai de trois mois à dater de la mutation.

La répartition des eaux concédées entre des terrains appartenant à des propriétaires différents, est fixée par l'acte de concession ; elle ne peut être modifiée que dans les conditions prévues pour la modification de cet acte.

ARTICLE 44 - Le contrat de concession peut conférer au bénéficiaire le droit :

1 - d'établir, après approbation des projets par l'agence de bassin, tous ouvrages destinés à utiliser le débit autorisé ;

2 - d'occuper les parties du domaine public nécessaires à ses installations ;

3 - de se substituer à l'agence de bassin pour l'expropriation ou l'occupation temporaire des terrains nécessaires aux installations du concessionnaire conformément à la loi 7-81 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique et à l'occupation temporaire.

ARTICLE 45 - Sans préjudice des clauses particulières figurant dans le contrat de concession, la déchéance de la concession peut être prononcée pour :

- utilisation des eaux différente de celle autorisée ou hors de la zone d'utilisation fixée,

- non-paiement des redevances aux termes fixés,

- non-utilisation des eaux concédées dans les délais fixés dans le contrat de concession,

- non-respect des obligations à caractère sanitaire, notamment dans le cas des sources thermales.

En cas de déchéance de la concession, l'agence de bassin peut ordonner la remise des lieux dans l'état initial et, le cas échéant, la faire effectuer d'office aux frais du concessionnaire déchu.

ARTICLE 46 - Si l'intérêt public rend nécessaire la suppression ou la modification des installations régulièrement faites, en vertu d'une autorisation ou d'une concession, le permissionnaire ou le concessionnaire a droit, sauf stipulation contraire de l'acte d'autorisation ou de concession, à une indemnité correspondant à la valeur du préjudice subi.

ARTICLE 47 - L'agence de bassin peut ordonner que les travaux effectués sans autorisation ou sans concession ou contrairement à la réglementation sur les eaux, soient démolis et que, éventuellement, tout soit rétabli dans l'état initial par les contrevenants dans un délai qui ne peut être inférieur à quinze (15) jours. Passé ce délai, l'agence de bassin peut y procéder d'office aux frais des contrevenants.

24

ARTICLE 48 - Par complément aux dispositions du dahir du 9 Ramadan 1331 (12 août 1913) sur l'immatriculation des immeubles et des autres textes réglementant le régime foncier de l'immatriculation, peuvent faire l'objet d'une inscription au livre foncier les autorisations et les concessions de prélèvement d'eau, ainsi que les actes portant reconnaissance des droits acquis sur les eaux.

Section III : Périmètres de sauvegarde et périmètres d'interdiction

ARTICLE 49 - Des périmètres dits de sauvegarde peuvent être délimités dans les zones où le degré d'exploitation des eaux souterraines risque de mettre en danger les ressources en eau existantes. A l'intérieur de ces périmètres, sont soumis à autorisation préalable :

- toute exécution de puits ou forages,

- tous travaux de remplacement ou de réaménagement de puits ou forages,

- et toute exploitation d'eaux souterraines, quel que soit le débit à prélever.

Les conditions de délimitation de ces périmètres et d'octroi d'autorisation sont fixées par voie réglementaire.

ARTICLE 50 - En cas de nécessité, des périmètres d'interdiction peuvent être délimités, par décret, dans les zones où le niveau des nappes ou la qualité des eaux sont déclarés en danger de surexploitation ou de dégradation.

Dans chacun de ces périmètres, les autorisations et les concessions de prélèvement d'eau ne sont délivrées que lorsque l'eau prélevée est destinée à l'alimentation humaine ou à l'abreuvement du cheptel.

CHAPITRE VI : DE LA LUTTE CONTRE LA POLLUTION DES EAUX

ARTICLE 51 - Au sens de la présente loi, est considérée :

- comme usée, une eau qui a subi une modification de sa composition ou de son état du fait de son utilisation ;

- comme polluée, une eau qui a subi, du fait de l'activité humaine, directement ou indirectement ou sous l'action d'un effet biologique ou géologique, une modification de sa composition ou de son état qui a pour conséquence de la rendre impropre à l'utilisation à laquelle elle est destinée.

L'administration fixe les normes de qualité auxquelles une eau doit satisfaire selon l'utilisation qui en sera faite.

25

ARTICLE 52 - Aucun déversement, écoulement, rejet, dépôt direct ou indirect dans une eau superficielle ou une nappe souterraine susceptible d'en modifier les caractéristiques physiques, y compris thermiques et radioactives, chimiques, biologiques ou bactériologiques, ne peut être fait sans autorisation préalable accordée, après enquête, par l'agence de bassin.

Au cas où l'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus doit être délivrée en même temps que l'autorisation prévue à l'article 38 ou la concession prévue à l'article 41 de la présente loi, cette autorisation ou concession définit les conditions de prélèvements et de déversements. L'enquête publique est menée simultanément et ne peut excéder 30 jours.

Cette autorisation donne lieu au paiement de redevances dans les conditions fixées par voie réglementaire.

Le recouvrement des redevances peut être poursuivi, dans les conditions fixées par voie réglementaire, tant auprès du propriétaire des installations de déversement, écoulement, rejet, dépôt direct ou indirect, qu'auprès de l'exploitant desdites installations, qui sont conjointement et solidairement responsables du paiement de celles-ci.

ARTICLE 53 - Tout déversement, écoulement, rejet, dépôt direct ou indirect dans une eau superficielle ou une nappe souterraine visé à l'article 52 ci-dessus existant à la date de publication de la présente loi, doit, dans un délai fixé par l'agence de bassin, faire l'objet d'une déclaration.

Cette déclaration vaut une demande d'autorisation et est instruite comme telle, sur la base des dispositions prévues dans la présente loi.

ARTICLE 54 - Il est interdit :

1 - de rejeter des eaux usées ou des déchets solides dans les oueds à sec, dans les puits, abreuvoirs et lavoirs publics, forages, canaux ou galeries de captage des eaux. Seule est admise l'évacuation des eaux résiduaires ou usées domestiques dans des puits filtrants précédés d'une fosse septique ;

2 - d'effectuer tout épandage ou enfouissement d'effluents et tout dépôt de déchets susceptibles de polluer par infiltration les eaux souterraines ou par ruissellement les eaux de surface ;

3 - de laver du linge et autres objets, notamment des viandes, peaux ou produits animaux dans les eaux de séguias, conduites, aqueducs, canalisations, réservoirs, puits qui alimentent les villes, agglomérations, lieux publics et à l'intérieur des zones de protection de ces mêmes séguias, conduites, aqueducs, canalisations, réservoirs, puits ;

4 - de se baigner et de se laver dans lesdits ouvrages, ou d'y abreuver les animaux, les y laver ou baigner ;

5 - de déposer des matières insalubres, d'installer des fosses d'aisance ou des puisards à l'intérieur des zones de protection desdits séguias, conduites, aqueducs, canalisations, réservoirs et puits ;

6 - de jeter des bêtes mortes dans les cours d'eau, lacs, étangs, marais et de les enterrer à proximité des puits, fontaines et abreuvoirs publics ;

7 - de jeter, à l'intérieur des périmètres urbains, des centres délimités et des agglomérations rurales dotées d'un plan de développement, toute eau usée ou toute matière nuisible à la santé publique en dehors des lieux indiqués à cet effet ou dans des formes contraires à celles fixées par la présente loi et la réglementation en vigueur.

ARTICLE 55 - Lorsqu'il résulte des nuisances constatées un péril pour la santé, la sécurité ou la salubrité publiques, l'administration peut prendre toute mesure immédiatement exécutoire en vue de faire cesser ces nuisances. Dans tous les cas, les droits des tiers à l'égard des auteurs de ces nuisances sont et demeurent réservés.

ARTICLE 56 - Selon une périodicité fixée par voie réglementaire dans chaque cas, l'agence de bassin effectue un inventaire du degré de pollution des eaux superficielles (cours d'eau, canaux, lacs, étangs, ...) ainsi que des eaux des nappes souterraines.

Des fiches seront établies pour chacune de ces eaux d'après des critères physiques, chimiques, biologiques et bactériologiques pour déterminer l'état de chacune d'elles. Des cartes de vulnérabilité à la pollution des nappes souterraines en fonction de la nature des terrains seront établies pour les principales nappes.

Ces documents feront l'objet d'une révision périodique générale et d'une révision immédiate chaque fois qu'un changement exceptionnel ou imprévu affectera l'état des eaux ou des milieux récepteurs.

L'administration définira la procédure d'établissement de ces documents et de l'inventaire général.

Elle définira, d'une part, les spécifications techniques et les critères physiques, chimiques, biologiques et bactériologiques auxquels les cours d'eau, sections de cours d'eau, canaux, lacs ou étangs devront répondre, notamment pour les prises d'eau assurant l'alimentation des populations et, d'autre part, le délai dans lequel la qualité de chaque milieu récepteur devra être améliorée.

ARTICLE 57 - L'administration définit les conditions d'utilisation des eaux usées. Toute utilisation des eaux usées est soumise à autorisation de l'agence de bassin.

Tout utilisateur des eaux usées peut bénéficier du concours financier de l'Etat et de l'assistance technique de l'agence de bassin si l'utilisation qu'il fait des eaux usées est conforme aux conditions fixées par l'administration et a pour effet de réaliser des économies d'eau et de préserver les ressources en eau contre la pollution.

37

CHAPITRE VII : EAUX A USAGE ALIMENTAIRE

ARTICLE 58 - Les eaux à usage alimentaire comprennent :

a - les eaux destinées directement à la boisson,

b - les eaux destinées à la préparation, au conditionnement ou à la conservation des denrées alimentaires destinées au public.

ARTICLE 59 - Les eaux à usage alimentaire, direct ou indirect, doivent être potables. L'eau est considérée comme potable au sens de la présente loi lorsqu'elle satisfait aux normes de qualité fixées par voie réglementaire, selon que cette eau est destinée directement à la boisson ou à la préparation, le conditionnement ou la conservation des denrées alimentaires.

ARTICLE 60 - Il est interdit de proposer, de vendre ou de distribuer, sous quelque forme que ce soit, en vue de l'alimentation humaine, une eau non potable.

Il est également interdit d'utiliser pour la préparation, le conditionnement et la conservation des denrées alimentaires, des eaux qui ne répondent pas aux normes visées à l'article 59 ci-dessus.

Toutefois, en cas de nécessité liée à la composition naturelle de l'eau, l'administration peut, sous certaines conditions, autoriser l'utilisation localement et temporairement d'une eau ne répondant pas à toutes les normes visées à l'article 59 ci-dessus.

ARTICLE 61 - Toute réalisation ou modification d'une adduction d'eau pour les besoins d'une collectivité est soumise à autorisation préalable de l'administration aux fins de procéder au contrôle de la qualité de l'eau.

Les exploitants d'adductions privées existantes à la date de publication de la présente loi sont tenus, dans le délai de deux ans qui suit cette publication, de solliciter l'autorisation administrative dans les conditions fixées pour les adductions nouvelles.

ARTICLE 62 - Le ravitaillement en eau potable par tonneaux ou citernes mobiles ne peut être effectué que dans les conditions fixées par la réglementation. Dans tous les cas, l'eau doit provenir d'une adduction publique contrôlée ou, à défaut, d'un point d'eau autorisé.

ARTICLE 63 - Des zones de protection doivent être établies autour des captages d'alimentation publique tels que sources, puits, forages, impluviums.

Ces zones comprennent :

a - un périmètre de protection immédiate des ouvrages vis-à-vis de la pollution bactérienne, dont les terrains doivent être acquis et protégés par l'organisme chargé de l'exploitation des ouvrages ; ces terrains font partie intégrante de l'ouvrage au profit duquel ils ont été acquis,

b - le cas échéant, un périmètre de protection rapprochée des points de prélèvement vis-à-vis de la pollution chimique, à l'intérieur duquel est interdite toute activité ou installation susceptible de constituer une source de pollution permanente et réglementé tout dépôt ou toute installation constituant un risque de pollution accidentelle des eaux.

La procédure de délimitation des périmètres de protection rapprochée est fixée par voie réglementaire.

Des périmètres de protection semblables peuvent être délimités, dans les mêmes conditions autour des retenues de barrages, des réservoirs enterrés ainsi qu'autour des ouvrages de retenue, d'adduction et de distribution.

ARTICLE 64 - Tout système de distribution d'eau à ciel ouvert destinée à l'alimentation humaine est interdit.

ARTICLE 65 - Toute méthode de correction des eaux ou tout recours à un mode de traitement de ces eaux à l'aide d'additifs chimiques, doit être au préalable autorisé dans les conditions fixées par voie réglementaire.

Les additifs éventuels ne doivent en aucun cas nuire à la potabilité de l'eau et en altérer les propriétés organoleptiques.

ARTICLE 66 - La surveillance de la qualité de l'eau doit être assurée de manière permanente par le producteur et le distributeur.

A cette fin, l'eau doit être analysée périodiquement par des laboratoires spécialement agréés par voie réglementaire.

Le contrôle de la qualité de l'eau et des conditions de sa production et de sa distribution est assuré par l'administration selon les modalités fixées par voie réglementaire.

CHAPITRE VIII : DISPOSITIONS RELATIVES A L'EXPLOITATION ET A LA VENTE DES EAUX NATURELLES D'INTERET MEDICAL, EAUX DITES "DE SOURCE" ET EAUX DITES "DE TABLE"

ARTICLE 67 : Au sens de la présente loi, les eaux naturelles d'intérêt médical sont les eaux qui, indemnes de nocivité, peuvent être utilisées comme agents thérapeutiques en raison de leur degré de chaleur et des caractéristiques de leur teneur en calcium, en gaz et en matières radioactives.

Des produits dérivés tels que les gaz thermaux, les eaux mères, les péloïdes et des préparations pharmaceutiques et cosmétiques, peuvent être obtenus à partir des eaux naturelles d'intérêt médical.

Pour les eaux naturelles d'intérêt médical gazeuses, la teneur en gaz peut être augmentée par addition de gaz pur prélevé exclusivement au griffon de la source. Si cette addition a eu lieu,mention doit en être portée avec l'indication de la nature et de l'origine du gaz employé sur toutes les formes de conditionnement ou dans les lieux d'utilisation mis à la disposition du public.

ARTICLE 68 : Aucune eau naturelle d'intérêt médical ne peut être captée et exploitée en dehors des conditions générales fixées par la présente loi et ses textes d'application.

ARTICLE 69 : L'utilisation comme agents thérapeutiques des eaux naturelles d'intérêt médical ou de leurs dérivés ne peut avoir lieu que si leur exploitation a été officiellement autorisée et soumise au contrôle de l'administration, et que si leur mode de captage a été approuvé.

Si cette utilisation a lieu sur place, elle ne peut être admise que dans un établissement dont l'implantation, les plans, la construction, les aménagements et l'équipement ont été approuvés par l'administration.

Si cette utilisation a lieu en dehors du point d'émergence de la source, elle ne peut intervenir que si l'eau est transportée dans des conditions particulières déterminées ou approuvées par l'administration.

ARTICLE 70 - L'utilisation des eaux naturelles d'intérêt médical en crénothérapie est soumise à autorisation dans les conditions fixées par voie réglementaire.

ARTICLE 71 - Toutes les eaux naturelles d'intérêt médical doivent être utilisées telles qu'elles se présentent à l'émergence.

Néanmoins, elles peuvent subir des opérations et manipulations inéluctables à leur exploitation tels que transport, mélange, stockage, traitement spécifique à condition que celles-ci ne modifient pas les caractéristiques de ces eaux et qu'elles soient dûment autorisées.

Le mélange des eaux naturelles d'intérêt médical ne peut être effectué que pour les eaux originaires du même gîte hydrothermal, de même composition et de même action thérapeutique.

ARTICLE 72 - Ne peuvent porter le nom d'eau naturelle d'intérêt médical, les eaux, quelle que soit leur origine, auxquelles sont ajoutées extemporanément des principes médicamenteux.

Ne peuvent porter le nom eau naturelle d'intérêt médical les eaux dites "de source" ou "de table" auxquelles leur composition naturelle ne permet d'attribuer aucune propriété thérapeutique.

ARTICLE 73 - Au sens de la présente loi :

- les eaux dites "de source" sont des eaux naturelles potables provenant de résurgences,

- les eaux dites "de table" sont des eaux potables provenant des réseaux publics d'approvisionnement d'eau de boisson ; ces eaux peuvent subir des traitements supplémentaires agréés par l'administration.

Les eaux dites "de source" et "de table" ne peuvent être mises en vente et vendues que si elles sont officiellement autorisées et soumises au contrôle de l'administration et que si leur mode de captage et de conditionnement a été approuvé.

ARTICLE 74 - Tout produit extrait des eaux naturelles d'intérêt médical susceptible d'être conditionné comme médicament est soumis à la législation et à la réglementation sur les médicaments.

ARTICLE 75 - Seules les eaux naturelles d'intérêt médical et les eaux dites de "source" peuvent être importées, sous réserve de l'autorisation de l'administration dans les conditions prévues par voie réglementaire.

ARTICLE 76 - Constitue un délit au sens de la loi n° 13 - 83 relative à la répression des fraudes sur les marchandises, promulguée par le dahir n° 1- 83 -108 du 9 moharrem 1405 (5 octobre 1984) et est puni des peines prévues par cette loi :

1/ le fait de détenir en vue de la vente, de mettre en vente ou de vendre sous le nom "d'eau naturelle d'intérêt médical", d'eau "de table" ou d'eau "de source" une eau dont l'exploitation, la mise en vente et la vente ne sont pas officiellement autorisées ;

2/ le fait de détenir en vue de la vente, de mettre en vente ou de vendre sous une dénomination applicable aux eaux naturellement gazeuses une eau gazéifiée artificiellement ou dont la teneur en gaz a été renforcée, si cette addition ou ce renforcement n'est pas autorisé et mentionné expressément sur toutes les formes de conditionnement mises à la disposition du public ;

3/ le fait de détenir en vue de la vente, de mettre en vente ou de vendre sciemment sous plusieurs dénominations une seule et même eau ;

4/ le fait de détenir en vue de la vente, de mettre en vente ou de vendre sciemment sous un nom déterminé une eau n'ayant pas l'origine indiquée ;

5/ le fait d'indiquer sur les récipients une composition différente de celle que présente l'eau qu'ils contiennent ;

6/ le fait de mettre en vente ou de vendre une eau non exempte de germes pathogènes ou impropre à la consommation ;

7/ le fait d'indiquer sur les récipients que l'eau qu'ils contiennent est stérilisée alors qu'elle contient des germes vivants ;

8/ le fait d'user, sur les papiers de commerce, factures, catalogues, prospectus, affiches, annonces et tout autre moyen de publicité, de toute indication ou signe susceptible de créer dans l'esprit du consommateur une confusion sur la nature, le volume, les qualités ou l'origine des eaux ;

9/ le fait de détenir en vue de la vente, de mettre en vente ou de vendre de l'eau naturelle d'intérêt médical dans des récipients pouvant altérer la qualité de ces eaux ;

10/ le fait de ne pas indiquer sur le produit la date de mise en vente et de péremption.

ARTICLE 77 : Les conditions d'autorisation, d'exploitation et de contrôle des eaux naturelles d'intérêt médical, des eaux dites de "source" ou de "table" ainsi que les règles de conditionnement et d'étiquetage sont fixées par voie réglementaire.

ARTICLE 78 : En cas d'infraction aux dispositions des articles 73 et 76 ci-dessus et sans préjudice des sanctions prévues à l'article 116 ci-après, l'administration peut, après mise en demeure restée sans effet, retirer l'autorisation d'exploiter et de vendre les eaux concernées.

CHAPITRE IX : DISPOSITIONS RELATIVES A L'AMENAGEMENT ET A L'UTILISATION DES EAUX A USAGE AGRICOLE

ARTICLE 79 - Lorsqu'il existe des plans directeurs d'aménagement intégré des bassins hydrauliques approuvés conformément aux dispositions de la présente loi, l'autorisation prévue à l'article 38 n'est délivrée que lorsqu'elle est compatible avec les prescriptions desdits plans.

ARTICLE 80 -Toute personne physique ou morale qui veut obtenir une autorisation pour l'utilisation des eaux en vue de l'irrigation de propriétés agricoles est tenue de déposer, contre récépissé, son projet auprès de l'agence de bassin. En cas de silence de l'agence de bassin pendant un délai de soixante jours courant à compter de la date de ce récépissé, le projet est considéré comme approuvé et l'autorisation est réputée accordée.

Aucun projet agricole ne peut être approuvé lorsque les conditions de réalisation qu'il prévoit peuvent entraîner la dégradation des ressources en eau ou des sols cultivables.

Lorsque l'avis de l'agence est défavorable, il doit être motivé.

ARTICLE 81 - Les agents spécialement commissionnés à cet effet par l'administration sont chargés de constater la conformité des travaux d'équipement et des programmes de mise en valeur réalisés avec l'autorisation accordée.

En cas d'infraction, l'administration met en demeure le propriétaire ou l'exploitant du fonds de se conformer aux dispositions édictées par l'acte d'autorisation dans un délai qui ne peut être inférieur à 30 jours. Durant ce délai, l'intéressé peut fournir à l'administration toute explication relative à l'infraction.

Si l'infraction persiste, le propriétaire ou l'exploitant du fonds peut être astreint par l'administration au paiement, à titre réparatoire, d'une somme de 500 à 2.500 dirhams.

Si, malgré l'amende infligée, l'infraction persiste, l'autorisation visée à l'article 38 est révoquée sans indemnité.

ARTICLE 82 - Dans les périmètres équipés en totalité ou en partie par l'Etat, l'administration peut prescrire la modification des systèmes d'irrigation mis en place ou tout mode d'arrosage déjà pratiqué aux fins de réaliser des économies d'eau ou de mieux valoriser les ressources en eau compte tenu des culture annuelles existantes. Les utilisateurs sont tenus de se conformer à ces modifications.

En outre, elle peut prescrire toute mesure destinée à lutter contre toute pollution de la nappe par suite d'épandage excessif de produits chimiques ou organiques et toute mesure de nature à empêcher tout excès dans l'utilisation de l'eau.

En cas d'infraction dûment constatée, l'administration met en demeure les usagers de satisfaire dans les délais impartis aux mesures prescrites, sous peine de paiement, à titre réparatoire, d'une somme de 500 à 2.000 dirhams.

ARTICLE 83 - Lorsque dans les périmètres desservis par un réseau public construit et aménagé aux frais de l'Etat, l'administration constate une remontée dangereuse de la nappe, obligation peut être faite aux usagers de procéder momentanément à l'irrigation de leurs fonds par le recours aux eaux de la nappe. L'acte qui constate la remontée de la nappe définit les modalités de prélèvement d'eau et, éventuellement, d'octroi de l'aide financière.

ARTICLE 84 - L'utilisation d'eaux usées à des fins agricoles est interdite lorsque ces eaux ne correspondent pas aux normes fixées par voie réglementaire.

ARTICLE 85 - Dans les zones agricoles susceptibles de subir des dommages du fait des crues, l'Etat peut exécuter, soit à son initiative lorsque l'intérêt public l'exige, soit à la demande des propriétaires et à leurs frais, tous travaux nécessaires à la protection de leurs biens et à l'utilisation des eaux sur leurs propriétés.

CHAPITRE X : DISPOSITIONS RELATIVES A L'USAGE DE L'EAU EN CAS DE PENURIE

ARTICLE 86 - En cas de pénurie d'eau due à la surexploitation ou à des événements exceptionnels tels que sécheresses, calamités naturelles ou force majeure, l'administration déclare l'état de pénurie, définit la zone sinistrée et édicte les réglementations locales et temporaires ayant pour objet d'assurer en priorité l'alimentation en eau des populations et l'abreuvage des animaux.

L'état de pénurie d'eau et sa fin sont déclarés par décret.

Les réglementations locales et temporaires visées ci-dessus peuvent prévoir des mesures restrictives portant notamment sur :

- l'usage de l'eau à des fins domestiques, urbaines et industrielles,

- le creusement de puits nouveaux pour des usages autres que pour l'alimentation en eau des populations,

- les prélèvements d'eau autorisés,

- l'exploitation des points d'eau publics et le ravitaillement en eau des agglomérations et des lieux publics.

En outre, il peut être délimité dans certaines régions des périmètres déclarés "zones d'alimentation domestique en eau" où tout prélèvement d'eau dans la nappe est destiné exclusivement à l'approvisionnement des populations et l'abreuvage des animaux.

ARTICLE 87 - Outre les dispositions prévues à l'article 86 ci-dessus, et à défaut d'accord amiable avec les intéressés, l'administration peut procéder, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur, à des réquisitions, en vue de mobiliser les ressources en eau nécessaires pour assurer l'alimentation en eau des populations.

ARTICLE 88 - Dans les zones soumises à irrigation, l'administration peut, en cas de pénurie d'eau résultant de la surexploitation ou de la sécheresse déclarée dans les formes prévues à l'article 86 ci-dessus prescrire des réglementations locales et temporaires en vue de pallier l'épuisement des réserves hydrauliques.

Ces réglementations peuvent édicter des mesures portant notamment sur :

- l'obligation pour les particuliers d'exploiter les nappes dans les périmètres habituellement desservis par un réseau public utilisant les eaux superficielles,

- l'interdiction de mettre en eau des exploitations nouvellement aménagées en vue de l'irrigation,

- la réduction des superficies à mettre en culture sous irrigation ou l'interdiction de certaines cultures d'été et de plantations d'arbres nouvelles,

- la fixation, pour l'exploitation des points d'eau sans autorisation, de conditions différentes de celles prévues au chapitre V de la présente loi.

Les frais résultant, le cas échéant, de l'obligation faite aux particuliers d'exploiter les nappes ainsi que prévu ci-dessus, peuvent être supportés, en partie, par l'Etat dans les conditions qui sont déterminées par voie réglementaire.

CHAPITRE XI : DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET DIVERSES

Section I - Recherches d'eau. Inventaire des ressources hydrauliques

ARTICLE 89 - Quiconque entreprend la réalisation d'un forage pour recherche d'eau est tenu :

- de déclarer auprès de l'agence de bassin, avant de commencer un forage, l'objet, la position et les coordonnées de ce forage, ainsi que toute autre indication y relative,

- et, à l'issue des travaux, de faire connaître à l'agence de bassin, toutes précisions sur les résultats obtenus.

ARTICLE 90 - L'administration fournit à quiconque veut entreprendre la réalisation d'un forage et à sa demande, dans la limite d'appréciation des éléments dont elle peut disposer, tous renseignements d'ordre notamment, technique, hydrologique et hydrogéologique qui lui sont demandés.

ARTICLE 91 - Les titulaires des autorisations de reconnaissances, de permis de recherches ou de concessions d'exploitation de mines ou d'hydrocarbures tels que définis respectivement par le dahir du 9 Rajeb 1370 (16 avril 1951) portant réglement minier et par la loi n° 21-90 relative à la recherche et à l'exploitation des gisements d'hydrocarbures promulguée par le dahir n° 1-91-118 du 27 Ramadan 1412 (1er avril 1992), sont tenus de déclarer à l'agence de bassin concernée, les découvertes d'eau qu'ils peuvent faire dans le cadre de leurs activités de reconnaissances, de recherches ou d'exploitation.

ARTICLE 92 - En vue de lui permettre de tenir à jour l'inventaire des ressources en eau, l'exploitant ou, le cas échéant, le propriétaire d'un cours d'eau, source, puits ou forage est tenu de déclarer auprès de l'agence de bassin les installations de dérivation, captage, puisage et d'en permettre l'accès à ses agents à l'effet d'obtenir tous renseignements sur les débits prélevés et les conditions de ce prélèvement.

ARTICLE 93 - Les particuliers, services et organismes utilisateurs de l'eau, sont tenus de fournir à l'agence de bassin, et à sa demande, tous les éléments dont ils disposent et susceptibles de l'aider à la détermination des bilans relatifs aux ressources en eau.

Section II - Lutte contre les inondations

ARTICLE 94 - Il est interdit de faire, sans autorisation, dans les terrains submersibles, des digues, levées et autres aménagements susceptibles de gêner l'écoulement des eaux d'inondation, sauf pour la protection des habitations et propriétés privées attenantes.

ARTICLE 95 - Les digues, remblais, constructions ou autres ouvrages quel qu'en soit le statut juridique et qui sont reconnus faire obstacle à l'écoulement des eaux ou étendre d'une manière nuisible le champ des inondations peuvent, sur décision de l'agence de bassin, faire l'objet de modification ou suppression, moyennant le paiement d'indemnités à titre de dédommagement.

ARTICLE 96 - Si l'intérêt public l'exige, l'agence de bassin peut exiger des propriétaires riverains des cours d'eau de procéder à la construction de digues destinées à la protection de leurs biens contre les débordements des cours d'eau.

ARTICLE 97 - Il est interdit d'effectuer des plantations, constructions ou dépôts sur les terrains compris entre le cours d'eau et les digues de protection construites en bordure immédiate de ce cours d'eau.

Section III - Dispositions transitoires

ARTICLE 98 - Dans l'attente de la publication des textes d'application de la présente loi, relatifs à la création de zones de protection, à la reconnaissance de droits d'eau, à l'octroi d'autorisations et de concessions de prélèvement d'eau, à la délimitation du domaine public hydraulique, l'arrêté 11 moharrem 1344 (1er août 1925) relatif à l'application du dahir du 11 moharrem 1344 (1er août 1925) sur le régime des eaux demeure en vigueur.

ARTICLE 99 - Dans l'attente de la création des agences de bassins, l'administration est chargée d'exercer les attributions qui leur sont reconnues par la présente loi.

ARTICLE 100 - La référence au dahir du 11 moharrem 1344 (1e août 1925) sur le régime des eaux, dans les textes législatifs et réglementaires en vigueur, est remplacée par la référence à la présente loi.

CHAPITRE XII : LES COLLECTIVITES LOCALES ET L'EAU

ARTICLE 101 - Il est créé au niveau de chaque préfecture ou province une commission préfectorale ou provinciale de l'eau composée :

1 - Pour moitié des représentants de l'Etat et des établissements publics placés sous sa tutelle et chargés de la production de l'eau potable, de l'énergie hydroéléctrique et de l'irrigation,

2 - Pour moitié :
- du président de l'assemblée préfectorale ou provinciale,
- du président de la chambre d'agriculture,
- du président de la chambre de commerce, d'industrie et de services,
- de trois représentants des conseils communaux désignés par l'assemblée provinciale,
- d'un représentant des collectivités ethniques.

La commission préfectorale ou provinciale de l'eau :

- apporte son concours à l'établissement des plans directeurs d'aménagement intégré des eaux du bassin hydraulique,

- encourage l'action des communes en matière d'économie d'eau et de protection des ressources en eau contre la pollution,

- entreprend toute action susceptible de favoriser la sensibilisation du public à la protection et à la préservation des ressources en eau.

Les modalités de tenue des réunions de la commission, le nombre de ses sessions tenues dans l'année, les instances qui sont en droit de la convoquer et l'administration chargée de la préparation de ses réunions et du suivi de l'exécution de ses recommandations sont fixés par voie réglementaire.

ARTICLE 102 - Les collectivités locales bénéficient du concours de l'agence de bassin lorsqu'elles entreprennent, conformément aux dispositions de la présente loi, des projets en partenariat :

- d'entretien et de curage de cours d'eau ;
- de protection et de conservation quantitative et qualitative des ressources en eau ;
- de réalisation des infrastructures nécessaires à la protection contre les inondations.

ARTICLE 103 - A l'intérieur des périmètres urbains, les autorisations prévues aux paragraphes 2 , 3 , 5 et 8 de l'article 38 de la présente loi, sont délivrées par l'agence de bassin après avis de la collectivité locale concernée.

CHAPITRE XIII : POLICE DES EAUX - INFRACTIONS ET SANCTIONS

Section I - Constatation des infractions

ARTICLE 104 - Sont chargés de constater les infractions aux dispositions de la présente loi et des textes pris pour son application, outre les officiers de police judiciaire, les agents commissionnés à cet effet par l'administration et l'agence de bassin, et assermentés conformément à la législation relative au serment des agents verbalisateurs.

ARTICLE 105 - Les agents et fonctionnaires visés à l'article 104 ci-dessus ont accès aux puits, aux forages et à tout autre ouvrage ou installation de captage, de prélèvement ou de déversement, dans les conditions fixées aux articles 64 et 65 du code de procédure pénale.

Ils peuvent requérir du propriétaire ou de l'exploitant d'une installation de captage, de prélèvement ou de déversement, la mise en marche des installations aux fins d'en vérifier les caractéristiques.

ARTICLE 106 - Les infractions aux dispositions de la présente loi et des textes pris pour son application peuvent être constatées par tout procédé utile et notamment par des prélèvements d'échantillons. Les prélèvements d'échantillons donnent lieu, séance tenante, à la rédaction de procès-verbaux.

ARTICLE 107 : Tout échantillon prélevé est mis sous scellés. Aussitôt après avoir scellé les échantillons, l'agent verbalisateur, s'il est en présence du propriétaire ou de l'exploitant de l'installation de rejet, doit l'informer de l'objet du prélèvement et lui remettre un échantillon sous scellé. Le procès-verbal mentionne cette information.

ARTICLE 108 - Le procès-verbal de constatation doit comporter notamment les circonstances de l'infraction, les explications de l'auteur et les éléments faisant ressortir la matérialité des infractions.

Les procès-verbaux sont transmis dans un délai de dix (10) jours de leur date aux juridictions compétentes. Les constatations mentionnées dans le procès-verbal font foi jusqu'à preuve contraire.

Article 109 - En cas de flagrant délit et dans les conditions prévues par la loi, les agents et fonctionnaires désignés à l'article 104 ci-dessus auront le droit d'arrêter les travaux et de confisquer les objets et choses dont l'usage constitue une infraction, conformément aux articles 89 et 106 du code pénal tel qu'il a été approuvé par le dahir n° 1-59-413 du 28 joumada II 1382 (26 novembre 1962). En cas de nécessité, ces agents et fonctionnaires peuvent requérir la force publique.

Section II - Les sanctions

ARTICLE 110 - Quiconque aura détruit, par quelque moyen que ce soit, en tout ou en partie, les ouvrages et installations mentionnés aux paragraphes c, d et e de l'article 2 de la présente loi, sera puni d'un emprisonnement de 1 à 12 mois et d'une amende de 600 à 2.500 dirhams ou de l'une de ces deux peines seulement, à moins que les moyens employés ne justifient une qualification pénale plus grave.

ARTICLE 111 - Quiconque, par quelque moyen que ce soit, met les agents désignés à l'article 104 ci-dessus, dans l'impossibilité d'exercer leurs fonctions, est puni des peines prévues par l'article 609 du code pénal précité.

Ces pénalités peuvent être portées au double en cas de récidive ou si la résistance aux agents est opérée en réunion de plusieurs personnes ou avec violences.

ARTICLE 112 - Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 12-a, paragraphes 1, 2 et 3 et des articles 57 et 84, est puni d'un emprisonnement de 1 à 12 mois et d'une amende de 1.200 à 2.500 dirhams ou de l'une de ces deux peines seulement.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 12-a, paragraphe 4, est puni d'une amende de 1.200 à 2.500 dirhams.

ARTICLE 113 - Toute personne qui aura procédé à des prélèvements d'eau superficielle ou souterraine en violation des dispositions de la présente loi sur les conditions d'utilisation de l'eau sera passible des sanctions prévues par l'article 606, 2ème alinéa, du code pénal précité.

Les coauteurs et complices seront punis de la même peine que l'auteur principal.

ARTICLE 114 - L'agence de bassin aura le droit de faire fermer d'office les prises d'eau qui seront reconnues sans droit ou auraient été faites sans autorisation.

Si, après mise en demeure dont les délais peuvent être réduits à vingt quatre heures en cas d'urgence, il n'est pas satisfait aux injonctions de l'agence de bassin, celle-ci prendra d'office et aux frais du contrevenant les mesures nécessaires, sans préjudice des peines prévues par la législation en vigueur.

En cas de constatation, dans les périmètres d'irrigation aménagés et équipés par l'Etat, d'un prélèvement non autorisé tel que débit supérieur au débit autorisé, irrigation non autorisée ou, en dehors des heures fixées, vol d'eau... et sans préjudice des pénalités encourues pour infraction à la police des eaux prévues par la présente loi, le contrevenant pourra être astreint à payer à titre de redevance supplémentaire, une somme égale au double de celle correspondant à la tarification normale des mètres cubes d'eau indûment prélevés, le nombre de ceux-ci étant forfaitairement calculé en supposant que le débit prélevé en contravention l'a été continûment durant les dix jours qui ont précédé la constatation de l'infraction.

En cas de récidive, le contrevenant encourra une pénalité de même nature, le tarif appliqué étant porté du double au triple du tarif normal.

En cas de récidive nouvelle, le contrevenant pourra être privé d'eau jusqu'à la fin de la campagne d'irrigation en cours. Dans ce cas, il restera, néanmoins, assujetti au paiement du minimum de redevance prévu par les textes en vigueur.

ARTICLE 115 - L'exécution sans autorisation des travaux visés au paragraphe b de l'article 12 et aux articles 31 et 94 est punie d'une amende égale au 10ème du montant des travaux estimé par l'autorité chargée de la gestion et de l'administration du domaine public hydraulique.

Les travaux ainsi entrepris peuvent être suspendus ou définitivement arrêtés par l'agence de bassin, sans préjudice des mesures de protection des eaux qu'elle peut ordonner.

ARTICLE 116 - Les infractions aux dispositions des chapitres VII et VIII sont punies des peines prévues par la loi 13-83 relative à la répression des fraudes sur les marchandises, promulguée par le dahir n° 1-83-108 du 9 moharrem 1405 (5 octobre 1984).

ARTICLE 117 - Indépendamment des sanctions prévues ci-dessus, l'agence de bassin aura le droit de faire procéder, aux frais du contrevenant et après mise en demeure restée sans effet, à l'enlèvement des dépôts et épaves et à la destruction de tous ouvrages gênant la circulation, la navigation ou le libre écoulement des eaux.

ARTICLE 118 - Les infractions à l'article 52 sont punies d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 1.200 à 5.000 dirhams ou de l'une de ces deux peines seulement.

Les propriétaires, exploitants et gérants des établissements dont proviennent les déversements, écoulements, jets, dépôts directs ou indirects de matières constituant l'infraction, peuvent être déclarés solidairement responsables du paiement des amendes et frais de justice dus par les auteurs de ces infractions.

ARTICLE 119 - Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 54, paragraphes 1, 2, 5, 6 et 7 sera puni d'une amende de 1.200 à 3.000 dirhams.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions des paragraphes 3 et 4 de l'article 54, sera puni d'une amende de 240 à 500 dirhams.

ARTICLE 120 - En cas de condamnation à une peine prononcée en vertu des articles 118 et 119, le tribunal fixe le délai dans lequel les travaux et aménagements rendus nécessaires par la réglementation doivent être exécutés. Si les circonstances l'exigent, il peut, dans les cas où il n'y aurait pas lieu de procéder à des travaux ou aménagements, fixer un délai au condamné pour se soumettre aux obligations résultant de ladite réglementation.

En cas de non-exécution des travaux, aménagements ou obligations dans le délai prescrit, le contrevenant est passible d'une amende de 1.200 à 5.000 dirhams, sans préjudice, le cas échéant, de l'application de toutes autres dispositions législatives ou réglementaires en vigueur.

En outre, le tribunal peut, après audition du représentant de l'administration ou de l'agence de bassin, prononcer, jusqu'à l'achèvement des travaux, des aménagements ou de l'exécution des obligations prescrites, soit une astreinte dont le taux par jour de retard ne peut dépasser un quatre millième du coût estimé des travaux ou aménagements à exécuter, soit l'interdiction d'utiliser les installations qui sont à l'origine de la pollution.

ARTICLE 121 - Sera puni d'une peine d'emprisonnement de 3 à 12 mois et d'une amende de 1.200 à 5.000 dirhams ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque aura fait fonctionner une installation en infraction à une interdiction prononcée en application de l'alinéa 3 de l'article 120 ci-dessus.

En outre, le tribunal peut également autoriser l'administration, sur sa demande, à exécuter d'office et aux frais du contrevenant les travaux ou aménagements nécessaires pour faire cesser l'infraction.

ARTICLE 122 - Lorsque le contrevenant à une quelconque des dispositions de la présente loi ou des textes pris pour son application est en état de récidive, la peine est portée au double de celle initialement prononcée à son encontre.

ARTICLE 123 - Sont abrogées toutes dispositions contraires à la présente loi et notamment :

- Les paragraphes d, e, f, g et h de l'article 1 du dahir du 7 chaabane 1332 (1er juillet 1914) sur le domaine public,

- le dahir du 9 joumada II 1334 (13 avril 1916) réglementant l'exploitation des bacs ou passages sur les cours d'eau,

- le dahir du 11 moharrem 1344 (1er août 1925) sur le régime des eaux,

- le dahir du 11 joumada II 1345 (17 décembre 1926) relatif à la répression des vols d'eau,

- le dahir du 27 joumada I 1352 (18 septembre 1933) relatif aux autorisations de prises d'eau sur l'oued Beht et l'oued Sebou,

- le dahir du 11 Rabia II 1354 (13 juillet 1935) relatif aux autorisations de prises d'eau dans la retenue du barrage de l'oued El Maleh et sur l'oued Oum er Rbia,

- le dahir du 8 joumada II 1358 (26 juillet 1939) réglementant l'exécution de forages pour recherches d'eau,

- le dahir du 12 joumada II 1370 (20 mars 1951) portant réglementation de l'exploitation et de la vente des eaux minérales naturelles et des eaux dites "de source" ou "de table" et de la vente des eaux minérales importées,

- le dahir du 29 choual 1374 (20 juin 1955) relatif aux autorisations de prises d'eau sur l'oued Oum Er Rbia et l'oued El Abid,

- le décret royal n° 594-67 du 27 Ramadan 1387 (29 décembre 1967) portant création de la commission interministérielle de coordination des problèmes concernant les eaux alimentaires.

Décret n° 2-95-522 du 25 rabii I 1416 (23 août 1995) approuvant la convention de crédit de 157 millions de francs français, conclue le 14 safar 1416 (13 juillet 1995) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et la Caisse française de développement pour le financement du projet d'aménagement en petite et moyenne hydraulique agricole de la moyenne vallée du Sebou.

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la loi de finances pour l'année 1995 n° 42-94, promulguée par le dahir n° 1-94-431 du 28 rejeb 1415 (31 décembre 1994), notamment son article 33 ;

Vu l'article 41 de la loi de finances pour l'année 1982 n° 26-81, promulguée par le *dahir* n° 1-81-425 du 5 rabii I 1402 (1er janvier 1982) ;

Sur proposition du ministre des finances et des investissements extérieurs,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – Est approuvée, telle qu'elle est annexée à l'original du présent décret, la convention de crédit de 157 millions de francs français conclue le 14 safar 1416 (13 juillet 1995) entre le gouvernement du Royaume du Maroc représenté par le *ministre* des finances et des investissements extérieurs et la Caisse française de développement pour le financement partiel du projet d'aménagement en petite et moyenne hydraulique agricole de la moyenne vallée du Sebou.

ART. 2. – Le ministre des finances et des investissements extérieurs est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 25 rabii I 1416 (23 août 1995).

ABDELLATIF FILALI.

Pour contreseing :

Le ministre des finances et des investissements extérieurs,

MOHAMMED KABBAJ.

Décret n° 2-95-523 du 25 rabii I 1416 (23 août 1995) approuvant la convention de crédit de 95,6 millions de francs français, conclue le 14 safar 1416 (13 juillet 1995) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et la Caisse française de développement pour le financement du projet d'alimentation en eau potable en *milieu rural*.

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la loi de finances pour l'année 1995 n° 42-94, promulguée par le dahir n° 1-94-431 du 28 rejeb 1415 (31 décembre 1994), notamment son article 33 ;

Vu l'article 41 de la loi de finances pour l'année 1982 n° 26-81, promulguée par le dahir n° 1-81-425 du 5 rabii I 1402 (1er janvier 1982) ;

Sur proposition du ministre des finances et des investissements extérieurs,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – Est approuvée, telle qu'elle est annexée à l'original du présent décret, la convention de crédit de 95,6 millions de francs français conclue le 14 safar 1416 (13 juillet 1995) entre le gouvernement du Royaume du Maroc représenté par le ministre des finances et des investissements extérieurs et la Caisse française de développement pour le financement partiel du projet d'alimentation en eau potable en milieu rural.

ART. 2. – Le ministre des finances et des investissements extérieurs est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 25 rabii I 1416 (23 août 1995).

ABDELLATIF FILALI.

Pour contreseing :

Le ministre des finances et des investissements extérieurs,

MOHAMMED KABBAJ.

Décret n° 2-95-568 du 25 rabii I 1416 (23 août 1995) approuvant l'accord de prêt conclu le 3 rabii I 1416 (1er août 1995) entre le Royaume du Maroc et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement portant sur un montant de 250.000.000 de dollars des Etats-Unis d'Amérique pour le développement des marchés de capitaux.

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la loi de finances pour l'année 1982 n° 26-81, promulguée par le dahir n° 1-81-425 du 5 rabii I 1402 (1er janvier 1982), notamment son article 41 ;

Sur proposition du ministre des finances et des investissements extérieurs,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – Est approuvé, tel qu'il est annexé à l'original du présent décret, l'accord de prêt conclu le 3 rabii I 1416 (1er août 1995) entre le Royaume du Maroc et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement portant sur un montant de 250.000.000 de dollars des Etats-Unis d'Amérique pour le développement des marchés de capitaux.

ART. 2. – Le ministre des finances et des investissements extérieurs est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 25 rabii I 1416 (23 août 1995).

ABDELLATIF FILALI.

Pour contreseing :

Le ministre des finances et des investissements extérieurs,

MOHAMMED KABBAJ.

Décret n° 2-95-560 du 25 rabii I 1416 (23 août 1995) approuvant l'accord de prêt portant sur un montant équivalent à 57.600.000 $ US conclu le 8 safar 1416 (7 juillet 1995) entre le Royaume du Maroc et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement pour le financement du projet de routes secondaires, tertiaires et rurales.

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la loi de finances pour l'année 1995 n° 42-94, promulguée par le dahir n° 1-94-431 du 28 rejeb 1415 (31 décembre 1994), notamment son article 33 ;

Vu la loi de finances pour l'année 1982 n° 26-81, promulguée par le dahir n° 1-81-425 du 5 rabii I 1402 (1er janvier 1982), notamment son article 41 ;

Sur proposition du ministre des finances et des investissements extérieurs,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – Est approuvé, tel qu'il est annexé à l'original du présent décret, l'accord de prêt portant sur un montant équivalent à 57.600.000 $ US conclu le 8 safar 1416 (7 juillet 1995) entre le Royaume du Maroc et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement pour le financement du projet de routes secondaires, tertiaires et rurales.

ART. 2. – Le ministre des finances et des investissements extérieurs est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 25 rabii I 1416 (23 août 1995).

ABDELLATIF FILALI.

Pour contreseing :

Le ministre des finances et des investissements extérieurs,

MOHAMMED KABBAJ.

Décret n° 2-95-607 du 12 rabii II 1416 (8 septembre 1995) convoquant la Chambre des représentants en session extraordinaire

LE PREMIER MINISTRE,

Vu l'article 39 de la Constitution ;

Après examen par le conseil des ministres réuni le 2 rabii II 1416 (29 août 1995),

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – La Chambre des représentants tiendra à compter du 29 rabii II 1416 (25 septembre 1995) une session extraordinaire dont l'ordre du jour comporte l'examen des projets de textes suivants :

1 – projet de loi organique n° 5-95 relatif aux modalités de fonctionnement des commissions d'enquêtes parlementaires ;

2 – projet de loi n° 8-95 formant code du travail ;

3 – projet de loi n° 15-95 formant code de commerce ;

4 – projet de loi n° 17-95 relatif aux sociétés anonymes ;

5 – projet de loi-cadre n° 18-95 formant charte de l'investissement.

ART. 2. – Le présent décret sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 12 rabii II 1416 (8 septembre 1995).

ABDELLATIF FILALI.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 4324 du 17 rabii II 1416 (13 septembre 1995).

Arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 1822-95 du 30 moharrem 1416 (29 juin 1995) portant création d'un Centre de recherches et d'études spatiales à l'École Mohammadia d'ingénieurs.

LE MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DE LA FORMATION DES CADRES ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu le dahir portant loi n° 1-75-102 du 13 safar 1395 (25 février 1975) relatif à l'organisation des universités, notamment ses articles 3 et 4,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – Il est créé à Rabat un Centre de recherches et d'études spatiales relevant de l'École Mohammadia d'ingénieurs de l'université Mohammed-V, Agdal.

ART. 2. – Ce centre a vocation pour tout ce qui concerne les sciences et technologies spatiales.

ART. 3. – Le responsable du centre est nommé par décision du ministre de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique, sur proposition du directeur de l'EMI, parmi les professeurs de l'enseignement supérieur pour une durée de quatre années renouvelable.

ART. 4. – L'organisation administrative et financière fera l'objet d'une décision ministérielle.

ART. 5. – Le présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel*, prend effet à la date de sa publication.

Rabat, le 30 moharrem 1416 (29 juin 1995).

DRISS KHALIL.

Arrêté du ministre du commerce, de l'industrie et de l'artisanat n° 1946-95 du 18 safar 1416 (17 juillet 1995) rendant d'application obligatoire des normes marocaines.

LE MINISTRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DE L'ARTISANAT,

Vu le dahir n° 1-70-157 du 26 joumada I 1390 (30 juillet 1970) relatif à la normalisation industrielle en vue de la recherche de la qualité et de l'amélioration de la productivité, tel qu'il a été modifié par le dahir portant loi n° 1-93-221 du 22 rabii I 1414 (10 septembre 1993) ;

Vu le décret n° 2-70-314 du 6 chaabane 1390 (8 octobre 1970) fixant la composition et les attributions des organismes chargés de la normalisation industrielle en vue de la recherche de la qualité et de l'amélioration de la productivité ;

Vu l'arrêté n° 898-76 du 24 rejeb 1396 (23 juillet 1976) portant homologation de la norme : NM 7.62.411 ;

Vu l'arrêté n° 234-93 du 26 rejeb 1413 (20 janvier 1993) portant homologation de la norme : NM 06.6.018 ;

Vu l'arrêté n° 1152-92 du 17 rabii II 1413 (15 octobre 1992) portant homologation de la norme : NM 06.7.003 ;

Vu l'arrêté n° 808-92 du 29 kaada 1412 (1er juin 1992) portant homologation de la norme : NM 06.7.006 ;

Vu l'arrêté n° 984-89 du 9 kaada 1409 (13 juin 1989) portant homologation de la norme : NM 06.7.026,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – Les normes désignées ci-après sont rendues d'application obligatoire.

NM 7.62.411 : disjoncteurs pour tableaux de contrôle des installations électriques de première catégorie ;

NM 06.6.018 : matériels pour installations domestiques et analogues - Petits disjoncteurs généraux ou divisionnaires à maximum de courant pour installations de première catégorie ;

NM 06.7.003 : appareils électrodomestiques chauffants - chauffe eaux fixes non instantanés – Règles de sécurité ;

NM 06.7.026 : appareils d'éclairage – Ballasts pour lampes tubulaires à fluorescence ;

NM 06.7.006 : source d'éclairage électrique – Prescriptions de sécurité pour lampes à filament de tungstène pour usage domestique et éclairage général similaire.

ART. 2. – Les normes visées à l'article premier ci-dessus, sont tenues à la disposition des intéressés au ministère du commerce, de l'industrie et de l'artisanat, service de la normalisation industrielle marocaine (SNIMA).

ART. 3. – Le présent arrêté prend effet à partir de la date de publication au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 18 safar 1416 (17 juillet 1995).

DRISS JETTOU.

Arrêté du ministre du commerce, de l'industrie et de l'artisanat n° 2146-95 du 17 rabii I 1416 (15 août 1995) rendant d'application obligatoire des normes marocaines.

LE MINISTRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DE L'ARTISANAT,

Vu le dahir n° 1-70-157 du 26 joumada I 1390 (30 juillet 1970) relatif à la normalisation industrielle en vue de la recherche de la qualité et de l'amélioration de la productivité, tel qu'il a été modifié par le dahir portant loi n° 1-93-221 du 22 rabii I 1414 (10 septembre 1993) ;

Vu le décret n° 2-70-314 du 6 chaabane 1390 (8 octobre 1970) fixant la composition et les attributions des organismes chargés de la normalisation industrielle en vue de la recherche de la qualité et de l'amélioration de la productivité ;

Vu l'arrêté n°1152-92 du 17 rabii I 1413 (15 octobre 1992) portant homologation des normes : NM 14.2.003 ; NM 14.2.008 ; NM 14.2.010 ; NM 14.2.013 ; NM 14.2.014 ; NM 14.3.001 ;

Vu l'arrêté n° 234-93 du 26 rejeb 1413 (20 janvier 1993) portant homologation des normes : NM 14.2.016 ; NM 14.2.017 ;

Vu l'arrêté n° 1925-94 du 6 safar 1415 (16 juillet 1994) portant homologation de la norme : NM 14.2.040 ,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – Les normes annexées au présent arrêté sont rendues d'application obligatoire.

ART. 2. – Les normes visées à l'article premier ci-dessus, sont tenues à la disposition des intéressés au ministère du commerce, de l'industrie et de l'artisanat, service de la normalisation industrielle marocaine (SNIMA).

ART. 3. – Le présent arrêté prend effet à partir de la date de publication au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 17 rabii I 1416 (15 août 1995).

DRISS JETTOU.

•••

Annexe

- NM 14.2.003 : Régulateurs de pression de gaz pour appareils domestiques utilisant, sous basse pression, les combustibles gazeux ;
- NM 14.2.008 : Appareils de cuisson domestiques encastrés utilisant les combustibles gazeux ;

- NM 14.2.010 : Appareils de cuisson domestiques utilisant les combustibles gazeux ;
- NM 14.2.013 : Appareils mobiles de chauffage à flammes fonctionnant au butane commercial - Appareils non raccordés à un dispositif spécial d'évacuation ;
- NM 14.2.014 : Appareils mobiles de chauffage à combustion catalytique fonctionnant au butane commercial - Appareils non raccordés à un dispositif spécial d'évacuation ;
- NM 14.2.016 : Appareils de production instantanée d'eau chaude pour usages sanitaires utilisant les combustibles gazeux ;
- NM 14.2.017 : Appareils de production instantanée d'eau chaude pour usages sanitaires utilisant les combustibles gazeux, à variation automatique de puissance ;
- NM 14.2.040 : Four à pain à usage domestique utilisant les combustibles gazeux ;
- NM 14.3.001 : Appareils de grande cuisine utilisant les combustibles gazeux.

Arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 2092-95 du 3 rabii I 1416 (1er août 1995) fixant les modules de chaque spécialité du diplôme d'études universitaires générales ès sciences (D.E.U.G. ès sciences) des facultés des sciences et techniques.

LE MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DE LA FORMATION DES CADRES ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu le décret n° 2-90-547 du 2 rejeb 1411 (18 janvier 1991) fixant le régime des études et des examens en vue de l'obtention du diplôme d'études universitaires générales ès sciences (D.E.U.G. ès sciences) des facultés des sciences et techniques, notamment son article 7,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – La liste des modules composant chacune des spécialités du diplôme d'études universitaires générales ès sciences (D.E.U.G. ès sciences) est fixée conformément à l'annexe jointe au présent arrêté.

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 3 rabii I 1416 (1er août 1995).

DRISS KHALIL.

*
* *

Tableau annexe
fixant la liste des modules du D.E.U.G. ès sciences

1 – *Spécialité mathématiques-physique (MP)*

CODES DES MODULES	LISTE DES MODULES	OPTION MATHÉMATIQUES	OPTION PHYSIQUE
M 111	Algèbre 1	*	*
P 112	Mécanique du point et optique	*	*
M 112	Analyse 1 a	*	*
M 113	Analyse 2 et géométrie 1	*	*
L 111	Techniques d'expression et de communication	*	*
P 111	Électricité, notions d'électronique et instrumentation	*	*
P 113	Électromagnétisme et relativité	*	*
M 114	Analyse 3 et géométrie 2	*	*
M 116	Analyse 4	*	*
M 118	Calcul numérique et programmation	*	*
M 115	Algèbre 2	*	
M 117	Probabilités et statistiques	*	
P 114	Mécanique du solide et mécanique quantique		*
P 115	Thermodynamique, théorie cinétique des gaz et thermique		*

* * *

2 – *Spécialité physique-chimie (P.C)*

CODES DES MODULES	LISTE DES MODULES	OPTION PHYSIQUE	OPTION CHIMIE
M 121	Algèbre 1	*	*
P 122	Mécanique du point et optique	*	*
C 121	Chimie générale	*	*
M 122	Analyse 1 b	*	*
C 122	Chimie du solide, chimie organique générale	*	*
P 121	Électricité, notions d'électronique et instrumentation	*	*

44

CODES DES MODULES	LISTE DES MODULES	OPTION PHYSIQUE	OPTION CHIMIE
P 124	Mécanique du solide et mécanique quantique	•	
M 124	Calcul numérique et programmation	•	•
M 123	Analyse 2 et géométrie 1	•	•
P 123	Électromagnétisme et relativité	•	•
P 125	Thermodynamique, théorie cinétique des gaz et thermique	•	
L 121	Techniques d'expression et de communication	•	•
C 124	Chimie organique descriptive - chimie minérale descriptive		•
C 123	Thermodynamique et cinétique chimique		•

* * *

3 – *Spécialité sciences de la vie et de la terre (S V T)*
Liste des modules

CODE	LISTE DES MODULES	OPTION B	OPTION C	OPTION G
M 1301	Mathématiques pour SVT	•	•	•
P 1301	Physique 1	•	•	•
C 1301	Chimie générale	•	•	•
B 1301	Biologie cellulaire	•	•	•
G 1301	Géologie	•	•	•
L 1301	Langues et communication	•	•	•
B 1302	Biologie végétale	•		
B 1303	Biologie animale	•		
B 1304	Biochimie structurale	•	•	
B 1305/2-B1306/2	Microbiologie-environnement	•	•	
B 1307/2-B1308/2	Histologie et embryologie	•		
B 1309/2-C1302/2	Biochimie métabolique - chimie organique I	•		
C 1304	Chimie minérale		•	
C 1302/2 C 1303/2	Chimie organique I - chimie organique II		•	
P 1302/2-C1306/2	Physique 2 - méthodes et techniques d'analyses		•	
B 1310/2-B1311/2	Botanique - zoologie		•	•
G 1302/2-G1303/2	Paléontologie - stratigraphie			•
G 1304/2-G1305/2	Tectonique - sédimentologie			•
G 1306/2-G 1307/2	Minéralogie - pétrographie			•
G 1308/2-M1302/2	Géologie appliquée - méthodes mathématiques pour la géologie			•
C 1305/2-B1306/2	Chimie minérale - environnement			•

Légende : Module M1301 : M (= discipline) 1 (1er cycle) 3 (code du DEUG SVT) 01 (les deux derniers chiffres n° d'ordre dans la discipline)
Discipline : M = mathématiques - P = physique - B = biologie - C = chimie - G = géologie L = langues
B1305/2 = 1/2 module de biologie intitulé microbiologie

Arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 2093-95 du 3 rabii I 1416 (1er août 1995) fixant les modules de chaque spécialité du diplôme d'études universitaires techniques (D.E.U.T.) des facultés des sciences et techniques.

LE MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DE LA FORMATION DES CADRES ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu le décret n° 2-90-548 du 2 rejeb 1411 (18 janvier 1991) fixant le régime des études et des examens en vue de l'obtention du diplôme d'études universitaires techniques (D.E.U.T.) des facultés des sciences et techniques, notamment son article 7,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – La liste des modules composant chacune des spécialités du diplôme d'études universitaires techniques (D.E.U.T.) est fixée conformément à l'annexe jointe au présent arrêté.

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 3 rabii I 1416 (1er août 1995).

DRISS KHALIL.

*
* *

1 – *Spécialité : génie chimique (G.C.)*

CODES DES MODULES	LISTE DES MODULES
L 111	Langues et techniques d'expression
M 141	Algèbre linéaire et statistique
M 142	Analyse
M 118	Calcul numérique et programmation
P 141	Mécaniques du point, des fluides et thermique
P 142	Électricité, électromagnétisme et électronique
P 143	Optique, nucléaire et mécanique quantique
C 121	Chimie générale
C 123	Thermodynamique et cinétique
TC 141	Chimie organique et industries organiques
TC 142	Chimie minérale et industries minérales
TC 143	Éléments de génie chimique

* * *

2 – *Spécialité : génie électrique (G.E)*

CODES DES MODULES	LISTE DES MODULES
M 141	Algèbre 1
M 142	Analyse 1 b
P 141	Électricité, électronique et instrumentation
P 142	Mécanique - optique - thermodynamique
C 141	Chimie générale
L 141	Techniques d'expression et de communication
M 143	Analyse 2 et géométrie 1
M 144	Calcul numérique et programmation
T 141	Électrotechnique - machines électriques
T 142	Technologie 1
T 144	Électronique
T 145	Automatique - informatique industrielle

* * *

3 – *Spécialité : génie mécanique (G.M)*

CODES DES MODULES	LISTE DES MODULES
M 141	Algèbre 1
M 142	Analyse 1 b
P 141	Électricité, électronique et instrumentation
P 142	Mécanique - optique - thermodynamique
C 141	Chimie générale
L 141	Techniques d'expression et de communication
M 143	Analyse 2 et géométrie 1
M 144	Calcul numérique et programmation
T 141	Électrotechnique - machines électriques
T 143	Technologie 2
T 144	Construction mécanique
T 146	Fabrication mécanique

Arrêté conjoint du Premier ministre et du ministre d'Etat à l'intérieur n° 2016-95 du 8 rabii II 1416 (4 septembre 1995) relatif aux réunions des commissions de sélection des assujettis au service militaire pour l'année 1995.

LE PREMIER MINISTRE,
LE MINISTRE D'ETAT A L'INTÉRIEUR,

Vu le dahir n° 1-94-271 du 4 moharrem 1415 (14 juin 1994) portant délégation de pouvoir en matière d'administration de la défense nationale ;

Vu le décret royal n° 137-66 du 20 safar 1386 (9 juin 1966) portant loi relatif à l'institution et à l'organisation du service militaire et notamment son article 11,

ARRÊTENT :

ARTICLE PREMIER. – Les commissions de sélection prévues par l'article 11 du décret royal portant loi n° 137-66 du 20 safar 1386 (9 juin 1966) susvisé, se réuniront dans les provinces et les préfectures du Royaume entre le 1er et le 31 octobre 1995 selon un calendrier qui sera notifié aux autorités intéressées.

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 8 rabii II 1416 (4 septembre 1995).

Le Premier ministre, ABDELLATIF FILALI.

Le ministre d'Etat à l'intérieur, DRISS BASRI.

TEXTES PARTICULIERS

Décret n° 2-95-430 du 11 rabii I 1416 (9 août 1995) décidant le transfert au secteur privé de 26% du capital de la Banque marocaine du commerce extérieur.

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la loi n° 39-89 autorisant le transfert d'entreprises publiques au secteur privé, promulguée par le dahir n° 1-90-01 du 15 ramadan 1410 (11 avril 1990), notamment son article 3 ;

Vu le décret n° 2-90-402 du 25 rabii I 1411 (16 octobre 1990) pris sur le fondement de l'habilitation prévue à l'article 5 de la loi n° 39-89 susvisée, notamment son article 16 ;

Vu la loi n° 11-91 portant ratification du décret n° 2-90-402 du 25 rabii I 1411 (16 octobre 1990) promulguée par le dahir n° 1-92-6 du 13 joumada I 1413 (9 novembre 1992) ;

Vu le procès-verbal de la commission des transferts des 18 et 19 avril 1995 ayant déclaré attributaire le consortium dirigé par la Royale marocaine d'assurances ;

Sur proposition du ministre de la privatisation délégué auprès du Premier ministre chargé des entreprises d'Etat,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – Sont cédées au consortium dirigé par la RMA, et dans les proportions figurant ci-après, 2.600.000 actions représentant 26% du capital de la Banque marocaine du commerce extérieur et qui sont détenues par le Trésor, Bank Al-Maghrib, l'OCP, l'OCE, l'ONICL, l'ONTS et la CDG.

Le prix global de la cession est de un milliard deux cent quarante-trois millions quatre cent trente-six mille huit cent soixante-quinze dirhams (1.243.436.875 DH). Le prix de l'action est de quatre cent soixante-dix-huit dirhams vingt-quatre centimes (478,24 DH).

ART. 2. – La composition du consortium dirigé par la RMA et la part cédée à chacun des membres dudit consortium sont fixées comme suit :

ACTIONNAIRES	PART
Royale marocaine d'assurances	8,80%
Régime collectif d'allocation de retraites	8,80%
Citibank N.A.	4,00%
Morgan Grenfell PLC	1,00%
Union bancaire privée	1,00%
Pictet & Cie	0,35%
Morgan Stanley Fund.Inc Emerging market Portfolio.	0,20%
Morgan Stanley Africa Investment Fund.Inc	0,60%
Morgan Stanley Asset Management Emergin Market Trust	0,20%
Quantum Emerging Growth Fund N.V (SOROS)	0,95%
Framlington Maghreb Fund	0,10%
TOTAL	26,00%

ART. 3. – Le ministre de la privatisation délégué auprès du Premier ministre chargé des entreprises d'Etat est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 11 rabii I 1416 (9 août 1995).

ABDELLATIF FILALI.

Pour contreseing :

Le ministre de la privatisation délégué auprès du Premier ministre chargé des entreprises de l'Etat,

ANDERRAHMAN SAAIDI.

*
* *

Procès-verbal des réunions de la commission des transferts du mardi 18 et du mercredi 19 avril 1995

OBJET : *Examen des résultats de l'appel d'offres n° E/13/94 relatif à la cession par appel d'offres de 26% du capital de la Banque marocaine du commerce extérieur*

Ont assisté à ces réunions, présidées par M. Abderrahman Saaidi, ministre de la privatisation délégué auprès du Premier ministre chargé des entreprises d'Etat, les membres de la commission des transferts, messieurs :

- Khalid Kadiri ;
- Mehdi Benzekri ;
- Abdellatif Belbachir ;
- Omar Bahraoui ;
- Rachid Haddaoui.

Au cours de la réunion du mardi 18 avril 1995, la commission a constaté qu'à la clôture de la date de dépôt des soumissions relatives à l'appel d'offres cité en objet, deux offres ont été déposées auprès du ministère de la privatisation.

La commission a procédé ensuite à l'ouverture des plis techniques émanant des soumissionnaires, regroupés en deux consortiums :

I. – *Consortium dirigé par la société SANAD* : il se compose comme suit :

• Société d'assurances SANAD	05,00%
• Groupe des mutuelles d'assurances MAMDA-MCMA	02,00%
• Libyan Arab Foreign Bank	10,00%
• Société nationale d'électrolyse et de pétrochimie	04,00%
• Assurances Al Amane	02,50%
• Holding YNNA	01,00%
• Compagnie des participations dans des sociétés chimiques, industrielles et commerciales « COPARCHIM »	01,50%
TOTAL	26,00%

II. – *Consortium dirigé par la société RMA* : il se compose comme suit :

• Royale marocaine d'assurances	08,79%
• Régime collectif d'allocation de retraite	08,79%

47

• Morgan Grenfell (UK)	05,00%
• Banque PICTET (Suisse)	00,35%
• Union bancaire privée (Suisse)	01,00%
• Morgan Stainley Institutional Fund (USA)	00,20%
• Morgan Stainley Africa Investment Fund (USA)	00,60%
• Morgan Stainley Assets Management Fund (USA)	00,20%
• Framlington Maghreb (U.K)	00,11%
• Quantum Emerging Fund	00,96%
TOTAL	26,00%

Les deux offres ont été déclarées recevables. Les plis financiers ont été ouverts le mercredi 19 avril 1995. Les prix offerts se sont établis comme suit :

GROUPE D'ACTIONNAIRES	PRIX PAR ACTION	PRIX GLOBAL
– Groupe RMA	478,24 DH	1.243.436.875 DH
– Groupe SANAD	376,00 DH	977.600.000 DH

Compte tenu du niveau élevé du prix offert par le groupe RMA la commission des transferts a déclaré ledit groupe attributaire de l'offre de vente de 26% du capital de la BMCE, objet de l'appel d'offres E/13/ 1994.

Arrêté du ministre des finances et des investissements extérieurs n° 2048-95 du 3 rabii I 1416 (1er août 1995) portant agrément de la Banque marocaine du commerce extérieur après sa privatisation.

LE MINISTRE DES FINANCES ET DES INVESTISSEMENTS EXTÉRIEURS,

Vu le dahir portant loi n° 1-93-147 du 15 moharrem 1414 (6 juillet 1993) relatif à l'exercice de l'activité des établissements de crédit et de leur contrôle, notamment ses articles 21 et 24 ;

Vu la demande de la Banque marocaine du commerce extérieur en date du 2 mai 1995 ;

Vu l'avis émis par le comité des établissements de crédit en date du 26 juin 1995,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – La Banque marocaine du commerce extérieur, ayant son siège social à Casablanca 140, avenue Hassan II, est autorisée à continuer à exercer son activité après le changement de contrôle intervenu suite à sa privatisation par la cession des participations de l'Etat et des entreprises d'Etat à hauteur de 43% du capital de cette banque.

ART. 2. – Bank Al-Maghrib est chargée de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 3 rabii I 1416 (1er août 1995).

MOHAMMED KABBAJ.

Décret n° 2-95-584 du 25 rabii I 1416 (23 août 1995) portant autorisation de l'impression du magazine « Agadir Aktuell » au Maroc.

LE PREMIER MINISTRE,

Vu le dahir n° 1-58-378 du 3 joumada I 1378 (15 novembre 1958) formant code de la presse, tel qu'il a été modifié et complété, notamment ses articles 27 et 28 ;

Sur proposition du ministre de la communication, Porte parole du gouvernement,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – Madame Angela Beyer, journaliste de nationalité allemande, demeurant au C/O Jochen veil - Weihenstephaner Str. 3/410-81673, München, Germany, est autorisée à imprimer en langue allemande à Agadir, le magazine intitulé « Agadir Aktuell ».

ART. 2. – Le présent décret sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 25 rabii I 1416 (23 août 1995).

ABDELLATIF FILALI.

Pour contreseing :

Le ministre de la communication,
Porte parole du gouvernement,

MOULAY DRISS ALAOUI M'DAGHRI.

Décret n° 2-95-557 du 26 rabii I 1416 (24 août 1995) autorisant l'Office chérifien des phosphates à prendre une participation de 50% dans le capital d'une société à constituer avec un partenaire belge « La société chimique Prayon-Rupel ».

LE PREMIER MINISTRE,

Exposé des motifs,

L'Office chérifien des phosphates envisage de participer au capital d'une société à constituer avec un partenaire belge, la société chimique Prayon-Rupel.

Ce partenariat permettra à l'OCP de diversifier ses activités, d'acquérir un savoir-faire technologique de pointe, d'accéder enfin à un marché des produits phosphatés hors engrais qui représente 15% environ de la consommation mondiale de phosphate.

En outre, l'investissement projeté sera réalisé sur le site de Jorf Lasfar et offrira ainsi une souplesse supplémentaire aux capacités de valorisation installées et à venir.

Vu l'article 8 de la loi n° 39-89 autorisant le transfert d'entreprises publiques au secteur privé promulguée par le dahir n° 1-90-1 du 15 ramadan 1410 (11 avril 1990) ;

Sur proposition du ministre de la privatisation délégué auprès du Premier ministre chargé des entreprises d'Etat,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – L'Office chérifien des phosphates est autorisé à prendre une participation de 50% dans le capital d'une société à constituer avec un partenaire belge « La société chimique Prayon-Rupel ».

ART. 2. – Le ministre de la privatisation délégué auprès du Premier ministre chargé des entreprises d'Etat est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 26 rabii I 1416 (24 août 1995)

ABDELLATIF FILALI.

Pour contreseing :

Le ministre de la privatisation
délégué auprès du Premier ministre
chargé des entreprises d'Etat,

ABDERRAHMAN SAAIDI.

48

Décret n° 2-95-542 du 27 rabii I 1416 (25 août 1995) portant nomination du représentant du ministre de l'emploi et des affaires sociales au conseil d'administration de l'Office national d'électricité.

LE PREMIER MINISTRE,

Vu le dahir n° 1-63-226 du 14 rabii I 1383 (5 août 1963) portant création de l'Office national d'électricité, tel qu'il a été modifié et complété notamment son article 5 ;

Sur proposition du ministre de l'emploi et des affaires sociales,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – M. Ramdane Ouassini, secrétaire général du ministère de l'emploi et des affaires sociales, est nommé membre du conseil d'administration de l'Office national d'électricité en qualité de représentant du ministre de l'emploi et des affaires sociales.

ART. 2. – Le ministre de l'emploi et des affaires sociales est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel.*

Fait à Rabat, le 27 rabii I 1416 (25 août 1995).

ABDELLATIF FILALI.

Pour contreseing :

Le ministre de l'emploi et des affaires sociales,

AMINE DEMNATI.

Arrêté du ministre des transports n° 1827-95 du 22 moharrem 1416 (21 juin 1995) accordant une autorisation d'exploitation de services aériens non-réguliers de transport public par avions-taxis et de services de travail aérien.

LE MINISTRE DES TRANSPORTS,

Vu le décret n° 2-61-161 du 7 safar 1382 (10 juillet 1962) portant réglementation de l'aéronautique civile, tel qu'il a été modifié et complété ;

Vu l'arrêté du ministre des travaux publics et des communications n° 545-72 du 24 rabii II 1392 (7 juin 1972) relatif aux conditions de navigabilité des aéronefs ;

Vu l'arrêté du ministre des travaux publics et des communications n° 303-68 du 29 safar 1388 (28 mai 1968) relatif à l'autorisation d'exploitation de services aériens de transport public et de services de travail aérien ;

Vu la demande d'autorisation en date du 29 mai 1995 formulée par la société MAINT AERO,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – La société MAINT AERO dont le siège social est à l'avenue Allal El Fassi, résidence N'fis 1, batiment 15, appartement 4 - Marrakech, est autorisée à exploiter des services aériens non-réguliers de transport public TPP3 et des services de travail aérien dans les conditions fixées par le présent arrêté avec l'appareil suivant :

– CESSNA 207 - immatriculé CN-TEA.

ART. 2. – La présente autorisation est particulière et n'est transmissible à aucune autre personne physique ou morale.

Elle est valable pour le transport à la demande d'un maximum de douze (12) passagers ou 1.200 kgs de frêt par vol à l'intérieur du territoire marocain ou international.

ART. 3. – Le poids total au décollage des avions-taxis destinés à assurer ce transport ne doit pas être supérieur à 5.700 kgs.

ART. 4. – Les services aériens non-réguliers de tranport public ne sont autorisés qu'à la condition de ne pas porter préjudice aux lignes régulières.

En particulier ces services ne doivent pas faire l'objet d'horaires publiés ni constituer des séries systématiques de vols.

ART. 5. – Pour le transport public, la société devra souscrire une police d'assurance garantissant à ses passagers en cas d'accident une indemnité forfaitaire dont le montant ne devra pas être inférieur à celui fixé par le décret précité n° 2-61-161 du 7 safar 1382 (10 juillet 1962).

Mention de cette assurance devra être portée sur le billet remis aux passagers.

De plus, pour l'ensemble des activités aériennes autorisées, la société devra souscrire une police d'assurance la garantissant contre le risque des dommages causés aux tiers à la surface conformément aux dispositions du décret susvisé.

ART. 6. – Les services de travail aérien autorisés se rapportent aux domaines suivants :

– Publicité - prise de vues aériennes - opérations d'urgence ;

– Relevés aériens - observation et surveillance.

ART. 7. – Le personnel destiné à la conduite des appareils de la société doit être titulaire de la licence de pilote professionnel d'avion.

– Les travaux aériens qui nécessitent des vols à des hauteurs inférieures aux minima fixés par le décret n° 2-61-161 du 7 safar 1382 (10 juillet 1962) ne peuvent être exécutés que par des pilotes munis d'un certificat de vol rasant délivré par la direction de l'aéronautique civile.

ART. 8. – Pour les prises de vues aériennes les pilotes doivent :

– Se soumettre aux vérifications, contrôles et saisies qui peuvent être effectués aussi bien par le personnel de contrôle de la navigation aérienne que par celui de la direction de la sûreté nationale et de la gendarmerie royale ;

– Se présenter au contrôle local de l'aéroport de départ pour signaler aux services de la navigation aérienne la zône qui doit être survolée, les altitudes auxquelles sera effectué le vol projeté et la nature de ce dernier ;

– S'abstenir de prendre des vues aériennes au-dessus des zônes dont le survol est interdit et éviter notamment le survol des installations militaires et de tout établissement intéressant la défense nationale.

ART. 9. – Les travaux aériens de prises de vues, publicités, relevés, observation et surveillance doivent faire l'objet d'un programme établi conformément au modèle délivré par la direction de l'aéronautique civile et présenté à son approbation au moins 15 jours avant la date prévue pour le début de ces travaux.

– La durée de réalisation de ce programme ne doit pas excéder 30 jours.

ART. 10. – La société est tenue de porter à la connaissance du ministre des transports tout transfert de siège social, toute modification des statuts, toute décision de l'assemblée générale affectant le montant et la réalisation du capital social ou la désignation du gérant.

ART. 11. – La société sera soumise au contrôle de la direction de l'aéronautique civile pour l'application des dispositions fixées par

les conventions internationales, les lois et règlements en vigueur relatifs aux conditions de travail du personnel et à l'exploitation technique et commerciale des services aériens de transport public et des services de travail aérien.

- Ce contrôle peut être exercé au sol ou en vol par tout agent muni d'un ordre de mission établi par la direction de l'aéronautique civile ;
- La société doit sur demande de l'agent chargé du contrôle lui communiquer tous les documents relatifs à la gestion commerciale et technique ;
- Le directeur de l'aéronautique civile, peut déléguer certaines de ces attributions de contrôle à un agent d'un organisme technique dûment habilité à cet effet.

ART. 12. – La société devra présenter à la direction de l'aéronautique civile, dans les trois mois qui suivent la clôture de chaque exercice fiscal un dossier comportant les renseignements suivants :

- Liste du personnel avec nom, prénom, nationalité et fonction ;
- Nombre d'heures de vol effectuées et chiffre d'affaires ;
- Bilan - compte d'exploitation générale - compte pertes et profits ;
- Coût de l'heure de vol et tarifs appliqués.

Elle devra également lui fournir, à sa demande, toute autre information jugée utile.

ART. 13. – Les avions appartenant à la société ou affrétés par celle-ci et qui sont destinés aux services de travail aérien visés à l'article 6, doivent être équipés d'installations radio leur permettant d'établir des communications radio téléphoniques VHF/AIR/SOL à tout moment de leur vol avec les organes responsables du contrôle du trafic aérien dans l'espace où ils évoluent.

ART. 14. – Cette autorisation est valable à compter de la date de sa signature et jusqu'au 31 décembre 1995. Elle peut être renouvelée pour une période d'un an.

La demande de renouvellement doit parvenir au ministre des transports un mois avant la date d'expiration de cette autorisation.

ART. 15. – Sans préjudice des sanctions pénales qui sont prévues à la troisième partie du décret n° 2-61-161 du 7 safar 1382 (10 juillet 1962), le ministre des transports peut prononcer la suspension ou le retrait immédiat de cette autorisation dans les cas suivants :

- non-respect des obligations figurant dans le présent arrêté ;
- infractions aux dispositions du décret n° 2-61-161 du 7 safar 1382 (10 juillet 1962) notamment le survol des zones interdites, en particulier la zone prohibée de Skhirat (cf. circulaire n° 2152 DA/4 du 1er juillet 1974 et zone interdite GMP 10 dans AIP Maroc) ;
- si l'intérêt public l'exige.

ART. 16. – Le directeur de l'aéronautique civile est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 22 moharrem 1416 (21 juin 1995).

Pour le ministre des transports,
Le secrétaire général,
ABDELKADER NOUINI.

Arrêté du ministre des finances et des investissements extérieurs n° 2162-95 du 17 rabii I 1416 (15 août 1995) portant agrément de la société « SOGECREDIT » en qualité de société de financement.

LE MINISTRE DES FINANCES ET DES INVESTISSEMENTS EXTÉRIEURS,

Vu le dahir portant loi n° 1-93-147 du 15 moharrem 1414 (6 juillet 1993) relatif à l'exercice de l'activité des établissements de crédit et de leur contrôle, notamment son article 21 ;

Vu la demande formulée le 3 avril 1995 par la Société générale marocaine des banques pour le compte de la société « SOGECREDIT » ;

Vu l'avis conforme du comité des établissements de crédit émis le 26 juin 1995,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – La société « SOGECREDIT » est agréée en qualité de société de financement pour effectuer les opérations de crédit-bail, de crédit à la consommation, de crédits sous forme d'engagement par signature et de mise à la disposition de la clientèle des moyens de paiement ou leur gestion conformément aux dispositions du dahir portant loi n° 1-93-147 du 15 moharrem 1414 (6 juillet 1993) susvisé.

ART. 2. – Bank Al-Maghrib est chargée de l'application des dispositions du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 17 rabii I 1416 (15 août 1995).

MOHAMMED KABBAJ.

Arrêté conjoint du ministre des affaires culturelles et du ministre des finances et des investissements extérieurs n° 2170-95 du 20 rabii I 1416 (18 août 1995) complétant l'arrêté conjoint du ministre des affaires culturelles et du ministre des finances n° 719-89 du 23 chaoual 1409 (29 mai 1989) fixant les droits d'entrée aux monuments et sites historiques relevant du ministère des affaires culturelles.

LE MINISTRE DES AFFAIRES CULTURELLES,
LE MINISTRE DES FINANCES ET DES INVESTISSEMENTS EXTÉRIEURS,

Vu le décret n° 2-84-22 du 7 rabii II 1404 (11 janvier 1984) portant institution des rémunérations de services rendus par le ministère des affaires culturelles, notamment son article 2 ;

Vu l'arrêté conjoint du ministre des affaires culturelles et du ministre des finances et des investissements n° 719-89 du 23 chaoual 1409 (29 mai 1989) fixant les droits d'entrée aux monuments et sites historiques relevant du ministère des affaires culturelles, tel qu'il a été complété,

ARRÊTENT :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté conjoint n° 719-89 du 23 chaoual 1409 (29 mai 1989) susvisé est complété ainsi qu'il suit :

50

« *Article premier.* – Les droits d'entrée aux monuments et sites « historiques relevant du ministère des affaires culturelles et cités « ci-dessous sont fixés conformément au tableau suivant :

NOM ET LOCALISATION DU MONUMENT OU SITE	DROITS D'ENTRÉE FIXÉS EN DIRHAMS		
	ADULTES		ENFANTS
	MAROCAINS	ÉTRANGERS	de moins de 12 ans
.....	.....	.....	.....
– Borj Er-rokni à Salé	.....	.....	.....
– Grotte du site du Zegzel (région d'Oujda)	5	10	3
– Eglise portugaise à Safi	5	10	3

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 20 rabii I 1416 (18 août 1995).

Le ministre des affaires culturelles,
ABDALLAH AZMANI.

Le ministre des finances et des investissements extérieurs,
MOHAMED KABBAJ.

ORGANISATION ET PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

TEXTES PARTICULIERS

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA MISE EN VALEUR AGRICOLE

Arrêté du ministre de l'agriculture et de la mise en valeur agricole n° 1720-95 du 29 hija 1415 (29 mai 1995) portant règlement de l'examen d'aptitude professionnelle pour l'accès au grade d'agent technique principal du ministère de l'agriculture et de la mise en valeur agricole.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA MISE EN VALEUR AGRICOLE,

Vu le dahir n° 1-58-008 du 4 chaabane 1377 (24 février 1958) portant statut général de la fonction publique ;

Vu le décret royal n° 401-67 du 13 rabii I 1387 (22 juin 1967) portant règlement général des concours et examens pour l'accès aux cadres, grades et emplois des administrations publiques ;

Vu le décret royal n° 1195-66 du 27 kaada 1386 (9 mars 1967) portant statut particulier du personnel du ministère de l'agriculture et de la réforme agraire et notamment son article 4, paragraphe 1er, tel qu'il a été modifié par le décret n° 2-84-797 du 9 hija 1407 (5 août 1987),

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'examen d'aptitude professionnelle pour l'accès au grade d'agent technique principal du ministère de l'agriculture et de la mise en valeur agricole prévu à l'article 4, paragraphe 1 du décret royal n° 1195-66 du 27 kaada 1386 (9 mars 1967), est ouvert aux agents techniques ayant au moins 4 années de service effectif dans leur grade.

ART. 2. – Les candidats devront opter pour l'une des options suivantes :

- Industries agricoles et alimentaires ;
- Élevage ;
- Topographie ;
- Machinisme agricole ;
- Production végétale ;
- Eaux et forêts ;
- Horticulture.

ART. 3. – L'examen sera organisé par arrêté du ministre de l'agriculture et de la mise en valeur agricole selon les besoins des services pour une, plusieurs ou toutes les options énumérées à l'article 2 du présent arrêté.

ART. 4. – L'examen comporte trois épreuves :

	Durée	Coefficient
A) Épreuve écrite se rapportant à l'option	3 h	3
B) Épreuve pratique se rapportant à l'option (en salle ou sur le terrain) ...		3
C) Entretien avec le jury		2

ART. 5. – Les épreuves peuvent être traitées en arabe, en français ou en espagnol selon le choix du candidat.

ART. 6. – Les notes sont chiffrées de 0 à 20. A ces notes s'ajoute une note exprimant la valeur professionnelle de l'agent (coefficient 1). Cette note est attribuée par le jury de l'examen sur la base d'un rapport établi par le supérieur hiérarchique.

ART. 7. – Toute note égale ou inférieure à 5 sur 20 est éliminatoire. Nul ne peut être déclaré admissible s'il n'a pas obtenu pour les épreuves écrite et pratique une moyenne au moins égale à 10 sur 20.

Aucun candidat ne sera déclaré définitivement admis s'il n'a pas obtenu pour l'ensemble des épreuves et la note professionnelle, une moyenne au moins égale à 12 sur 20.

ART. 8. – Le jury d'examen est composé pour chaque option d'au moins trois (3) membres dont un président.

La commission de surveillance est composée de trois (3) membres dont un président.

Le jury d'examen et la commission de surveillance sont désignés par décision de l'autorité gouvernementale chargée de l'agriculture et de la mise en valeur agricole.

ART. 9. – Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa publication au *Bulletin officiel* et abroge à compter de la même date l'arrêté n° 757-80 du 27 rabii II 1400 (15 mars 1980) portant règlement de l'examen d'aptitude professionnelle pour l'accès au grade d'agent technique principal du ministère de l'agriculture et de la réforme agraire.

Rabat, le 29 hija 1415 (29 mai 1995).
HASSAN ABOU AYOUB.

51

Official Bulletin: 1995 Water Law

Morocco

Prepared for the United States Agency for International Development
under Contract #HNE-C-00-96-90027-00

January 2000

Development Alternatives, Inc.
7250 Woodmont Ave. Suite 200
Bethesda, Maryland 20814

FORWARD

Collaborative Approaches for Resolving Water Issues

The FORWARD Team

Development Alternatives, Inc., Bethesda MD (Prime Contractor)
Arab Scientific Institute for Research and Transfer of Technology, Ramallah West Bank/Gaza
Camp Dresser & McKee International Inc., Cambridge MA
CDR Associates, Boulder CO
Conflict Management Group, Cambridge MA
EnviroConsult Office, Amman Jordan
Environmental Quality International, Cairo Egypt
HDR Engineering, Inc., Austin TX
Jordan Institute of Public Administration, Amman Jordan
Marketing Research Organization, Amman Jordan
Management, Planning and Research Consultants, Beirut Lebanon
National Center for Middle East Studies, Cairo Egypt
Training Resources Group, Alexandria VA
Water and Environment Research and Study Center, Amman Jordan

KINGDOM OF MOROCCO

OFFICIAL BULLETIN

OFFICIAL TRANSLATION EDITION

Edition price: 6 DH – Edition from previous years: 9 DH – Annual tables are provided free of charge to subscribers

EDITIONS	SUBSCRIPTION FEES			SUBSCRIPTION
	IN MOROCCO		ABROAD	OFFICIAL PRINT HOUSE RAABAT – CHELLAH Tel.: 76.50.24 – 76.50.25- 76.54.1? C.C.P. No. 101-16 W - Rabat
	6 months	1 year		
General Edition	80 DH	120 DH	By regular or air mail, the rates specified here do not include postage, as set by the postal regulations in force	
Official Translation Edition	60 DH	100 DH		
Legal, judicial and administrative announcements edition	80 DH	120 DH		
Edition including debate by the House of Representatives		100 DH		

The official translation edition contains the official translation of the laws and regulations as well as the foreign language text of international conventions when applicable, based on the provisions of those conventions, either alone or in conjunction with the Arabic text.

SUMMARY

GENERAL TEXTS

Pages

Water

Dahir No. 1-95-154 dated August 16, 1995 (18 Rabii I 1416) regarding enactment of Law No. 10-95 related to water 626

Loan agreements executed between the Government of the Kingdom of Morocco and the French Development Fund

Decree No. 2-95-522 dated August 23, 1995 (25 Rabii I 1416) approving the loan agreement for 157 million French Francs, executed on July 13, 1995 (14 Safar 1416) between the Government of the Kingdom of Morocco and the French Development Fund to finance the small and medium agricultural irrigation projects of the mid-Sebou valley. 663

Decree No. 2-95-523 dated August 23, 1995 (25 Rabii I 1416) approving the loan agreement for 95.6 million French Francs, executed on July 13, 1995 (14 Safar 1416) between the Government of the Kingdom of Morocco and the French Development Fund to finance the rural potable water supply project 663

Loan agreements between the Government of the Kingdom of Morocco and the International Reconstruction and Development Bank.

Decree No. 2-95-568 dated August 23, 1995 (25 Rabii I 1416) approving the loan agreement, executed on August 1, 1995 (3 Rabii I 1416) between the Kingdom of Morocco and the International Reconstruction and Development Bank for 250,000,000 USD for the development of capital markets. 664

Decree No. 2-95-560 dated August 23, 1995 (25 Rabii I 1416) approving the loan agreement involving an amount equivalent to 57,600,000 USD, executed on July 7, 1995 (8 Safar 1416) between the Kingdom of Morocco and the International Reconstruction and Development Bank for the financing of the secondary, tertiary and rural roads project 664

House of Representatives – Special session.

Decree No. 2-95-607 dated September 8, 1995 (12 Rabii II 1416) announcing a special session of the House of Representatives 664

Mohammedian School of Engineers – Creation of a Space Research Center.

Decree by the Minister of Higher Education, Training of Executives and Scientific Research, No. 1822-95, dated June 29, 1995 (30 Moharrem 1416) regarding the creation of a Space Research Center at the Mohammedian School of Engineers 664

Moroccan Standards

Decree of the Minister of Commerce, Industry and Crafts No. 1946-95 dated July 17, 1995 (18 Safar 1416) requiring the application of Moroccan Standards 665

Decree of the Minister of Commerce, Industry and Crafts No. 2146-95, dated August 15, 1995 (17 Rabii I 1416) requiring the application of Moroccan Standards 665

Faculty of Sciences and Technical Disciplines – Units of each specialization (D.E.U.G. of sciences and D.E.U.T.)

Decree of the Minister of Higher Education, Training of Executives and Scientific Research No. 2092-95, dated August 1, 1995 (3 Rabii I 1416) specifying the module of each area of specialization of the General University Studies Diploma (D.E.U.G. of sciences) of the science and technical faculties. 666

Decree by the Minister of Higher Education, Training of Executives and Scientific Research No. 2093-95 dated August 1,1 995 (3 Rabii I 1416) specifying the module of each area of specialization of the Technical University Studies Diploma (D.E.U.G) of the science and technical faculties.667

Military service – Meetings of selection committees.

Joint Decree of the Assistant to the Prime Minister and the Minister of the Interior, No. 2016-95, dated September 4, 1995 (8 Rabii II 1416) related to the meetings of selection committees for military service for 1995. 668

SPECIFIC TEXTS

Banque marocaine du commerce extérieur [Moroccan Foreign Trade Bank]
Transfer to the private sector

Moroccan Foreign Trade Bank:
Transfer to the private sector.

Decree No. 2-95-430 dated August 9, 1995 (11 Rabii I 1416) decreeing the transfer to the private sector of 26% of the share capital of the Moroccan Foreign Trade Bank 669

Accord.

Decree of the Minister of Finance and Foreign Investment No. 2048-95 dated August 1, 1995 (3 Rabii I 1416) regarding approval of the Moroccan Foreign Trade bank after its privatization.....670

Magazine "Agadir Aktuell"- Printing Authorization.

Decree No. 2-95-584 dated August 23, 1995 (25 Rabii I 1416) regarding printing authorization for the magazine "Agadir Aktuell" in Morocco.....670

Office of Phosphates – Authorization to establish a Belgian partnership "La Société Chimique Prayon-Rupel".

Decree No. 2-95-557 dated August 24, 1995 (26 Rabii I 1416 authorizing the Office of Phosphates to take a 50% shareholding in a company to be established with a Belgian partner "La Société Chimique Prayon-Rupel". 670

National Electricity Office – Appointment of the representative of the Minister of Labor and Corporate Affairs to the Board of Directors.

Decree No. 2-95-542 dated August 25, 1995 (27 Rabii I 1416) regarding the appointment of the representative of the Minister of Labor and Corporate Affairs to the Board of Directors of the National Electricity Office 671

Company MAINT AERO. – Authorization to provide non-standard public air transport services using shuttle planes and aerial services.

Decree of the Minister of Transport No. 1827-95 dated June 21, 1995 (22 Moharrem 1416) granting an operating authorization for non-standard public air transport services using shuttle planes and aerial services.....671

Company "SOGECREDIT" – Approval.

Decree of the Minister of Finance and Foreign Investments No. 2162-95 dated August 15, 1995 (17 Rabii I 1416) regarding approval of the company "SOGECREDIT" as a financing company. 672

Museums, historical monuments and sites under the responsibility of the Minister of Cultural Affairs – Entry rights.

Joint decree by the Minister of Cultural Affairs and the Minister of Finance and Foreign Investments No. 2170-95 dated August 18, 1995 (20 Rabii I 1416), supplementing the joint decree of the Minister of Cultural Affairs and the Minister of Finance and Foreign Investments No. 719-89 dated May 29, 1989 (23 Chaoual 1409) establishing entry rights to historical monuments and sites under the responsibility of the Minister of Cultural Affairs 672

ORGANIZATION AND PERSONNEL OF PUBLIC ADMINISTRATIONS

SPECIFIC TEXTS

minister of Agriculture and Agricultural Affairs

Decree of the Minister of Agriculture and Agricultural Affairs No. 1720-95 dated May 29, 1995 (29 Hija 1415) regarding the verification of professional skills for access to the title of primary technical representative of the Minister of Agriculture and Agricultural Affairs. 673

GENERAL TEXTS

Dahir No. 1-95-154 dated August 16, 1995 (18 Rabii I 1416) regarding the enactment of Law No. 10-95 regarding water.

PRAISE TO GOD ALONE
(Great Seal of His Majesty Hassan II)

Let it be known to all to whom these presents may come – may God lift you up and give you strength!

That our Majesty,

Whereas the Constitution, in particular Article 26 thereof,

HAS SO RESOLVED:

To issue Law No. 10-95 regarding water, adopted by the House of Representatives, on July 15, 1995 (16 Safar 1416), pursuant to this Dahir, and to be published in the Official Bulletin.

Executed in Rabat, on August 16, 1995 (18 Rabii I 1416)

Countersignature:
The Prime Minister,
Abdellatif Filali

LAW NO 10-95 ON WATER

PREAMBLE

Water is a natural, fundamental resource for life and an essential commodity for the majority of man's economic activities.

It is also a scarce resource, which occurs in irregular quantities over time and space. Finally, it is very vulnerable to the negative effects of human activities.

The necessities of social and economic development have placed us in a race to plan water usage in order to satisfy the needs of the population. These needs themselves are continually growing, often competitively, and even in a contradictory manner, making the water management process very complex and difficult to implement.

To address this situation, it is essential to have, in particular, efficient legal instruments to organize the distribution and control of the use of water resources and to also ensure protection and conservation.

CURRENT WATER LAWS IN MOROCCO

The rules governing public water resources have diverse origins. Nevertheless in Morocco, the first text related to water dates from 1914. This text is from July 1, 1914 (Dahir dated 7 Chaabane 1332) and concerns public resources. It was supplemented the 1919 and 1925 Dahirs and integrates all the water, regardless of form under the domain of public water. Since this date, water resources may not be the subject of private appropriation, except for water to which rights were legally acquired. Other texts were subsequently prepared to address any new needs, which may arise.

This group of fundamental texts related to water date back to the first ten years of the century. They were prepared in function of the needs and circumstances in such a way that the current Moroccan law concerning water consists of a group of scattered texts, updated in stages on different dates. Today, this legislation is no longer consistent with the modern organization of the country and no longer meets the needs of its socio-economic development.

The current water usage conditions have changed from the beginning of the century when water resources were in much less demand than today. Because of the lower demand for water, [illegible] low-yield mobilization techniques.

For all these reasons, the revision of the current water laws and their unification within a single law was necessary. In the scope of this revision, this law shall not be limited to the revision of the laws in force, but it shall also and in general concern its supplementation by the provisions related to the domains that it did not cover before and the balancing of the legal system governing water resources.

BENEFITS OF THE WATER LAW

The development of water resources must ensure the availability of a sufficient quantity and quality of water to the group of users in accordance with balanced social and economic development goals, the direction of design planning of the national territory and the possibilities offered by the potential of water for their development and at minimum cost.

The water law is intended to put into place a national water policy based on a long-term vision, which takes into account both the evolution of the resources and the national water needs. It provides legal provisions aimed at streamlining the use of water, general access to water, interdependence between regions, reduction in the disparity between cities and the country within the framework of programs whose objective is to ensure water security throughout the group of territories of the Kingdom.

It would also contribute to an efficient method of creating an adequate framework for the partnership between the administration and rural communities in order to quickly reduce the disparity the in access to drinking water between the city and the country.

In this regard, the water law constitutes the legal basis of the country's water policy and consequently establishes the following objectives:

- coherent and flexible planning of the use of water resources on both the water basin and domestic levels;

- optimal realization and rational management of all water resources, taking into account orders of priority established by the national water plan;

- management of water resources in the framework of a geographic unit, the water basin, which is a significant innovation making possible the design and implementation of decentralized water management. The water basin is the natural geographic space that is best adapted to learning and resolving issues of water resource management, as well as realizing a real regional interdependence between the users of common water resources;

- quantitative and qualitative protection and conservation of the public water domain;

- adequate administration of water making it possible to aid in the design, use and control of the operations noted above; bringing together the public authorities and the users when any decision related to water is made.

It is further intended to enhance the value of water resources and cost-effectiveness of related investments, all taking into consideration the social and economic interests of the population by safeguarding the rights to water access.

To achieve these objectives and reinforce the existing institutional framework for the management of water, the water law creates basin agencies, public establishments, with independent legal standing and autonomous finances. Their mission is to evaluate, plan and manage water resources at the water basin level. These agencies may issue loans, assistance and subsidies to any person investing in the planning or preservation of water resources. Their resources consist of fees recovered from water users and consumers, loans, subsidies, donations... Also, thanks to the flexibility of the management and decision making process, which basin agencies may have, all water users from the same basin may benefit from the financial support and technical assistance necessary to their operations related to the use of public water.

The water law is based on a number of principles, which arise from the objectives noted above:

- the public water domain: According to this principle, set forth in the 1914 and 1919 Dahirs, all water is part of the public domain with the exception of recognized and acquired rights. Nevertheless, the necessity of a highest valorization of water resources because of its scarcity resulted in the law limiting these rights so that owners of rights to water only or to water that is only used in part for their property may only grant them to agricultural property owners.

- development of planning and design and distribution of water resources based on a significant consulting between the users and public authorities,

- human health protection by usage regulations; distribution and sale of water for use in food,

- regulation of activities that can pollute water resources,

- rational distribution of water resources in dry periods to reduce the effects of shortage.

- greater agricultural valorization due to improvement in design conditions and use of water for agricultural purposes,

- institution of sanctions and creation of a water policy to suppress all illegal use of water or any activity likely to change its quality.

The benefits of this also include improving the environmental condition of the national water resources. This law will be an efficient way to fight water pollution given that the realization of this objective further requires additional legislation related to coastline management and regulation of the chemical products used in the economic production activities.

The water law will make possible the establishment of new rules on the use of water in addition to the socio-economic conditions of modern Morocco and will establish bases for efficient water management in the future in order to relive the challenges expected to the security of supplying the country. This new law would make it possible to valorize even more the considerable efforts granted for the mobilization and use of water and to make them compatible with the social and economic development goals of twenty-first century Morocco.

FIRST CHAPTER: PUBLIC WATER RESOURCES

FIRST ARTICLE- Water is a public commodity and may not be the object of private appropriation, subject to the provisions of Chapter II, which follows.

The right to water usage is granted subject to the conditions set forth by this law.

ARTICLE 2 – The following are considered public water within the meaning of this law:

a – all expanses of water, whether on the surface or underground; all types of streams and all types of springs;

b - lakes, ponds and sebkhas as well as lagoons, salt swamps and swamps of any kind that do not directly connect with the ocean. Also considered part of this category are plots of land which are not permanently covered by water that are not appropriate for agricultural use in an ordinary year, because of their water potential;

c - artesian wells, wells and public troughs provided by or on behalf of the State as well as their protection zones defined by regulatory channels. These zones are comprised of an immediate zone, integrated into the public water resources and, possibly a nearby zone and a distant zone which are only subject to constraints.

d - canals for navigation, irrigation or drainage for public use as well as the land included in their free-board, the width of which must not exceed 25 meters for each free-board;

e - dikes, dams, aqueducts, channels, water conduits and open troughs in public use for the defense of the land adjoining the waters, irrigation, water supply in urban centers and rural towns or the use of water power;

f - permanent and non-permanent water springs as well as their sources; sources of torrents in which water flow leaves visible tracks;

g - banks up to the level attained by flood waters, the frequency of which is set forth by regulations for each water stream or section thereof and moreover, in the parts of water streams subject to the influence of tides, all surfaces covered by tides with a coefficient of 120.

h - free-boards beginning at the edge of the banks;

1) having a width of six meters on a defined body of water or section thereof: from the mouth of the Moulouya to its sources, from the mouth of the Sebou to its sources, from the mouth of the Loukkos to its sources, from the mouth of the Oum Er R'bia to its springs and from the mouth of the Bou Regreg to the Sidi Mohamed Ben Abdellah;

2) having a width of two meters on other bodies of water or sections thereof.

ARTICLE 3 – If, due to natural causes, the bed of a flow of water is modified, the edge of the free-boards shall be moved according to the width specified in Paragraph h of Article 2 above, parallel to the new bed.

The zone between the former and new edges of the free-boards shall be, in the event of backward movement, incorporated into the public water domain without compensation to the waterside residents, who would only be able to remove structures and facilities built by them as well as harvests by hand; in the event of an advance, said zone shall be returned free of charge to the riverside resident if he is able to justify having been owner of the property before it was covered by the waters, all subject to the rights of way which result or may result from custom, or from laws and regulations.

ARTICLE 4 – The new bed of a flow of water which opens up naturally without assistance from man shall be incorporated into the public water resources with the corresponding freeboards.

If the former bed is not entirely abandoned by the waters, the owners of the depths crossed by the new body of water shall not be entitled to any compensation.

If the former body of water is, on the contrary, entirely free of water, the owners shall be entitled to the following compensation:

- when the abandoned bed and the new bed open over their entire length through one and the same property, the former of these beds and its free-boards shall be declassified and freely transferred to the owner of this property.

- when the two beds, former and new, cross over property that belongs to different owners, the body and its free-boards shall be declassified and the waterside residents may acquire ownership of it by priority, with each being up to line of the former bed. The price of the former bed shall be established by experts designated by the presiding judge of the competent court at the request of the administration.

Upon failure by the waterside residents to declare their intent to purchase the property at the prices established by the experts within three months of their notification by the administration, the former property shall be assigned in accordance with the rules concerning assignment of private property of the State.

Proceeds from the sale shall be distributed to the owners of the property occupied by the new waters as compensation in proportion to the value of the land taken from each one.

ARTICLE 5 – The limits of public water resources shall be established in accordance with the provisions set forth in Article 4 of the July 1, 1914 (2 Chaabane 1332) Dahir concerning the public domain.

CHAPTER II: ACQUIRED RIGHTS TO PUBLIC WATER RESOURCES

ARTICLE 6 – Ownership, enjoyment or usage rights that were properly acquired to the public water domain prior to the publication of the July 1, 1914 (7 Chaabane 1332) Dahir concerning the public domain up to the publication of the August 1, 1925 (11 Moharrem 1344) Dahir concerning the water system shall be maintained, as they were modified or supplemented or, for areas where these texts are not applicable, on the date of recovery of the latter by the Kingdom.

The owners or holders who, as of the publication date of this law, have not submitted claims to the administration based on the existence of these laws, shall have a period of five (5) years to submit the corresponding claim.

Beyond this period, rights to public water resources may not be obtained by anyone.

ARTICLE 7 – Recognition of these acquired rights to public water resources is made at the request of and through the administration or at the request of the interested parties following public inquiry into the conditions that are determined by regulatory channels.

ARTICLE 8 – Recognized water rights are subject to provisions concerning the use of water enacted by the national water plan and the integrated master development plans for water resources as set forth in Chapter IV of this law.

The owners whose rights were properly recognized may only lose these rights through expropriation.

This expropriation may only take place following the conditions set forth by Law No. 7-81 concerning expropriation for public use and temporary occupancy, enacted by the May 6, 1982 (11 Rajeb 1402) Dahir.

ARTICLE 9 – Water used for irrigation of a determined piece of land and which belongs to the owner of said piece of land shall be sold either at the same time as the piece of land or sold separately from this piece of land and always to the benefit of the owner, on the condition that the recipient be the owner of agricultural property to which these water rights shall be attached.

In the event that the piece of land is divided, the provisions of Article 11 below shall apply:

ARTICLE 10 – The owners of acquired rights to the water only or to water that is used only in part for their property must, within a five (5) year period beginning with the publication date of this law or of the instrument recognizing who are the owners and holders set forth above in Article 6, sell in whole or part the rights that they do not use to physical persons or legal entities that own agricultural property and to the benefit of this property or the State.

Beyond this period, the water rights of which the owners did not agree to any assignment proceedings in accordance with the provisions of the preceding paragraph, shall be expropriated at the benefit of the State pursuant to the conditions defined by the aforementioned Law No. 7-81.

ARTICLE 11 – Any assignment or rental of agricultural property available for the irrigation of waters on which the rights to third parties are recognized, may only be carried out if the owner of the property submits to the recipient or to the lessor a water rental agreement, established in the name of the recipient or lessor, which guarantees them the water which they need for irrigation of said property for a determined period of time and price.

CHAPTER III: CONSERVATION AND PROTECTION OF PUBLIC WATER RESOURCES

ARTICLE 12 – a) The following are prohibited:

1 – anticipation in any manner, particularly through construction on the borders of the free-boards of temporary or permanent streams, open channels, lakes, springs as well as on the borders of expropriations of aqueducts, water conduits, navigation, irrigation or drainage that is part of the public water domain;

2 – placement within the border of the public water domain any obstacle to navigation, the free flow of water and the free circulation on the freeboards;

3 – throwing objects into bodies of water, which could obstruct the water and cause alluvial deposit;

4 – crossing open channels, conduits, aqueducts or open air channeling including in the public water domain, with vehicles or animals beyond passages specially reserved for this purpose, and allowing animals to enter the expropriated property of the irrigation or drainage canals. Points where herds may, as an exception, enter the canals to drink have been established by the basin agency.

b) The following shall be prohibited without prior authorization submitted in accordance with the methods established through regulatory channels:

1 – addition or removal of any deposit, planting or crop in the public water domain,

2 – the cleaning out, deepening, enlargement, straightening or regulation of permanent or temporary streams,

3 – bleedings or water intakes on public works projects, streams and any other aspect of public water resources,

4 – excavations of any kind, particularly extractions of construction materials in water less than 10 meters from the limit of the free-board of the flowing water or expropriation of the conduits, aqueducts and canals. Authorization shall not be granted when these excavations are the types, which harm public works projects.

CHAPTER IV: PLANNING THE DESIGN OF WATER BASINS AND THE USE OF WATER RESOURCES

Section I: Water and Atmosphere Commission

ARTICLE 13 – "The Water and Atmosphere Commission" shall be created and shall be responsible for determination of the general direction of the national policy on issues concerning water and the atmosphere.

Aside from possible consultation requested by governmental authority, the Water and Atmosphere Commission shall examine and prepare an opinion on:

* the national strategy for improving knowledge of the atmosphere and controlling the impact on the development of water resources;

* the national water plan;

* integrated development plans of water resources for water basins and, in particular, the distribution of water among different usage sectors and different regions of the country or of a same basin, as well as the provisions for the valorization, protection and conservation of the water resources.

ARTICLE 14 - Water and Atmosphere Commission is composed of the following:

1 – half, representatives from the:

- State,
- basin agencies,
- National Potable Water Office
- National Electricity Office
- Regional Offices of Agricultural Development.

2 – half, representative from the:

- water users, elected by their peers,
- department or province assembly, elected by their peers,
- higher education and scientific research institutions in the fields of water resources engineering, its rationalization, the protection of water resources, etc.

- professional and scientific associations, experts in the field of water resources engineering, its rationalization, the protection of water resources, etc.

The Council may invite any competent person or water specialist to participate in its meetings.

SECTION II: THE NATIONAL WATER PLAN AND THE INTEGRATED MASTER DEVELOPMENT PLANS FOR WATER RESOURCES

ARTICLE 15 – The State plans the use of the national water resources in the framework of the water basins.

Within this law, "Water basin" is:

a- the entire topographical surface drained by a stream and its tributaries from the source to the ocean or as far as a significant flow in the stream is detectable within the territorial limits,

b – or any regional grouping formed of basins or sections of water basins as defined in the preceding paragraph and, which constitute a water unit based on its dependence, for water supply, on a resource unit.

The limits of each water basin are established by regulations.

ARTICLE 16 – An integrated master development plan for water resources shall be established by the administration for each basin or group of water basins. Its principal objective is the management of water resources from the basin, including estuary waters to quantitatively and qualitatively ensure the present and future water needs of the many users of the water basin.

The integrated master development plan for water resources must define:

1 - the territorial limits of the basin or basins to which it applies;

2 – the quantitative and qualitative appraisal and development of the water resources and needs in the basin;

3 – the plan to share the water between different sections of the basin and the primary uses of the water in the basin; this plan will possibly specify the amounts of surplus water, which may be transferred to other basins.

4 – the operations necessary for the mobilization, distribution, protection, restoration of water resources and the public water domain, particularly water works;

5 – the quality objectives as well as the appropriate measures and time periods to achieve them;

6 – the priority order to be considered for sharing the waters set forth in Paragraph 3 above, as well as the measures necessary to address exceptional atmospheric conditions;

7 – the establishment of a general outline of the water planning of the basin that will ensure the conservation of resources and ensure that they are sufficient for the needs;

8 – the protected and prohibited areas set forth by Articles 49 and 50 respectively of this law;

9 – the specific conditions for the use of water, in particular those conditions concerning its assessment, the preservation of its quality and waste prevention.

ARTICLE 17 - The integrated master development plan of the water basin shall be established by the administration for a minimum period of 20 years. It may be revised every five years, except in exceptional cases that requires a change in its content prior to that time. The conditions and procedure for its preparation and revision shall be established through regulatory channels.

The integrated master development plan of the water basin shall be approved by decree following opinion of the Water and Atmosphere Commission.

ARTICLE 18 – When an integrated master development plan for the water basin is approved by any authorization set forth by this law for the purpose of use of the public water domain, it shall only be granted when consistent with the objectives specified in said plan.

ARTICLE 19 – A national water plan shall be developed by the administration based on the results and findings of the master development plans for the water basins addressed above in Article 16. The plan shall be approved through a decree following the opinion of the Water and Atmosphere Commission. It will define:

- the national priorities for mobilization and use of water resources,

- the plans and completion dates of national water development,

- the necessary links between it and the integrated development plans for water resources, the regional development plans, etc.

- all supporting measures including economic, financial, regulatory, organizational, community awareness and education measures necessary for its implementation,

- the process for transfer from surplus water basins to those with deficits.

The national water plan shall be established for a minimum period of twenty (20) years. It may be subject to periodic revisions every five years, unless special circumstances require changes in its content prior to this time.

Section III: Basin Agencies

ARTICLE 20 – A public establishment called "basin agencies", which are endowed by a legal entity and financially independent shall be created for each water basin or group of basins

The basin agencies shall be responsible for the following:

1 - preparation of the integrated master development plan for water resources concerning the their action zones;

2 – supervision of the application of the integrated master development plan for water resources within its action zone;

3 – granting authorizations and concessions for the use of the public water domain set forth in the integrated development plan for water resources in its area;

4 – providing any financial or service assistance, in particular, technical to public or private persons who make requests either to prevent pollution of water resources or for the development or use of the public water domain;

5 – carrying out piezometer or gauging activities as well as water and hydro geological studies, planning and management of water as well as quantitative and qualitative planning;

6 – carrying out all quality measures and apply the provisions of this law and laws in force concerning the protection of water resources and the restoration of their quality in cooperation with the government authority responsible for the environment;

7 – proposal and implementation of adequate measures, in particular by regulatory order to ensure water supply in the event of water shortages in accordance with Chapter X of this law or to prevent flooding;

8 – management and control of the use of mobilized water resources;

9 – creation of the infrastructure necessary for the prevention and fight against floods;

10 – maintenance of a register of the recognized water rights and concessions and sampling authorizations granted.

The action zone for each basin agency and the date that the provisions of this article, which are established by decree, enter into force.

Article 21 – The basin agency shall be administered by a Board of Directors that is chaired by a government official responsible for water resources. The number of board members may be no less than 24 and shall not exceed 48. It shall in cases, be composed of:

1 – one third, government representatives,

2 - one quarter, representatives from public establishments under government supervision, and responsible for the production of drinking water, hydroelectric energy and irrigation.

3 – the remainder of the representatives shall be from :

- the concerned agriculture groups,
- the concerned commercial, industrial and service groups

- concerned provincial or civil assemblies,
- concerned ethnic groups,
- concerned agricultural associations of water users elected by their peers.

The Board of Directors shall:

- examine the integrated master development plan for the water basin prior to its approval,

- study the water management and development programs as well as the annual and long term general activity programs of the agency prior to their approval by the government authority responsible for water resources,

- prepare the agency accounts and budget,

- assign fees collected from pollution to specific water decontamination activities,

- present the table of fee rates, which are payments for agency loans, to the government authority responsible for water resources,

- prepare the bylaws concerning agency personnel, which shall be approved in accordance with the conditions set forth in the laws in force for employees of public institutions,

- approve agreements and contracts on concessions granted by the basin agency.

The Board of Directors may create any committee, to which it deems the delegation of some of its authority is useful.

ARTICLE 22 – The basin agency shall be managed by a director appointed in accordance with laws in force.

The director of the agency shall have all the authority and competence necessary for the management of the basin agency. He shall carry out the decisions of the Board of Directors and, when applicable, the committees. He shall grant authorizations and concessions for use of the public water domain set forth in this law.

ARTICLE 23 – The agency budget includes the following:

1/ Resources:

- the income and profits from usage as well as those from its operation and its assets;

- income from fees, which are paid by the beneficiaries of the loan;

- income from usage fees for the public water domain;

- government subsidies;

- donations, bequests and various income;

- payable advances and loans from the government, public or private organizations as well as loans authorized in accordance with regulations in force;

- extra-budgetary taxes instituted for its benefit;

- all other receipts related to its activity.

2/ Expenses:

- charges for agency usage and investment;

- repayment of advances and loans;

- all other expenses related to its activity.

ARTICLE 24 – The public water resource assets, which are necessary for the basin agencies to carry out their duties specified by this law, are available to them pursuant to the terms and conditions set forth by regulatory channels.

For the set up of the initial property of the basin agency, the assets, furniture and real estate related to the private domain of the State necessary to the proper function on the agency, shall be fully transferred to the agency pursuant to the methods set forth by regulatory channels.

CHAPTER V: GENERAL CONDITIONS FOR WATER USAGE

Section I: Owners' Rights and Obligations

ARTICLE 25 – Owners are entitled to use the rainwater that falls on their property.

The methods for artificial water collection on private property have been set forth by regulatory channels.

ARTICLE 26 – Subject to the provisions of all articles commencing with Article 36 of this law, any owner may, without authorization, drill wells on their property, the depth of which may not exceed the limit set forth by regulatory channels. Owners are entitled to use this water, subject to the rights of third parties and the provisions of this law.

ARTICLE 27 – Any water sample existing as of the publication date of this law, in a period determined by regulatory channels, shall the subject of a declaration.

Relative to water samples that have not been authorized, this declaration shall be the same as the authorization request and shall be prepared as such, subject to the provisions of Articles 6 and 8 of this law.

ARTICLE 28 – Any owner who wishes to use water, to which he is entitled, may obtain passage of this water on intermediary properties, subject to a fair and advance compensation.

The owners must receive the water, which may flow from land irrigated in this manner with no compensation if applicable.

Houses, yards, garden, parks and enclosures adjacent to residential property shall be exempt from this encumbrance.

ARTICLE 29 – Any owner who wishes to proceed with the removal of harmful water from their property may obtain the passage of this water onto intermediary property under the same conditions as those set forth in this article.

Nevertheless, owners of property that is crossed by water shall have the capacity to use projects carried out for this purpose to redirect the water off of their own property, subject to a financial contribution to the projects which have been or remain to be implemented and for the support of the installations that consequently become common.

ARTICLE 30 – The provisions of Articles 28 and 29 above shall not encumber the ability to exercise special passage rights arising from uncontested customary practice, which may exist in certain areas.

ARTICLE 31 – Owners of property that borders streams of water, lakes, aqueducts, conduits of water, irrigation or purification canals created for public use shall be subject to a encumbrance within the boundary of a four meter width beginning at the free-board, intended to allow the free passage of administration or water basin employees and equipment, as well as the storage of dredging products or the creation of installations and projects in the public interest.

This encumbrance shall require the owners of property bordering water to refrain from any activity, which would harm the proper function, maintenance and conservation of the streams of water, lakes and structures.

In the case where this encumbrance leads to no use of developed parcels, the owner shall be entitled to demand expropriation.

When the encumbrance zone is insufficient for establishing a road, the administration or basin agency may, without the express consent of the owners of the property bordering water, acquire the land necessary through expropriation channels.

ARTICLE 32 – The creation of installation or projects set forth in the preceding article on encumbered land must be announced in writing to the owners or users of said land.

In the absence of an amicable agreement, the competent court shall determine damages resulting from this use.

ARTICLE 33 – Any owner of land with a registered encumbrance for a period exceeding one year may, at any time during the term of the encumbrance, demand from the beneficiary of this encumbrance, acquisition of this land.

If this request is not brought before the court within one year, the owner may go to the competent courts to obtain a ruling on transfer of the property and determination of the amount of the compensation.

This compensation shall be determined as an expropriation for the public interest.

ARTICLE 34 – In the absence of prior authorization, the administration may proceed ex officio, at the expense of the defendants, with the demolition of any new construction or any raising of a new enclosure as well as the destruction of any planting within the areas subject to encumbrance if the concerned parties do not act on the formal notice addressed to them by the administration to proceed with their operations within a period of no less than fifteen days.

If necessary, the administration may request, for payment, the destruction of trees and the demolition of existing structures inside the borders of these areas and may proceed ex officio, if within a period of three months, no action has been taken in regard to its request.

ARTICLE 35 – The state, local communities and duly authorized contract holders shall be entitled to conduct water research projects in accordance with the provisions of the law on expropriation in the public interest and temporary occupation.

SECTION II: AUTHORIZATIONS AND CONCESSIONS RELATED TO THE PUBLIC WATER DOMAIN

ARTICLE 36 - Authorizations and assignments related to the public water domain that are the subject of this section and of which the methods of approval are determined by regulatory channels shall be granted following public inquiry. They shall give rise to the collection of the corresponding fees.

The public inquiry shall be performed by a special commission responsible for collecting the claims of concerned third parties. For that purpose, the authorization or assignment must be made available to the public, through the media or any other appropriate medium of advertising, fifteen days prior to the beginning

Of the public inquiry, the duration of which may not exceed thirty days. The basin agency is responsible for ruling on the request or any opposition of a third party, following the advice of the inquiry commission, within a period of fifteen days following the end date the inquiry.

The methods under which the public inquiry shall take place and the composition of the commission shall be determined by regulatory channels.

ARTICLE 37 – Any person or legal entity that uses water from the public water domain is subject to payment of a water usage fee in accordance with the terms and conditions set forth in this law.

The methods for establishing this fee and the recovery of the same shall be determined by regulatory channels.

The fees may be recovered from both the owners and users of installations of water samples, who are jointly and individually responsible for their payment.

ARTICLE 38 – The following are subject to the authorization system:

1 – research projects for catching underground or gushing water, subject to the provisions of Article 26 above;

2 – The drilling of wells and borings at depths exceeding the limit specified in Article 26 of this law;

3 –Collection projects and the use of water from natural springs located on private property;

4 – The establishment, for a period not exceeding five years, renewable, structures with the goal of usage of water from the public water domain, such as water mills, dikes, dams or canals, on the condition that these structures do not hinder the free flow of the water and the free circulation of the free-boards and that they do not pollute the water.

5 –Water samples of outflow in the underground water intake, whether naturally occurring or not, exceeding a limit set forth by regulatory channels;

6 – Water supply points established on streams of water or canals derived from wadis;

7 – Any type of water sample for the purpose of its sale or therapeutic use;

8 – The use of ferries or any means of transportation on streams of water.

ARTICLE 39 – Authorization is granted without prejudice to the rights of third parties. It may grant to the beneficiary the right to occupy parts of the public water domain that are necessary to the authorized operations or installations.

The basin agency shall establish the term of the authorization, which may not exceed twenty years and be renewable, the measures to be taken by the party granted authorization to prevent harm to the water that it uses whether for sampling or drainage, the amount and methods of payment of the fee, the usage conditions, the extension or possible renewal of the authorization as well as the steps for the party granted the authorization to take in application of the provisions set forth in Chapter VI of this law.

The authorization may be revoked by the basin agency at any time, without compensation, following written notification to the concerning party if:

- its conditions are not respected;

- it has not received a usage commencement notification within a period of two years;

- it is sold or transferred without the consent of the basin agency, except special cases set forth above in Article 40.;

- the fees owed are not paid in accordance with the established terms;

- the water is used for any purpose other than those authorized.

The basin agency may at any time, modify, reduce or revoke the authorization in the name of public interest, subject to a notice of no less than thirty days. This modification, reduction or revocation shall entitle the authorized party to compensation if it can prove that direct harm has resulted.

ARTICLE 40 – The authorization of a water supply point for irrigation purposes shall be granted to the benefit of a determined piece of property. The beneficiary of the authorization may not use the water to benefit other properties without new authorization.

In the case of assignment of property, authorization may be legally transferred to a new owner; this new owner must declare this assignment to the basin agency within a period of three months beginning on the assignment date.

Any transfer of authorization carried out independently from a property for which it is granted, shall be invalid and shall result in revocation of the authorization.

If a beneficiary's property is divided, the distribution of water among the parcels shall be subject to new authorizations, which shall replace the original authorization.

ARTICLE 41 – The following activities shall be subject to the distribution system:

1 – development of thermal and mineral resources as well as the use of water from said sources;

2 – establishment of structures on the public water domain that are intended to protect against floods or the accumulation and diversion of water as well as the use of this water, for a period exceeding five years;

3 – development of lakes, ponds and swamps;

4 – samples of water taken on the water supply points or water intakes established on streams of water, canals stemming from wadis or natural springs when the samplings taken exceed the limit set forth by the basin agency or when they are intended for public use;

5 – water intake on streams of water or canals for the production of hydroelectric energy.

The assignment constitutes the actual rights of the limited period, which does not confer to the holder any property rights on the public water domain.

The provisions of this article shall not apply to water resources and structures located on the perimeters developed in whole or part by the State, in particular, the delimited perimeters in the meaning of Article 6 of Dahir No. 1-69-25 dated July 25, 1969 (10 Joumada I 1389) forming the agricultural investment code.

Article 42 – The assignment contract shall determine, in particular:

- the outflow granted,

- the method of water usage,

- the responsibilities and obligations specific to the contract holder,

- the fee to be paid by the beneficiary of the assignment,

- the duration of the assignment, which may not exceed fifty years,

- the type of structures and the performance period of various installation phases and planned developments,

- the steps to be taken by the contract holder to avoid the degradation of the quality of the water resources,

- if applicable, the conditions under which the outflow granted may be modified or reduced as well as the compensation to which the modification or reduction in outflow may give rise,

- if applicable, the buyback, withdrawal and forfeiture conditions of the assignment as well as the conditions of the return of structures to the State at the end of the assignment.

ARTICLE 43 – The assignment of water intake for use in irrigation shall be granted to any person or legal entity to the benefit of the land located within a determined perimeter.

The assignment may be forfeited or revised ex oficio, without compensation, if the water is used outside of the established perimeter or for purposes other than irrigation.

If the property changes owners, the benefits and charges of the concession shall be automatically transferred to the new owners, who must report the transfer to the water basin agency within three months from the change.

The distribution of the water granted among the lands corresponding to different owners shall be determined by the concession instrument; it may only be changed under the conditions set forth for the amendment of said instrument.

ARTICLE 44 – The concession agreement may grant the following rights to the holder:

1. to establish, with the approval of plans by the water basin agency, any work intended to use the authorized flow;

2. to occupy the portions of public land necessary for its facilities;

3. to act on behalf of the water basin agency for the appropriation or temporary occupation of the land necessary for the facilities of the concessionaire, in accordance with Law 7-81 relative to justified appropriation for public utility and temporary occupation.

ARTICLE 45 – Without prejudice to the specific clauses appearing in the concession agreement, the concession may be declared to be forfeited for:

- use of waters other than that authorized or outside of the established usage zone,

- non-payment of fees within the specified terms,

- failure to use the waters granted within the terms specified in the concession agreement,

- non-compliance with the sanitary obligations, in particular in the case of sources of heat.

If the concession is forfeited, the water basin agency may order the restoration of the sites to their initial condition, and if applicable, have it done at the expense of the forfeiting concessionaire.

ARTICLE 46 – If the public interest makes it necessary to suppress or modify regularly constructed facilities, in virtue of an authorization or a concession, the permit holder or the concessionaire shall be entitled, unless provided otherwise in the authorization or concession instrument, to compensation corresponding to the amount of prejudice incurred.

ARTICLE 47 – The water basin agency may order that the work performed without authorization or concession or contrary to the regulation regarding water, be demolished and that, possibly, everything be returned to its initial state by the violating parties, within a term which may not be less than fifteen (15) days. Beyond this term, the water basin agency may perform the work on its own at the expense of the violating parties.
ARTICLE 48 – To supplement the provisions of the Dahir dated August 12, 1913 (9 Ramadan 1331), regarding the registration of fixed assets and other texts regulating the real estate registration system, authorizations and concessions for the removal/diversion of water may be the subject of registration in the real estate registration book, as well as any instruments which acknowledge the water rights acquired.

Section III: Protection perimeters and prohibited perimeters

ARTICLE 49 – So-called protection perimeters may be laid out in the areas where the degree of use of underground waters risks endangering existing water resources. Within these perimeters, the following actions shall be subject to prior authorization:

- drilling any wells or borings,

- any work for replacing or rearranging wells or borings,

- and any use of underground waters, regardless of the flow volume to be removed.

The conditions for delimitation of these perimeters and for granting the authorization shall be established by statute.

ARTICLE 50 – If necessary, prohibited perimeters may be laid down, by decree, in areas where the water level o the quality of water is declared to be in danger of over-use or degradation.

Within each of these perimeters, the authorizations and concessions to remove/divert water shall only be issued when the water removed is intended for human consumption or for priming the cheptel.

CHAPTER VI: REGARDING THE BATTLE AGAINST WATER POLLUTION

ARTICLE 51 – According to the sense of this law, the following definitions shall be used:

- "used water" shall be water which has been modified in terms of its composition or its state, based on its use;

- "polluted water" shall be water which, due to human activity, has directly or indirectly or due to a biological or geological effect, has undergone a change in its composition or its state which has the result of making it unsuitable for the use for which it is intended.

The government shall set the quality standards which water must comply with based on its intended use.

ARTICLE 52 – No spillage, flow, discharge, direct or indirect deposit into a surface water body or an underground nappe likely to change the physical characteristics of the same, including the thermal and radioactive, chemical, biological or bacteriological characteristics, may be made without prior authorization, after investigation, by the water basin agency.

If the authorization mentioned in the previous paragraph must be issued at the same time as the authorization specified in Article 38 or the concession specified in Article 41 of this law, this authorization or concession shall specify the conditions for removals and diversions. The public investigation shall be carried out simultaneously and may not exceed 30 days.

This authorization shall warrant the payment of fees under the conditions established by regulatory means.

the recovery of fees may be pursued, under the conditions established by regulatory means, either from the owner of the diversion, flow, discharge, direct or indirect deposit facilities, or through the operator of said facilities, which shall be jointly and severally liable for the payment of the same.

ARTICLE 53 – Any diversion, flow, discharge, direct or indirect deposit in a surface body of water or an underground nappe specified in Article 52 above which exists as of the date of publication of this law must, within a term set by the water basin agency, be the subject of the corresponding declaration.

This declaration shall warrant an authorization request and shall be processed as such, based on the provisions set forth in this law.

ARTICLE 54 – The following actions are prohibited:

1. Discharge of used water or solid waste into dry wadis, wells, public washing or sanitation facilities, borings, canals or water collection channels. Residual or used domestic water only may be disposed of in filtering pits preceded by a septic tank;

2. Performing any spreading or burial of effluent and any deposition of waste likely to pollute underground waters by infiltration or surface waters by runoff;

3. Washing linens and other objects, in particular meats, skins or animal by-products in the water of conduits, aqueducts, channels, reservoirs, wells;

4. Bathing and washing in said areas, or bringing animals to said areas to drink or to wash them;
5 – To deposit unhealthy materials, earth closets or sink holes within protection zones for said seguias, conduits, aqueducts, channels, reservoirs and wells;

6 – To discard dead animals in waterways, lakes, ponds, marshes and burying them near wells, fountains and public watering places;

7 – To discard, within urban regions, delimited centers and rural settlements subject to a development plan, any used water or any material which is harmful to public health outside of the areas indicated for this purpose or in forms which violate the methods specified by this law and the regulations in force.

ARTICLE 55 – When nuisances are observed which result in a danger to public health, safety or well being, the government may immediately take any measure intended to abate said nuisances. In any case, the rights of third parties vis-à-vis as the parties creating these nuisances are and shall remain reserved.

ARTICLE 56 – The water basin agency may, with the frequency specified by regulations in each case, perform an inspection of the degree of pollution of surface waters (water flows, canals, lakes, ponds, etc.) as well as the water of underground nappes.

Reports shall be prepared for each of these bodies of water according to physical, chemical, biological and bacteriological criteria in order to determine the status of each. Signs shall be erected indicating the vulnerability of underground nappes to pollution based on the type of land.

These documents shall be the subject of periodic general review and immediate review when an extraordinary or unforeseen change may affect the condition of the water or the bodies into which they flow.

The government shall establish the procedure for preparing these documents and the general inspection.

The government shall, on the one hand, define the technical specifications and the physical, chemical, biological and bacteriological criteria to which water flows, sections of water ways, canals, lakes or ponds shall be subjected, in particular for water taps to supply settlements and, on the other hand, the term within which the quality of each receiving body must be improved.

ARTICLE 57 – The government shall define the conditions for using used water. Any use of used water shall be subject to authorization by the water basin agency.

Any user of used water may benefit from the financial assistance of the State and technical assistance from the water basin agency if the use which it undertakes complies with the conditions established by the Government and has the effect of saving water and preserving water resources against pollution.

CHAPTER VII: WATER FOR CONSUMPTION-RELATED USE

ARTICLE 58 – Water for consumption-related use includes:

a. water intended directly for drinking,

b. water intended for the preparation, treatment or preservation of staple foods intended for the public.

ARTICLE 59 – Water for consumption-related use, whether directly or indirectly, must be potable. Water is considered to be potable under this law when it complies with the quality standards established by regulations, whether the water is intended directly for consumption or for the preparation, processing or conservation of food staples.

ARTICLE 60 – Proposing to sell or distribute, in any form, non-potable water for human consumption, is prohibited.

It is also prohibited to use water, which does not comply with the standards set forth in Article 59 above for the preparation, processing and conservation of food staples.

However, if necessary related to the natural composition of the water, the government may, in certain conditions, authorize the local and temporary use of water which does not comply with all the standards set forth in Article 59 above.

ARTICLE 61 – Any construction or modification of a water conveyance for the needs of a settlement shall be subject to advance authorization by the government in order to inspect the quality of the water.

The operators of private water conveyances existing on the date of publication of this law shall, within two years following this publication, request government authorization under the terms set forth for new water conveyances.

ARTICLE 62 – The re-supply of potable water by drums or mobile tanks may only occur under the conditions established by the regulation. In all cases, the water must come from a public water conveyance which is inspected or, in the absence of the same, an authorized water collection point.

ARTICLE 63 – Protection zones must be established around public supply collection points, such as springs, wells, borings, catchment basins.

These zones include:

a. A protection perimeter immediately surrounding the works for bacteriological pollution, the lands of which must be acquired and protected by the entity responsible for operating the facilities; these lands shall be an integral part of the facility for which they were acquired,

b. If applicable, a protection perimeter near the removal points for chemical pollution, within which any activity or facility likely to be a source of on-going pollution would be prohibited and within which any storage area or facility which is a risk of accidental water pollution would be regulated.

The delimitation of the protection perimeters is established by regulation.

Similar protection perimeters may be established, under the same conditions, around the restraints for dams, underground tanks as well as support, conveyance and distribution facilities.

ARTICLE 64 – Any open water distribution system intended for supplying humans is prohibited.

ARTICLE 65 – Any method for correcting water or any recourse to a method of water treatment using chemical additives must be authorized in advance under the conditions established by regulations.

Any additives must not under any circumstances affect the potability of the water or alter the organoleptic properties of the water.

ARTICLE 66 – The monitoring of the quality of the water must be provided on an on-going basis by the producer and the distributor.

The quality control of the water and the conditions for its production and distribution shall be provided by the government in accordance with the methods established by regulations.

CHAPTER VIII: PROVISIONS RELATED OT THE USE AND SALE OF NATURAL WATERS WITH MEDICAL PROPERTIES, SO-CALLED "SPRING WATER" AND "TABLEXXX WATER"

ARTICLE 67 – Under the terms of this law, natural waters with medical properties are waters which, with no harmful properties, may be used as therapeutic agents based on their heat and the characteristics of their calcium, gas and radioactive materials content.

By-products such as thermal gases, mother liquors, peloides and pharmaceutical and cosmetic preparations, may be obtained from natural waters with medical properties.

For gaseous natural waters with medical properties, the gas content may be increased by adding pure gas taken from the spring. If this addition occurs, this fact as well as the type and the origin of the gas used must be indicated on all packaging or at the point where the water is available to the public.

ARTICLE 68 – No natural water with medical properties may be collected and used under conditions other than the general conditions established by this law and the texts governing its implementation.

ARTICLE 69 - The use of natural waters with medical properties or their by-products as therapeutic agents may only occur if their use is officially authorized and subjected to inspection by the government, and if the corresponding collection method is approved.

If this use occurs in place, it may only be accepted in a facility the construction, plans, furnishings and equipment of which were approved by the government.

If this use occurs at a point other than the emergence of the spring, it may only take place if the water is transported under specific conditions determined or approved by the administration.

ARTICLE 70 – The use of natural waters with medical properties for crenotherapy shall be subject to authorization under the conditions established by regulatory means.

ARTICLE 71 – All natural waters with medical properties must be used in the condition in which they emerge from the spring.

Nevertheless, they may be subject to operations and handling which are necessary for their use, such as transportation, mixing, storage, specific processing, provided that such actions do not change the characteristics of these waters and that they are duly authorized.

The mixing of natural waters with medical properties may only be performed for water originating from the same hydrothermal deposit, with the same composition and the same therapeutic action.

ARTICLE 72 – Waters, regardless of their origin, to which medical ingredients have been extemporaneously added, may not be labeled as natural waters with medical properties.

"Spring" or "Table" water may not be labeled as natural water with medical properties, which in their natural composition do not allow the attribution of any therapeutic property.

ARTICLE 73 – In the sense of this law:

- so-called "spring" water is natural, potable water, coming from springs,
- so-called "table" water is potable water coming from public drinking water supply networks; this water may undergo additional processing approved by the government.

So-called "source" and "drinking" water may not be placed for sale and sold unless they are officially authorized and subjected to control by the government and unless their method of collection and packaging has been approved.

ARTICLE 74 – Any product extracted from natural waters with medical properties which is likely to be packaged as a medication shall be subject to the legislation and the regulations regarding medications.

ARTICLE 75 – only natural waters with medical properties and so-called "spring" water may be imported, subject to the authorization of the government under the conditions established by regulatory means.

ARTICLE 76 – The following actions shall constitute a crime pursuant to Law No. 13-83 relative to the suppression of goods smuggling, enacted by Dahir No. 1-83-108 dated October 5, 1984 (9 Moharrem 1405) and shall be punishable by the penalties set forth by law:

1. The fact of possessing for sale, placing for sale or selling, under the name of "natural water with medical properties", "drinking" water or "spring" water, water the use, placement for sale and sale of which are not officially authorized;

2. The fact of possessing for sale, placing for sale or selling under a name applicable to the naturally carbonated waters, an artificially carbonated water or water the gas content of which was supplemented, if this addition or supplementation is not authorized and mentioned expressly on all the forms of packaging delivered to the public;

3. The fact of possessing for sale, placing for sale or selling knowingly under several names the same, single water;

4. The fact of possessing for sale, placing for sale or selling knowingly under a specific name, water which is not from the indicated origin;

5. The fact of indicating on containers a composition other than that of the water contained therein;

6. The fact of placing for sale or selling a water not free of pathogens or unclean for consumption;

7. The fact of indicating on containers that the water contained therein is sterilized while it contains living germs;

8. The fact of using, on commercial documents, invoices, catalogs, prospectuses, signs, announcements and any other advertising pieces, any indication or statement likely to create in the mind of the consumer a confusion regarding the nature, the volume, the quality or the origin of the water;

9. The fact of possessing for sale, placement for sale or selling natural water with medical properties in containers which may change the properties of said water;

10. The fact of not indicating on the product the date on it was placed for sale and the expiration date.

ARTICLE 77 – The conditions for authorization, use and inspection of natural waters with medical properties, so-called "spring" or "drinking" waters as well as the rules for packaging and labeling are established by regulatory methods.

ARTICLE 78 – In the event of a violation of the provisions of Articles 73 and 76 above and without prejudice to the sanctions set forth in Article 116 below, the government may, after unfruitful notification, withdraw the authorization to use and sell the waters in question.

CHAPTER IX: PROVISIONS RELATED TO THE DEVELOPMENT AND USE OF WATERS FOR AGRICULTURAL PURPOSES

ARTICLE 79 – When there are master plans for the integrated development of water basins approved in accordance with the provisions of this law, the authorization specified in Article 38 shall only be issued when it is compatible with the requirements of said plans.

ARTICLE 80 – Any individual or legal entity which wishes to obtain authorization for use of waters for irrigation of agricultural land shall be required to file, with acknowledgement of receipt, its plans with the water basin agency. If no response is received from the water basin agency, during a term of sixty days from the date of said receipt, the plans shall be considered to be approved and the authorization granted.

No agricultural plans may be approved when the corresponding development conditions may cause the degradation of water resources or cultivable soil.

When the ruling of the agency is negative, it must be justified.

ARTICLE 81 – Agents with special commissions to this end from the government are responsible for verifying the conformity of equipment work and development programs performed with the authorization granted.

In the event of a violation, the government shall notify the owner or operator of the business to comply with the provisions required by the authorization within a term of no less than 30 days. During this term, the interested party may provide the government with any explanation related to the violation.

If the violation persists, the owner or the operator of the business may be forced by the government to pay, as reparation, an amount of from 500 to 2,500 dirhams.

If, in spite of the fine levied, the violation persists, the authorization specified in Article 38 shall be revoked without compensation.

ARTICLE 82 – In areas equipped in whole or in part by the State, the government may require the modification of irrigation systems put into place or any watering method already implemented in order to enact savings of water or to better use the water resources, considering the existing yearly crops. The users shall comply with these changes.

In addition, the government may require any measure intended to fight against any pollution of the nappe following excessive use of chemical or organic products and any means that would prevent any excess use of water.

In the event of a duly confirmed violation, the government shall notify the users to satisfy the required measures within the specified terms, under penalty of payment of reparations of from 500 to 2,000 dirhams.

ARTICLE 83 – When, within the perimeters served by a public network built and equipped at the expense of the State, the government notes a dangerous increase in the nappe, the users may be required to temporarily irrigate their fields using waters from the nappe, The instrument noting the rise in the nappe shall define the methods by which the water shall be removed and whether any financial assistance is being granted.

ARTICLE 84 – The use of used water for agricultural purposes is prohibited when these waters do not comply with the standards established in the regulations.

ARTICLE 85 – In the agricultural areas which are likely to undergo damage from floods, the State may, at its own initiative when the public interest so requires, either at the request of the owners and at their expense, perform any work necessary to protect their property and the use of water on their properties.

CHAPTER X: PROVISIONS RELATED TO THE USE OF WATER IN THE CASE OF SHORTAGES

ARTICLE – In the event of a shortage of water due to over-use or special events such as droughts, natural calamities or force majeure, the government shall declare the drought, define the affected area and enact the local and temporary regulations intended to ensure priority of the water supply for settlements and for animals to drink.

The water shortage and its end shall be declared by decree.

Any temporary and local regulations specified above may include restrictive measures, which in particular shall deal with:

- the use of water for domestic, urban and industrial purposes,

- the digging of new wells for uses other than for supplying settlements with water,

- authorized removals of water,

- the development of public water supply points and the provision of water supplies to settlements and public places.

In addition, in certain regions areas may be delimited which are "domestic water supply zones" where any removal of water from the nappe is intended solely for supplying populations and providing water to animals.

ARTICLE 87 – Other than the provisions set forth in Article 86 above, and in the absence of an amicable agreement with the interested parties, the government may, pursuant to the legislation and the regulations in force, make requisitions, in order to mobilize the water resources necessary to ensure the supply of water to settlements.

ARTICLE 88 – In areas subjected to irrigation, the government may, in the event of a water shortage resulting from over-use or a drought declared in the manners specified in Article 86 above, require local and temporary regulations in order to alleviate the exhaustion of water reserves.

These regulations may order measures, which involve:

- the obligation for individuals to use the nappes in the areas normally served by a public network by using surface waters;

- the prohibition from using newly developed sources of water for irrigation purposes;

- the reduction of surface areas for irrigation farming or the prohibition of certain summer crops and planting of new trees;

- the establishment, for the unauthorized water points, under conditions other than those specified in Chapter V of this Law.

The expenses resulting, if applicable, from the obligation on individuals to use the nappes as specified above, may be borne, in part, by the State under the conditions, which are determined by regulatory means.

CHAPTER XI: TRANSIENT AND MISCELLANEOUS PROVISIONS

Section 1 – Searches for water. Inventory of water resources

ARTICLE 89 – Any party who drills to search for water is responsible for:

- declaring to the water basin agency, before beginning a boring, the purpose, position and coordinates of said boring, as well as any corresponding indication,

- and, upon completion of the work, to inform the water basin agency, of any details regarding the results
obtained.

ARTICLE 90 – The government shall provide to any party wishing to drill, at the request of that party, within the scope of the evaluation of items, which it may have at its disposal, any technical, hydrological, and hydrogeological information which is requested.

ARTICLE 91 – Holders of reconnaissance authorizations, exploration permits or development concessions for mines or hydrocarbons as defined respectively by the Dahir dated April 16, 1951 (9 Rajeb 1370) regarding mining regulations and by Law No. 21-90 related to the exploration and development of deposits of hydrocarbons enacted by Dahir No. 1-91-118 dated April 1, 1992 (27 Ramadan 1412), are required to report to the water basin agency in question any discovery of water which they may make in the context of their reconnaissance, exploration or development activities.

ARTICLE 92 – In order to allow the updating of the inventory of water resources, the operator or, if applicable, the owner of a flow of water, spring, well or boring shall be required to report to the water basin agency any facilities for collecting or drawing water and to allow access by the agency's representatives in order to obtain any information regarding the flows taken and the conditions of the same.

ARTICLE 93 – Individuals, services and entities which use water, are required to provide to the water basin agency at its request, all items which it has which are likely to assist in the determination of the inventory of water resources.

Section II – Flood prevention

ARTICLE 94 – On floodable land, no dikes, levees or other structures which would cause the flow of flood waters may be constructed, except for protecting settlements and the related private property.

ARTICLE 95 – Dikes, embankments, constructions or other works regardless of the legal status and which are acknowledge to be an obstacle to the flow of water or to harmfully extend the flood field may, on the decision of the water basin agency, be the subject of amendment or suppression, by means of the payment of compensation for damages.

ARTICLE 96 – If public interest so requires, the water basin agency may require owners of property bordering rivers to construct dikes intended to protect their property against flooding of the waterways.

ARTICLE 97 – No planting, construction or deposits may be made on land between the edge of the waterways and the protective dikes built along the immediate edge of the flows of water.

Section III – Transient Provisions

ARTICLE 98 – while awaiting the publication of the applicable texts of this law, related to the creation of protection zones, the recognition of water rights, the granting of the granting of authorizations and concessions for removing water, the delimitation of public water resources, the decree dated August 1, 1925 (11 Moharrem 1344) related to the application of the Dahir dated August 1, 1925 (11 Moharrem 1344) on the water system remains in force.

ARTICLE 99 – While awaiting the creation of water basin agencies, the government is responsible for exercising the authority which is granted them by this Law.

ARTICLE 100 – The reference to the Dahir dated August 1, 1925 (11 Moharrem 1344) regarding the water system, in the legislative and regulatory texts in force, shall be replaced by the reference to this law.

CHAPTER XII: LOCAL SETTLEMENTS AND WATER

ARTICLE 101 – A prefect or provincial commission on water is created at the level of each prefecture or province, comprised:

1. In one-half by the representatives of the State and the public entities placed under its tutelage and charged with the production of potable water, hydroelectric energy and irrigation,

2. In one-half:
   - by the President of the Prefect or Provincial Assembly,
   - by the President of the Chamber of Agriculture,
   - by the President of the Chamber of Commerce, Industry and Services,
   - by three representatives of town councils appointed by the Provincial Assembly,
   - by one representative of ethnic groups.

The prefect or provincial water commission:

- shall contribute its assistance to the establishment of master plans for the integrated management of water basin areas;

- shall encourage the action of towns to save water and protect water resources against pollution;

- shall undertake any action likely to favor sensitization of the public in relation to protect and preserve water resources.

The method for conducting the meetings of the commission, the number of sessions of the same held during the year, the instances in which the meetings may be called and the administration responsible for preparing for its meetings and for monitoring the implementation of its recommendations are established by regulation.

ARTICLE 102 – The local towns shall benefit from the assistance of the water basin agency when they undertake partnership projects, in accordance with the provisions of this law, involving:

- the maintenance and cleaning out of waterways;
- the quantitative and qualitative protection and conservation of water resources;
- the construction of the infrastructures necessary to protect against floods.

ARTICLE 103 – Within urban areas, the authorizations specified in Paragraphs 2, 3, 5 and 8 of Article 38 of this law are issued by the water basin agency after a ruling by the local authorities in question.

CHAPTER XIII: WATER POLICY – VIOLATIONS AND PENALTIES

Section I – Observation of violations

ARTICLE 104 – In addition to the judicial policy officials, the representatives commission to this end by the government and the water basin agency, and sworn in accordance with the legislation related to the administration of oaths, shall be responsible for observing violations of the provisions of this law and the texts enacted for its implementation.

ARTICLE 105 – The representatives and officials specified in Article 104 above shall have access to the wells, borings and any other work or facility used for collection, removal or the diversion of water, under the conditions set forth in Articles 64 and 65 of the code of criminal procedures.

they may request that the owner or operator of a collection, removal or diversion facility start-up facilities in order to verify the characteristics of the same.

ARTICLE 106 – Any violations of the provisions of this law and the texts for its implementation may be observed by any useful process and in particular by the removal of samples. The removal of samples shall warrant that reports be prepared immediately.

ARTICLE 107 – Any sample removed shall be sealed. As soon as the samples are sealed, the recording representative, if in the presence of the owner or operator of the discharge facility, must report the subject of the removal and submit a sample under seal. The report shall include this information.

ARTICLE 108 – The report must in particular include the circumstances of the violation, the author's explanations and the items which confirm the existence of the violations.
The reports shall be delivered within a term of ten (10) days of their date to the competent jurisdictions. The observations mentioned in the report shall be valid unless proven otherwise.

ARTICLE 109 – In the event of a flagrant crime and under the conditions set forth by law, the representatives and officials designated in Article 104 above shall be entitled to stop the work and confiscate the objects whose usage constitutes a violation, in accordance with Articles 89 and 106 of the Criminal Code as approved by Dahir No. 1-59-413 dated November 26, 1962 (28 Joumada II 1382). If necessary, these representatives and officials may request assistance from police forces.

Section II – Sanctions

ARTICLE 110 – Any party who destroys, by any means whatsoever, in whole or in party, the works and facilities mentioned in Paragraphs c, d and e of Article 2 of this law, shall be punished by imprisonment of from 1 to 12 months and a fine of from 600 to 2,500 dirhams or one of these two penalties alone, provided that the means used do not justify a more serious penalty.

ARTICLE 111 – Any party, by any means, who makes it impossible for the representatives specified in Article 104 above to perform their duties, shall be subject to the penalties specified by Article 609 of the afore-mentioned criminal code.

These penalties may be doubled in the case of a second offense or if the resistance to the representatives occurs in a meeting of several persons or with violence.

ARTICLE 112 – Any party who violates the provisions of Article 12-a, Paragraphs 1, 2 and 3 and of Articles 57 and 84, shall be punished by imprisonment of from 1 to 12 months and a fine of from 1,200 to 2,500 dirhams or by either one of these penalties alone.

Any party violating the provisions of Article 12-a, Paragraph 4, shall be punished by a fine of from 1,200 to 2,500 dirhams.

ARTICLE 113 – Any party who has removed surface or underground water in violation of the provisions of this law regarding the conditions for the use of water shall be subject to the sanctions specified by Article 606, 2nd paragraph, of the afore-mentioned criminal code.

Any co-actors and accomplices shall be punished by the same penalty as the primary actor.

ARTICLE 114 – The water basin agency shall be entitled to closing water taps which are acknowledged to not be lawful or which have been made without authorization.

If, after notification, the terms of which may be reduced to twenty-four hours in the event of an emergency, the orders of the water basin agency have not been complied with, the agency shall on its own and at the expense of the violator take the necessary measures, without prejudice to the penalties specified by the legislation in force.

If, within the irrigation perimeters defined and equipped by the State, an unauthorized removal of water is observed, such as a deviation in excess of the authorized flow rate, unauthorized irrigation or, outside of the specified times, the theft of water, etc., and without prejudice to the penalties incurred for violation of the water policy set forth by this law, the violator may be forced to pay as an additional fine an amount equal to two times the amount corresponding to the standard rate per cubic meter of water unduly removed, with the number of the same being calculated assuming that the flow rate removed in violation has been continuously removed during the ten days preceding the observation of the violation.

In the event of a second violation, the violating party may be deprived of water until the end of the current irrigation campaign. In this case, the violator shall nonetheless remain subject to payment of the minimum fee specified by the texts in force.

ARTICLE 115 – The unauthorized performance of the work specified in Paragraph b of Article 12 and Articles 31 and 944 shall be punished by a fine equal to one-tenth of the amount of the work estimated by the authority charged with managing and administrating the public water resources.

The work thus undertaken may be suspended or definitively halted by the water basin agency, without prejudice to measures intended to protect water, which the agency may order.

ARTICLE 116 – Any violations of the provisions of Chapters VII and VIII shall be punished by the penalties set forth by Law 13-83 relative to the suppression of fraud involving goods, enacted by Dahir No. 1-83-108 dated October 5, 1984 (9 Moharrem 1405).

ARTICLE 117 – Independent of the sanctions set forth above, the water basin agency shall be entitled, at the expense of the violator and after unfruitful notification, to remove storage areas or wreckage and proceed with the destruction of any work which harms the circulation, navigation or the free flow of waters.

ARTICLE 118 – Any violations to Article 52 shall be punished by imprisonment of from one month to one year and a fine of from 1,200 to 5,000 dirhams or either one of these two penalties alone.

The owners, operators and managers of facilities from which the diversions, flows, jets, direct or indirect deposits of materials constituting the violation come, may be declared to be jointly and severally liable for the payment of fines and legal fees owed by the actors of these violations.

ARTICLE 119 – Ay party which violates the provisions of Article 54, Paragraphs 1, 2, 5, 6 and 7 shall be subject to a fine of from 1,200 to 3,000 dirhams.

Any party violating the provisions of Paragraphs 3 and 4 of Article 54, shall be sanctioned by a fine of from 240 to 500 dirhams.

Article 120 – If sentenced to a punishment issued in virtue of Articles 118 and 119, the court shall establish the term within which the necessary work and development projects must be performed. If the circumstances so require, the court may, if no work or development projects are to be performed, establish a term for the convicted party to submit to the obligations resulting from said regulation.

If the work, development projects or obligations are not performed within the required term, the offender shall be subject to a fine of from 1,200 to 5,000 dirhams, without prejudice to the application of any other statutory or regulatory provisions in force.

Furthermore, the court may, after hearing the representative of the government or the water basin agency and until the completion of the work, development projects or obligations required, either order a penalty per day of delay, not to exceed one four-thousandth of the estimated cost of the work or development projects to be performed, or may prohibit the use of the facilities which have caused the pollution.

Article 121 – Any party which operates a facility in violation of a prohibition ordered in application of Article 120, Paragraph 3 above shall be sanctioned by imprisonment for from 3 to 12 months and a fine of from 1,200 to 5,000 dirhams, or any one of these two penalties alone.

Furthermore, the court may also authorize the government, at the request of the latter, to perform the work or development projects necessary in order to remedy the violation, on its own and at the expense of the offender.

Article 122 – If the offender commits a second violation of any of the provisions of this law or the texts referenced for its application, the penalty shall be double that initially ordered against said offender.

Article 123 – All provisions which run counter to this Law, and in particular those indicated below, shall be repealed:

- Paragraphs d, e, f, g and h of Article 1 of the *Dahir* dated July 1, 1914 (7 Chaabane 1332) regarding the public domain,

- The *Dahir* dated April 13, 1916 (9 Joumada II 1334) governing the exploitation of ferries or transportation means on waterways,

- The *Dahir* dated August 1, 1925 (11 Moharrem 1344) regarding water systems,

- The *Dahir* dated December 17, 1926 (11 Joumada II 1345) related to the suppression of water theft,

- The *Dahir* dated September 18, 1933 (27 Joumada I 1352) relative to authorization for the diversion of water Beht wadi and Sebou wadi,

- The *Dahir* dated July 13, 1935 (11 Rabia II 1354) relative to authorizations for the diversion of water in from the El Maleh wadi dam reservoir and the Oum Er R'bia wadi dam reservoir,

- The *Dahir* dated July 26, 1939 (8 Joumada II 1358) governing drilling for water research,

- The *Dahir* dated March 20, 1951 (12 Joumada II 1370), regarding the regulation for the use and sale of natural mineral water and "spring" or "table" water and the sale of imported mineral water,

- The *Dahir* dated June 20, 1955 (29 Choual 1374) related to the authorization to divert water from the Oum Er R'bia wadi and the El Abid wadi,

- Royal Decree No. 594-67 dated December 29, 1967 (27 Ramadan 1387) regarding the creation of the Interdepartmental Commission for Coordinating Matters related to Water Consumption.

Decree No. 2-95-522 dated August 23, 1995 (25 Rabii I) approving a credit agreement for 157 million French francs, concluded on July 13, 1995 (14 Safar 1416) between the government of the Kingdom of Morocco and the French Development Fund for financing small and medium agricultural irrigation projects in the Sebou valley.

The Prime Minister

Whereas the finance law for 1995, No. 42-95, enacted by *Dahir* No. 1-94-431 dated December 31, 1994 (28 Rejeb 1415), in particular Article 33 thereof;

Whereas Article 41 of the Finance Law for 1982, No. 26-81, enacted by *Dahir* No. 1-81-425, dated January 1, 1982 (5 Rabii I 1402);

Based on the proposal of the Minister of Finance and Foreign Investment,

DECREES:

Article First – The credit agreement for 157 million French francs executed on July 13, 1995 (14 Safar 1416) between the government of the Kingdom of Morocco represented by the Minister of Finance and Foreign Investment, and the French Development Fund for financing small and medium agricultural irrigation projects in the Sebou valley, is approved, as attached to the original of this decree.

Article 2 – The Minister of Finance and Foreign Investment shall be responsible for enforcement of this decree, which shall be published in the Official Bulletin.

Executed in Rabat, on August 23, 1995 (25 Rabii I 1416)
Abdellatif Filali

Countersignature:
The Minister of Finance and Foreign Investment,
Mohammed Kabbaj

Decree No. 2-95-523 dated August 23, 1995 (25 Rabii I) approving a credit agreement for 95.6 million French francs, concluded on July 13, 1995 (14 Safar 1416) between the government of the Kingdom of Morocco and the French Development Fund for financing rural potable water supply projects.

The Prime Minister

Whereas the finance law for 1995, No. 42-95, enacted by *Dahir* No. 1-94-431 dated December 31, 1994 (28 Rejeb 1415), in particular Article 33 thereof;

Whereas Article 41 of the Finance Law for 1982, No. 26-81, enacted by *Dahir* No. 1-81-425, dated January 1, 1982 (5 Rabii I 1402);

Based on the proposal of the Minister of Finance and Foreign Investment,

DECREES:

Article First – The credit agreement for 95.6 million French francs executed on July 13, 1995 (14 Safar 1416) between the government of the Kingdom of Morocco represented by the Minister of Finance and Foreign Investment, and the French Development Fund for financing rural potable water supply projects, is approved, as attached to the original of this decree.

Article 2 – The Minister of Finance and Foreign Investment shall be responsible for enforcement of this decree, which shall be published in the Official Bulletin.

Executed in Rabat, on August 23, 1995 (25 Rabii I 1416)
Abdellatif Filali

Countersignature:
The Minister of Finance and Foreign Investment,
Mohammed Kabbaj

Decree No. 2-95-568 dated August 23, 1995 (25 Rabii I 1416) approving the loan agreement executed on August 1, 1995 (3 Rabii I 1416) between the Kingdom of Morocco and the International Reconstruction and Development Bank, for 250,000,000 U.S. Dollars for the development of capital markets.

The Prime Minister,

Whereas the finance law for 1982, No. 26-81, enacted by Dahir No. 1-81-425 dated January 1, 1982 (5 Rabii I 1402), in particular Article 41 thereof;

On the proposal of the Minister of Finance and Foreign Investment,

DECREES:

Article One – The loan agreement executed on August 1, 1995 (3 Rabii I 1416) between the Kingdom of Morocco and the International Reconstruction and Development Bank for the amount of 250,000,000 U.S. Dollars for the development of capital markets is approved, as attached to the original of this decree.

article 2 – The Minister of Finance and Foreign Investments is charged with the implementation of this decree, which shall be published in the *Official Bulletin*.

Executed at Rabat, on August 23, 1995 (25 Rabii I 1416).
Abdellatif Filali.

Countersignature:
Minister of finance and foreign investment,
Mohammed Kabbaj

Decree No. 2-95-560 dated August 23, 1995 (25 Rabii I 1416) approving the loan agreement for an amount equivalent to 57,600,000 US Dollars executed on July 7, 1995 (8 Safar 1416) between the Kingdom of Morocco and the International Reconstruction and Development Bank for financing the design of secondary, tertiary and rural roads.

The Prime Minister,

Whereas the Law on Finance for 1995, No. 42-94, enacted by Dahir No. 1-94-431 dated December 31, 1994 (28 Rejeb 1415), in particular Article 33;

Whereas the Law on finance for 1982 No. 26-81, enacted by Dahir No. 1-81-425 dated January 1, 1982 (5 Rabii I 1402) in particular Article 41;

Upon the proposal of the Minister of Finance and Foreign Investments,

DECREES:

Article one - The loan agreement executed on July 7, 1995 (8 Safar 1416) between the Kingdom of Morocco and the International Reconstruction and Development Bank for the amount of 57,600,000 U.S. Dollars for the financing of the design of secondary, tertiary and rural roads is approved, as attached to the original of this decree.

Art. 2 – The Minister of Finance and Foreign Investments is charged with implementing this decree, which shall be published in the *Official Bulletin*.

Executed in Rabat, on August 23, 1995 (25 Rabii I 1416).
Abdellatif Filali.

Countersignature:
The Minister of Finance and Foreign Investment
Mohammed Kabbaj.

Decree No. 2-95-607 dated September 8, 1995 (12 Rabii II 1416) calling for a special session of the House of Representatives.

The Prime Minister

Whereas Article 39 of the Constitution;

After examination by the Council of Ministers in session on August 29, 1995 (2 Rabii II 1416),

DECREES:

Article One – The House of Representatives shall hold a special session beginning on September 25, 1995 (29 Rabii II 1416) the agenda for which shall include the examination of the following draft texts:

1. draft of organic law No. 5-95 related to the operating procedures of parliamentary inquiry commissions;
2. draft of Law No. 8-95 establishing the labor code;
3. draft of Law No. 15-95 establishing the commercial code;
4. draft of Law No. 17-95 related to corporations;
5. draft of framework law No. 18-95 establishing the Investment Charter.

Art. 2 – This decree shall be published in the *Official Bulletin*.

Executed in Rabat, on September 8, 1995 (12 Rabii II 1416)
Abdellatif Filali.

The text in Arabic was published in the general edition of the "Official Bulletin" No. 4324 dated September 13, 1995 (17 Rabii II 1416).

Decree of the Minister of Higher Education, Training of Executives and Scientific Research No. 1822-95 dated June 29, 1995 (30 Moharrem 14166) regarding the creation of a Center for Space Studies and Research at the Mohammedian School of Engineers.

The Minister of Higher Education, Training of Executives and Scientific Research,

Whereas the Dahir regarding Law No. 1-75-102 dated February 25, 1975 (13 Safar 1395) related to the organization of universities, in particular Articles 3 and 4 of the same,

DECREES:

Article One – A Space Study and Research Center is created in Rabat, as part of the Mohammedian School of Engineers at University Mohammed – V, Agdal.

Art. 2 – This center shall be related to all matters regarding space technologies and sciences.

Art. 3 – The party responsible for the center shall be appointed by decision of the Minister of Higher Education, Training of Executives and Scientific Research, on the proposal of the Director of the EMI, from among the professors of higher education for a term of four years, which may be renewed.

Art. 4 – The administrative and financial organization shall be the subject of a ministerial decision.

Art. 5 – This decree, which shall be published in the *Official Bulletin*, shall take effect on the date of its publication.

Rabat, June 29, 1995 (30 Moharrem 1416)
Driss Khalil.

Decree by the Minister of Commerce, Industry and Crafts No. 1946-95 dated July 17, 1995 (18 Safar 1416) making the application of Moroccan Standards mandatory.

The Minister of Commerce, Industry and Crafts,

Whereas Dahir No. 1-70-157 dated July 30, 1970 (26 Joumada I 1390) related to the industrial standardization for pursuing quality and improving productivity, as amended by the Dahir regarding Law No. 1-93-221 dated September 10, 1993 (22 Rabii I 1414);

Whereas Decree No. 2-70-314 dated October 8, 1970 (6 Chaabane 1390) establishing the composition and authority of the entities responsible for industrial standardization for quality and improving productivity;

Whereas Decree No. 898-76 dated July 23, 1976 (24 Rejeb 1396) regarding approval of Standard No. 7.62.411;

Whereas Decree No.. 234-93 dated January 20, 1993 (26 Rejeb 1413) regarding approval of Standard No. NM 06.6.018;

Whereas Decree No. 1152-92 dated October 15, 1992 (17 Rabii II 1413) regarding approval of Standard NM 06.7.003;

Whereas Decree No. 808-92 dated June 1, 1992 (29 Kaada 1412) regarding approval of Standard NM 006.7.006;

Whereas Decree No. 984-89 dated June 13, 1989 (9 Kaada 1409) regarding approval of Standard NM 06.7.026;

DECREES:

Article One – The standards designated below are determined to be mandatory:

NM 7.62.411: breakers for control panels for first category electrical facilities;
NM 06.6.018: material for domestic and similar facilities – Small general breakers or bypass breakers at maximum current for first-category facilities;;
NM 06.7.003: household electrical heating devices – non-instantaneous stationary water heaters – Safety rules;
NM 06.7.026: lighting devices – Ballasts for tubular fluorescent lamps;
NM 06.7.006: electrical lighting sources – Safety requirements for tungsten filament lamps for domestic use and similar general lighting.

Art. 2 – The standards specified in Article One above, shall be made available by the interested parties to the Minister of Commerce, Industry and Crafts, the Moroccan Industrial Standards Service (SNIMA).

Art. 3 – This decree shall enter into force as of the date of its publication in the *Official Bulletin*.

Rabat, July 17, 1995 (18 Safar 1416)
Dris Jettou.

Decree of the Minister of Commerce, Industry and Crafts, No. 2146-95 dated August 15, 1995 (17 Rabii I 1416) making the application of Moroccan standards mandatory.

The Minister of Commerce, Industry and Crafts,

Whereas Dahir No. 1-70-157 dated July 30, 1970 (26 Joumada I 1390) relative to industrial standardization for improving quality and productivity, as amended by the Dahir regarding Law No. 1-93-221 dated September 10, 1993 (22 Rabii I 1414);

Whereas Decree No. 2-70-314 dated October 8, 1970 (6 Chaabane 1390) establishing the composition and the authority of the entities responsible for industrial standardization in order to improve quality and productivity;

Whereas Decree No.. 1152-92 dated October 15, 1992 (17 Rabii I 1413) regarding approval of Standards: NM 14.2.003; NM 14.2.008; NM 14.2.010; NM 14.2.0013; NM 14.2.014; NM 14.3.001;

Whereas Decree No. 234-93 dated January 20, 1993 (26 Rejeb 1413) regarding approval of Standards NM 14.2.016 and NM 14.2.017;

Whereas Decree No. 1925-94 dated July 16, 1994 (6 Safar 1415) regarding approval of Standard NM 14.2.040,

DECREES:

Article One – The Standards attached to this decree shall be mandatory.

Art. 2 – The standards specified in Article One above shall be made available by the interested parties to the Minister of Commerce, Industry and Crafts, the Moroccan Industrial Standards Service (SNIMA).

Art. 3 – This decree shall enter into force as of the date of its publication in the *Official Bulletin*.

Rabat, August 15, 1995 (17 Rabii I 1416)
Dris Jettou.

Appendix

- NM 14.2.003: Pressure regulators for gas for domestic devices using gaseous fuels under low pressure;
- NM 14.2.008: Built-in domestic cooking devices using gaseous fuels;

- NM 14.2.010: Domestic cooking devices using gaseous fuels;
- NM 14.2.013: Mobile heating devices with flames, operating using commercial butane – Devices not connected to a special venting device;
- NM 14.2.014: Mobile catalytic combustion heating devices operating using commercial butane – Devices not connected to a special venting device;
- NM 14.2.016: Instant hot water production devices for sanitary use using gaseous fuels;
- NM 14.2.017: Instant hot water production devices for sanitary use using gaseous fuels, with automatic power variation;
- NM 14.2.040: Bread oven for domestic use using gaseous fuels;
- NM 14.3.001: Commercial kitchen devices using gaseous fuels.

Decree of the Minister of Higher Education, Training of Executives and Scientific Research, No. 2092-95 dated August 1, 1995 (3 Rabii I 1416) establishing the modules of each specialization of the General University Diploma (D.E.U.G.) of the faculties of science and technical subjects.

The Minister of Higher Education, Training of Executives and Scientific Research,

Whereas Decree No. 2-90-547 dated January 18, 1991 (2 Rejeb 1411) establishing the system of studies and exams for obtaining the General University Diploma (D.E.U.G.) from the faculties of Science and Technical Subjects, in particular Article 7.

DECREES:

Article One – The list of modules comprising each of the specializations of the General University Diploma (D.E.U.G.) shall be determined in accordance with the attachment to this Decree.

Art. 2 – This decree shall be published in the *Official Bulletin*.

Rabat, August 1, 1995 (3 Rabii I 1416)
Driss Khalil.

Attached Table
Establishing the list of modules of the D.E.U.G.
1. Math – Physics Specialization (MP)

MODULE CODES	LIST OF MODULES	MATH OPTION	PHYSICS OPTION
M 111	Algebra 1	*	*
P 112	Object and optical mechanics	*	*
M 112	Analysis 1 a	*	*
M 113	Analysis 2 and Geometry 1	*	*
L 111	Expression and communication techniques	*	*
P 111	Electricity, electronics concepts and instrumentation	*	*
P 113	Electromagnetism and relativity	*	*
M 114	Analysis 3 and Geometry 2	*	*
M 116	Analysis 4	*	*
M 118	Digital calculation and programming	*	*
M 115	Algebra 2	*	
M 117	Probability and Statistics	*	
P 114	Solid mechanics and quantum mechanics		*
P 115	Thermodynamics, kinetic theory of gas and thermal theory		*

2 – Physics – Chemistry Specialization (P.C.)

MODULE CODES	LIST OF MODULES	PHYSICS OPTION	CHEMISTRY OPTION
M 121	Algebra 1	*	*
P 122	Object and optical mechanics	*	*
C 121	General chemistry	*	*
M 122	Analysis 1 b	*	*
C 122	Solid chemistry, general organic chemistry	*	*
P 121	Electricity, electronic concepts and instrumentation	*	*

MODULE CODES	LIST OF MODULES	PHYSICS OPTION	CHEMISTRY OPTION
P 124	Solid mechanics and quantum mechanics	*	
M 124	Digital calculation and programming	*	*
M 123	Analysis 2 and Geometry 1	*	*
P 123	Electromagnetism and relativity	*	*
P 125	Thermodynamics, kinetic theory of gases and thermal theory	*	
L 121	Expression and communication techniques	*	*
C 124	Descriptive organic chemistry – descriptive mineral chemistry		*
C 123	Chemical kinetics and thermodynamics		*

3 – Life and Earth Sciences Specialization (S V T)
List of Modules

MODULE CODES	LIST OF MODULES	OPTION B	OPTION C	OPTION G
M 1301	Mathematics for SVT	*	*	*
P 1301	Physics 1	*	*	*
C 1301	General chemistry	*	*	*
B 1301	Cellular biology	*	*	*
G 1301	Geology	*	*	*
L 1301	Languages and communications	**	*	*
B 1302	Plant biology	*		
B 1303	Animal biology	*		
B 1304	Structural biochemistry	*	*	
B 1305/2-B 1306/2	Microbiology-environment	*	*	
B 1307/2-B 1308/2	Histology and embryology	*		
B 1309/2-C 1302/2	Metabolic biochemistry – Organic chemistry 1	*		
C 1304	Mineral chemistry		*	
C 1302/2 C 1303/2	Organic Chemistry I – Organic Chemistry II		*	
P1302/2 – C 1306/2	Physics 2 – Analysis techniques and methods		*	
B 1310/2 – B 1311/2	Botany – zoology		*	*
G 1302/2 – G 1305/2	Paleontology – Stratigraphy			*
G 1304/2 – G 1305/2	Tectonics – sedimentology			*
G 1306/2 – G 1307/2	Mineralogy – Petrography			*
G 1308/2 – M 1302/2	Applied geology – Mathematical methods for geology			*
C 1305/2 – B 1306/2	Mineral chemistry – environment			*

Legend: Module M1301: M (= discipline) 1 (1st cycle) 3 (DEUG SVT code) 01 (last two digits of the order No. within the discipline).

Discipline: M = mathematics – P = physics – B = Biology – C = chemistry – G = geology – L = languages
B 1305/2 = 1/2 module of biology titled microbiology.

Decree of the Minister of Higher Education, Training of Executives and Scientific Research No. 2093-95, dated August 1, 1995 (3 Rabii I 1416) establishing the modules of each specialization of the Technical University Studies Diploma (D.E.U.T.) for the Faculties of Sciences and Technical Subjects.

The Minister of Higher Education, Training of Executives and Scientific Research.

Whereas Decree No. 2-90-548 dated January 18, 1991 (2 Rejeb 1411) establishing the system of studies and exams for obtaining the Technical University Studies Diploma (D.E.U.T.) for the Faculties of Sciences and Technical Subject, in particular Article 7 thereof,

DECREES:

Article One – The list of modules comprising each of the specializations of the Technical University Studies Diploma (D.E.U.T.) shall be established according to the appendix attached to this decree.

Art. 2 – This decree shall be published in the Official Bulletin.

Rabat, August 1, 1995 (3 Rabat I 1416)
Driss Khalil

1 – Specialization: Chemical Engineering (G.C.)

Module Code	List of Modules
L 111	Languages and expression techniques
M 141	Linear algebra and statistics
M 142	Analysis
M 118	Digital calculations and programming
P 141	Object, fluid and thermal mechanics
P 142	Electricity, electromagnetism and electronics
P 143	Optics, nuclear and quantum mechanics
C 121	General chemistry
C 123	Thermodynamics and kinetics
TC 141	Organic chemistry and organic industries
TC 142	Mineral chemistry and mineral industries
TC 143	Chemical engineering subjects

2 – Specialization: Electrical Engineering (G.E.)

Module Code	List of Modules
M 141	Algebra 1
M 142	Analysis 1 b
P 141	Electricity, electronics and instrumentation
P 142	Mechanics – optics – thermodynamics
C 141	General chemistry
L 141	Expression techniques and communications
M 143	Analysis 2 and Geometry 1
M 144	Digital calculations and programming
T 141	Electrical engineering – Electrical machines
T 142	Technology 1
T 144	Electronics
T 145	Automation – Industrial data processing

3 – Specialization: Mechanical Engineering (G. M.)

Module Code	List of Modules
M 141	Algebra 1
M 142	Analysis 1 b
P 141	Electricity, electronics and instrumentation
P 142	Mechanics – optics – thermodynamics
C 141	General chemistry
L 141	Expression techniques and communications
M 143	Analysis 2 and Geometry 1
M 144	Digital calculations and programming
T 141	Electrical engineering – Electrical machines
T 143	Technology 2
T 144	Mechanical Construction
T 146	Mechanical fabrication

Joint decree by the Prime Minister and the Minister of the Interior No. 2016-95 dated September 4, 1995 (8 Rabii II 1416) related to the meetings of the Commissions selecting personnel for military service for 1995.

The Prime Minister,
The Minister of the Interior,

Whereas Dahir No. 1-94-271 dated June 14 1994 (4 Moharrem 1415) regarding delegation of authority for administration of national defense;

Whereas Royal Decree No. 137-66 dated June 6, 1966 (20 Safar 1386) regarding the law related to the institution and organization of military service and in particular Article 11 thereof,

DECREE:

article One – The selection commissions specified by Article 11 of the Royal Decree regarding Law No. 137-66 dated June 9, 1966 (20 Safar 1386) mentioned above, shall meet in the provinces and the prefectures of the Kingdom between October 1 and 31, 1995, according to a schedule which shall be reported to the interested officials.

Art. 2 – This decree shall be published in the *Official Bulletin.*

Rabat, September 4, 1995 (8 Rabii II 1416.

The Prime Minister — Abdellatif Filali

The Minister of the Interior — Driss Basri

Decree No. 2-95-430 dated August 9, 1995 (11 Rabii I 1416) resolving the transfer to the private sector of 26% of the share capital of the Moroccan Foreign Trade Bank.

The Prime Minister,

Whereas Law No. 39-89 authorizing the transfer of public companies to the private sector, enacted by Dahir No. 1-90-01 dated April 11, 1990 (15 Ramadan 1410), in particular Article 3 thereof;

Whereas Decree No. 2-90-402 dated October 16, 1990 (25 Rabii I 1411) based on the qualification mentioned in Article 5 of Law No. 39-89 mentioned above, in particular Article 16 thereof;

Whereas Law No. 11-91 regarding ratification of Decree No. 2-90-402 dated October 16, 1990 (25 Rabii 1411) enacted by Dahir No. 1-92-6 dated November 9, 1992 (13 Joumada I 1413);

Whereas the report of the Commission on Transfers dated April 18 and 19, 1995, which declared the consortium lead by Royale Marocaine d'Assurances to have authority;

On the proposal of the Minister of Privatization, appointed by the Prime Minister responsible for State-related Companies,

DECREES:

Article One – 2,600,000 shares representing 26% of the share capital of the Moroccan Foreign Trade Bank held by the Treasurer, Bank Al-Maghrib, the OCP, the OCE, the ONICL, the ONTS and the CDG are hereby transferred to the consortium lead by the RMA, in the proportions indicated below.

The total price for the transfer is one billion two hundred forty-three million four hundred thirty-six thousand eight hundred seventy-five dirhams (1,243,436,875 DH). The price per share is four hundred seventy-eight dirhams and twenty-four centimes (478.24 DH).

Art. 2 – The composition of the consortium directed by the RMA and the portion transferred to each of the members of said consortium are set as follows:

SHAREHOLDER	SHARE
Royale marocaine d'assurances	8.80%
Collective retirement system	8.80%
Citibank N.A.	4.00%
Morgan Grenfell PLC	1.00%
Private banking network	1.00%
Pictet & Cie.	0..35%
Morgan Stanley Fund. Inc. Emerging Market Portfolio	0.20%
Morgan Stanley Africa Investment Fund Inc.	0.60%
Morgan Stanley Asset Mgmnt. Emerging Market Trust	0.20%
Quantum Emerging Growth Fund N.V. (SOROS)	0.95%
Framlington Maghreb Fund	0.10%
Total	26.00%

Art. 3 – The Minister of Privatization appointed by the Prime Minister responsible for State-related Companies is responsible for the implementation of this Decree, which shall be published in the *Official Bulletin*.

Executed at Rabat, on August 9, 1995 (II Rabii I 1416).
Abdellatif Filali

Countersignature:
The Minister of Privatization
appointed by the Prime Minister
responsible for State-related Companies
Anderrahman Saaidi

Minutes
from the meetings of the Commission on Transfers
dated Tuesday and Wednesday, April 18 and 19, 1995

Purpose: Examination of the results of Call for Bids No. E/13/94 related to the transfer by bid of 26% of the share capital of Banque Marocaine du Commerce Extérieur.

The following members of the Commission on Transfers attended the meeting, chaired by Mr. Abderraham Saaidi, Minister of Privatization appointed by the Prime Minister responsible for State Companies:

- Khalid Kadiri;
- Mehdi Benzekri;
- Abdellatif Belbachir;
- Omar Bahraoui;
- Rachid Haddaoui.

During the meeting on Tuesday, April 18, 1995, the Commission noted that as of the date of registration for submissions for the referenced call for bids, two offers were filed with the Minister of Privatization.

The Commission then opened the technical envelopes submitted by the bidders, under two consortia:

I. Consortium led by SANAD, with the following members:

Société d'assurances SANAD	5.00%
Groupes des mutuelles d'; assurances MAMDA-MCMA	2.00%
Libyan Arab Foreign Bank	10.00%
Société nationale d'électrolyse et de pétrochimie	4.00%
Assurances Al Amane	2.50%
Holding YNNA	1.00%
Compagnie des participations dans des sociétés chimiques, industrielles et commerciales "COPARCHIM"	1.50%
TOTAL	26.00%

II. Consortium led by RMA, with the following members:

Royale marocaine d'assurances	8.79
Collective retirement investment system	8.79%

Morgan Grenfell (UK)	5.00%
Banque PICTET (Switzerland)	0.35%
Private banking union (Switzerland)	1.00%
Morgan Stainley Institutional Fund (USA)	0.20%
Morgan Stainley Africa Investment Fund (USA)	0.60%
Morgan Stainley Assets Management Fund (USA)	0.20%
Framlington Maghreb (U.K.)	0.11%
Quantum Emerging Fund	0.96%
TOTAL:	26.00%

The two offers were declared to be acceptable. The financial envelopes were opened on Wednesday, April 19, 1995. The prices offered were as follows:

OWNERSHIP GROUP	PRICE PER SHARE	TOTAL PRICE
- RMA Group	478.24 DH	1,243,436,875 DH
- SANAD Group	376.00 DH	977,600,000 DH

Considering the high level of the price offered by the RMA Group, the transfers commission declared said group to be the successful bidder for the 26% of the share capital of BMCE, which was the subject of call for bids E/13/1994.

Decree of the Minister of Finance and Foreign Investment No. 2048-95 dated August 1, 1995 (3 Rabii I 1416) regarding approval of Banque Marocaine du Commerce Extérieur after its privatization.

The Minister of Finance and Foreign Investment,

Whereas the Dahir regarding aw No. 1-93-147 dated July 6, 1993 (15 Moharrem 1414) related to the activity of lending institutions and their oversight, in particular in Articles 21 and 24 thereof;

Whereas the request by Banque Marocaine du Commerce Extérieur dated May 2, 1995;

Whereas the opinion issued by the Lending Institutions Committee dated June 26, 1995;

DECREES:

Article One – Banque Marocaine du Commerce Extérieur, having its registered office at Casablanca 140, avenue Hassan II, is authorized to continue to perform its activities after the change in control which occurs as the result of its privatization by the transfer of shareholdings by the Government and State-related companies in the amount of up to 43% of the share capital of said bank.

Art. 2 – Bank Al-Maghrib shall be responsible for implementing the provisions of this Decree, which shall be published in the *Official Bulletin*.

Rabat, August 1, 1995 (3 Rabii I 1416)
Mohammed Kabbaj

Decree No. 2-95-584 dated August 23, 1995 (25 Rabii I 1416) regarding authorization to print the magazine "Agadir Aktuell" in Morocco.

The Prime Minister,

Whereas Dahir No. 1-58-378 dated November 15, 1958 (3 Joumada I 1378) [illegible] press code, as it was amended and supplemented, in particular Articles 27 and 28 thereof;

Upon the proposal of the Minister of Communication, the Government Spokesman,

DECREES:

Article One – Mrs. Angela Beyer, a German journalist, residing at C/O Jochen veil – Weihenstephaner Str. 3/410-81673, Munich, Germany, shall be authorized to print the magazine titled "Agadir Aktuell" in the German language in Agadir.

Art. 2 – This decree shall be published in the *Official Bulletin*.

Executed in Rabat, on August 23, 1995 (25 Rabii I 1416)
Abdellatif Filali.

Countersignature:
The Minister of Communication, Government Spokesman,
Moulay Driss Alaoui M'Daghri

Decree No. 2-95-557 dated August 24, 1995 (26 Rabii I 1416) authorizing the Phosphates Office to acquire a 50% stake in the share capital of a company to be established with a Belgian partner, the Chemical Company "Prayon-Rupel".

The Prime Minister,

Background,

the Phosphates Office plans to participate in the share capital of accompany to be established with a Belgian partner, the chemical company Prayon-Rupel.

This partnership will allow the Phosphates Office to diversify its activities, to acquire the latest technological know-how, and lastly to access a market for phosphate products not including grease which represents approximately 15% of worldwide phosphate consumption.

In addition, the projected investment will be made at the Jorf Lasfar site and will thus provide additional flexibility to the existing and future facilities at that site.

Whereas Article 8 of Law No. 39-89 authorizing the transfer of public companies to the private sector enacted by Dahir No. 1-90-1 dated April 11, 1990 (15 Ramadan 1410);

Upon the proposal of the Minister of Privatization appointed by the Prime Minister responsible for State-related companies,

DECREES:

Article One – The Phosphates Office is authorized to acquire a 50% stake in the share capital of a company to be established with a Belgian partner, the Chemical Company "Prayon-Rupel".

Art. 2 – The Minister of Privatization appointed through the Prime Minister responsible for State-related Companies shall be responsible for the performance of this Decree, which shall be published in the *Official Bulletin*.

Executed in Rabat, August 24, 1995 (26 Rabii I 1416)
Abdellatif Filali

Countersignature:
The Minister of Privatization,
appointed through the Prime Minister
responsible for State-related companies
Abderrahman Saaidi.

Decree No. 2-95-542 dated August 25, 1995 (27 Rabii I 1416) regarding appointment of the representative of the Minister of Labor and Corporate Affairs to the Board of Directors of the National Electricity Office.

The Prime Minister,

Whereas Dahir No. 1-63-226 dated August 5, 1963 (14 Rabii I 1383) regarding the creation of the National Electricity Office, as amended and supplemented, in particular Article 5 thereof;

Upon the proposal of the Minister of Labor and Corporate Affairs,

DECREES:

Article One – Mr. Ramdane Ouassiai, Secretary General of the Ministry of Labor and Corporate Affairs, is hereby appointed a member of the Board of Directors of the National Electricity Office as a representative of the Minister of Labor and Corporate Affairs.

Art. 2 – The Minister of Labor and Corporate Affairs shall be responsible for the performance of this Decree, which shall be published in the *Official Bulletin*.

Executed in Rabat, August 25, 1995 (27 Rabii I 1416)
Abdellatif Filali

Countersignature:
The Minister of Labor and Corporate Affairs,
Amine Demnati

Decree of the Minister of Transport No. 1827-95 dated June 21, 1995 (23 Moharrem 1416) granting an operating authorization for non-standard public air transport service by shuttle planes and aerial services.

The Minister of Transport,

Whereas Decree No. 2-1-161 dated July 10, 1962 (7 Safar 1382) regarding the regulation of civil aeronautics, as amended and supplemented;

Whereas the Decree of the Minister of Public Works and Communications, No. 545-72 dated June 7, 1972 (24 Rabii II 1392) related to the navigability conditions of aircraft;

Whereas the Decree of the Minister of Public Works and Communications, No. 305-68 dated May 28, 1968 (29 Safar 1388) relative to the operating authorization of public air transport services and aerial services;

Whereas the authorization request dated May 29, 1995 made by the company MAINT AERO,

DECREES:

Article One – The Company MAINT AERO, having its registered office at Avenue Allal El Fassi, residence N'fis 1, batiment 15, appartement 4 – Marrakech, is authorized to operate TPP3 non-standard public air transport services and aerial services under the conditions established by this decree using the following equipment:
- CESSNA 207 – registered as CN-TEA.

Art. 2 – This authorization is specific and is not transferable to any other individual or legal entity.

It shall be valid for transport upon request of a maximum of twelve (12) passengers or 1,200 kgs or freight per flight within Moroccan territory or internationally.

Art. 3 – The total weight on takeoff of the shuttle planes providing this service must not exceed 5,700 kgs.

Art. 4 – The non-standard public air transport services are only authorized provided that they do not harm the regular lines.

In particular these services must not operate on published schedules or establish systematic series of flights.

Art. 5 – For public transport, the company must have an insurance policy covering its passengers in the event of an accident with lump sum compensation the amount of which must not be less than that specified by afore-mentioned Decree No. 2-61-161 dated July 10, 1962 (7 Safar 1382).

This insurance must be specified on the ticket delivered to passengers.

In addition, for all authorized aerial activities, the company must have an insurance policy covering the risk of damages caused to third parties on the ground pursuant to the provisions of the afore-mentioned decree.

Art. 6 – The aerial services authorized correspond to the following fields:

- Advertising – aerial photography – emergency operations;
- Aerial observation – Monitoring and surveillance.

Art. 7 – The personnel operating the equipment of the company must hold a professional aircraft pilot's license.

- Aerial work which requires flights at heights of less than the minimum levels established by Decree No. 2-61-161 dated July 10, 1962 (7 Safar 1382) may only be performed by pilots holding a low altitude flight certificate issued by the civil aeronautics agency.

Art. 8 – For aerial photography, the pilots must:

- Submit to the verifications, inspections and observations which may be made by flight control personnel,, national safety office personnel or the royal guard;

- Appear at the local office of the airport of departure to inform the flight control services of the area which will be overflown, the altitudes at which the planned flight will be made and the nature of the same;

- Refrain from taking aerial photographs above zones over which flight is prohibited and in particular to avoid overflying military facilities and any site related to national defense.

Art. 9 – Aerial photography, advertising, observation and surveillance must be the subject of a schedule established according to the sample issued by the civil aeronautics management office and submitted for approval at least 15 days before the planned date for the beginning of this work.

- The length of this schedule must not exceed 30 days.

Art. 10 – The company must inform the Minister of Transport of any change in registered office, any amendment to the bylaws, any decision by the meeting of shareholders affecting the amount and the payment of share capital or the appointment of management.

Art. 11 – The company shall be subject to inspection by the civil aeronautics office for application of the provisions established by

international conventions, laws and regulations in force related to the working conditions for personnel and the technical and commercial operation of aerial public transport services and aerial services.

- This control may be exercised on the ground or in flight by any representative bearing orders issued by the civil aeronautics authority;

- The company must, upon request of the representative responsible for the control, provide all documents related to the commercial and technical management;

- The director of civil aviations may delegate certain portions of his authority to a representative from a duly qualified technical entity.

Art. 12 – The company must submit to the civil aeronautics authority, within three months following the end of each fiscal year, a file including the following information:

- List of their personnel, including name and surname, citizenship and title;
- Number of flight hours and revenue;
- Balance sheet – operating statement – profit and loss statement;
- Cost per hour of flight and rates levied.

The company must also provide, upon request, any other information considered to be useful.

At. 13 – The planes belonging to the company or chartered by the same and which are used for aerial services specified in Article 6 must be equipped with radio equipment allowing VHF Air-to-ground radio communications at any time during flight with air traffic control entities in the air space where they are flying.

Art. 14 – This authorization is valid as of the date of its execution through December 31, 1995. It may be renewed for a period of one year.

Any renewal request must be submitted to the Minister of Transportation one month before the expiration of the authorization.

Art. 15 – Without prejudice to the penalties which are specified in the third part of Decree No. 2-61-161 dated July 10, 1961 (7 Safar 1382), the Minister of Transportation may suspend or immediately withdraw this authorization in the following cases:

- failure to respect the obligations appearing in this decree;

- violations of the provisions of Decree No. 2-61-161 dated July 10, 1962 (7 Safar 1382) in particular overflying prohibited areas, in particular the Skihrat zone (Cf. Circular No. 2152 DA/4 dated July 1, 1974 and the GMP 10 prohibited zone in AIP Morocco);

- if the public interest so requires.

Art. 16 – The director of civil aeronautics is responsible for implementing this Decree, which shall be published in the *Official Bulletin.*

Rabat, June 21, 1995 (22 Moharrem 1416)

For the Minister of Transportation,
The Secretary General
Abdelkader Nouini.

Decree of the Minister of Finance and Foreign Investment, No. 2162-95 dated August 15, 1995 (17 Rabii I 14165)(regarding approval of "SOGECREDIT" as a financing company.

The Minister of Finance and Foreign Investment,

Whereas the Dahir regarding Law No. 1-93-147 dated July 6, 1993 (15 Moharrem 1414) related to the activities of lending institutions and oversight of the same, in particular Article 21 thereof;

Whereas the request made on April 3, 1995 by Société Générale Marocaine des Banques on behalf of "SOGECREDIT";

Whereas the approval of the committee of lending institutions issued on June 26, 1995,

DECREES:

Article One – "SOGECREDIT" is approved as a financing company for leasing operations, consumer credit, credit by signature and delivery to customers of funds, or their management, pursuant to the provisions of the Dahir regarding Law No. 1-93-147 dated July 6, 1993 (15 Moharrem 1414) referenced above.

Art. 2 – Bank Al-Maghrib is responsible for the application of the provisions of this Decree, which shall be published in the *Official Bulletin.*

Rabat, August 15, 1995 (17 Rabii I 1416)
Mohammed Kabbaj.

Joint decree of the Minister of Cultural Affairs and the Minister of Finance and Foreign Investment, No. 21700-95 dated August 18, 1995 (20 Rabii I 1416) supplementing the joint decree of the Minister of Cultural Affairs and the Minister of Finance No. 719-89 dated May 29, 1989 (23 Chaoual 1409) establishing the entry fees for historical sites and monuments which are under the jurisdiction of the Minister of Cultural Affairs.

The Minister of Cultural Affairs,
The Minister of Finance and Foreign Investment,

Whereas Decree No. 2-84-22 dated January 11, 1984 (7 Rabii II 1404) regarding the institution of compensation for services rendered by the Minister of Cultural Affairs, in particular Article 2 thereof;

Whereas the joint decree of the Minister of Cultural Affairs and the Minister of Finance and Investment No. 719-89 dated May 29, 1989 (23 Chaoual 1409) establishing the entry fees for historical sites and monuments which are under the jurisdiction of the Minister of Cultural Affairs, as supplemented,

DECREE:

Article One – The first article of joint Decree No. 719-89 dated May 29, 1989 (23 Chaoual 1409) referenced above is supplemented as follows:

"Article One – The entry fees for historical sites and monuments which are under the jurisdiction of the Minister of Cultural Affairs and indicated below are established as follows:

Name and Location of site/monument	Entry fees in Dirhams		
	Adults		Children (< 12 years)
	Moroccans	Foreigners	
- Borj Er-rokni at Salé	-	-	-
- Grotto at the site of Zegzel (Oujda Region)	5	10	3
- Portuguese Church at Safi	5	10	3

Article 2 – This decree shall be published in the *Official Bulletin*

Rabat, August 18, 1995 (20 Rabii I 1416)

The Minister of Cultural Affairs,
Abdallah Azmani

The Minister of Finance and Foreign Investment,
Mohammed Kabbaj

ORGANIZATION AND PERSONNEL OF PUBLIC DEPARTMENTS

SPECIFIC TEXTS

MINSTER OF AGRICULTURE AND AGRICULTURAL DEVELOPMENT

decree of the Minister of Agriculture and Agricultural Development No. 1720-95 dated May 29, 1995 (29 Hija 1415) regarding the regulations for the profession exam for access to the title of primary technical representative of the Minister of Agriculture and Agricultural Development.

The Minister of Agriculture and Agricultural Development

Whereas Dahir No. 1-58-008 dated February 24, 1958 (4 Chaabane 1377) regarding the general status of public service;

Whereas Royal Decree No. 401-67 dated June 22,1967 (13 Rabii I 1387) regarding the general regulation of competitions and exams for access to titles and employment within the government;

Whereas Royal Decree No. 1195-66 dated March 9, 1967 (27 Kaada 1386) regarding the specific status of personnel in the Department of Agriculture and the Agricultural Reform, and in particular Article 4, Paragraph 1 thereof, as amended by Decree No. 2-84-797 dated August 5, 1987 (9 Hija 1407),

DECREES:

Article One – The professional exam for access to the title of primary technical agent of the Minister of Agriculture and Agricultural Development specified in Article 4, Paragraph 1 of Royal Decree No. 1195-66 dated March 9, 1967 (27 Kaada 1386) is open to technical representatives having at least 4 years of actual service at their job level.

Art. 2 – The candidates must choose one of the following options:

- Agricultural and food industries;
- Livestock farming;
- Topography
- Agricultural mechanization;
- Crop production;
- Water and forests;
- Horticulture.

Art. 3 – The exam will be organized by Decree of the Minister of Agriculture and Agricultural Development according to the needs of the departments for one, several or all the options listed in Article 2 of this Decree.

Art. 4 – The exam shall consist of three tests:

		Time	Coefficient
A)	Written test covering the selected option	3 hr.	3
B)	Practical test related to the option (classroom or field)		3
C)	Interview with the panel		2

Art. 5 – The tests may be administered in Arabic, in French or in Spanish, as chosen by the candidate.

Art. 6 – The grades shall range from 0 to 20. A grade is also added expressing the professional "value" of the candidate (Coefficient of 1). This rating is assigned by the panel based on a report prepared by the candidate's superior.

Art. 7 – Any rating equal to or less than 5 out of 20 shall eliminate the candidate from consideration. No person may be declared to be acceptable unless they achieve a rating of at least 10 out of 20.

No candidate will be declared accepted without achieving an average rating of 12 out of 20 for all the tests and the professional rating.

Art. 8 – The panel shall be comprised of at least three (3) members, including a Chairman, for each option.

The supervisory committee shall be comprised of three (3) members, including a Chairman.

The panel and the supervisory committee shall be appointed by the governmental authority responsible for agriculture and agricultural development.

Art. 9 – This decree shall take effect as of the date of its publication in the *Official Bulletin* and shall, as of the same date, repeal Decree No. 757-80 dated March 15, 1980 (27 Rabii II 1400) regarding the professional exam for access to the title of primary technical representative of the Department of Agriculture and Agrarian Reform.

Rabat, May 29, 1995 (29 Hija, 1415)
Hassan Abou Ayoub